Quatre-vingt-huitième année. — N° 270. Le Numéro : 15 francs. Lundi 19 et Mardi 20 Novembre 1956.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer. . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

L'Édition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, du **CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** et de **l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du **CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des **DOCUMENTS** de **L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, du **CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** et de **l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


#### PRESIDENCE DU CONSEIL

*Arrêté* du 16 novembre 1956 annulant le concours prévu à l'école nationale d'administration pour le recrutement d'une sténodactylographe (p. 11103).

*Arrêté* portant détachement (administration centrale) (p. 11103).

**Information.**

*Citation* à l'ordre de la Nation (p. 11103).

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

*Décret* portant nomination de juges de paix et d'un suppléant rétribué de juge de paix et conférant l'honorariat (rectificatif) (p. 11104).

*Arrêté* portant maintien en position de disponibilité (greffiers) (p. 11104).

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

*Décret* n° 56-1161 du 16 novembre 1956 rendant applicable à l'Algérie la loi n° 56-557 du 7 juin 1956 relative aux délais de recours contentieux (p. 11104).

*Arrêté* relatif à la limitation de la circulation automobile des véhicules à immatriculation civile autres que les véhicules utilitaires (rectificatif) (p. 11105).

*Arrêté* portant modification de certaines dispositions de l'arrêté du 7 novembre 1956 relatif à la circulation automobile des véhicules à immatriculation civile autres que les véhicules utilitaires (rectificatif) (p. 11105).

*Arrêté* portant nominations (personnel du cadre des préfectures) (p. 11105).


(1 f.)


#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

*Décret* du 16 novembre 1956 portant nomination de deux administrateurs civils au secrétariat d'Etat aux forces armées (marine) (p. 11103).

*Arrêtés* des 10 et 12 novembre 1956 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 11103).

*Arrêtés* du 13 novembre 1956 portant transfert d'autorisation de programme et de crédits de payement (p. 11104).

*Arrêté* portant délégation de signature (p. 11104).

#### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

*Décret* n° 56-1162 du 19 novembre 1956 relatif à la distillation prévisionnelle d'une partie des vins de la récolte 1955 (p. 11105).

*Arrêté* du 19 novembre 1956 fixant le prix d'achat, pour la campagne 1956-1957, des alcools d'origine vinicole (p. 11105).

**Travaux publics, transports et tourisme.**

*Décret* n° 56-1163 du 16 novembre 1956 portant attribution d'une indemnité de risques professionnels à certaines catégories de personnel technique du secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) en fonction dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (p. 11106).

*Décret* du 19 novembre 1956 portant nomination d'un directeur honoraire à l'administration centrale du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale (p. 11106).

*Arrêté* du 31 octobre 1956 portant transfert d'autorisations de programme et de crédits de payement du budget des travaux publics, des transports et du tourisme (II : Aviation civile et commerciale) au budget de la défense nationale et des forces armées (section Air) (p. 11107).

*Arrêté* portant nomination d'un membre de l'assemblée générale de l'Office régional des transports parisiens (p. 11107).

*Arrêtés* portant nominations, détachement et modifiant les dispositions d'un précédent arrêté (aviation civile et commerciale et régisseurs de recettes) (p. 11107).

**Industrie et commerce.**

*Décret* n° 56-1039 fixant les conditions d'application du décret n° 55-586 du 20 mai 1955 portant réforme du régime des substances minérales dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion (rectificatif) (p. 11108).

*Arrêté* du 19 novembre 1956 relatif à la répartition du gas oil (p. 11108).

**Agriculture.**

*Arrêté* du 17 novembre 1956 fixant la durée de validité, pour l'année 1956, des tickets de carburants détaxés essence et pétrole (p. 11110).

*Arrêté* portant réintégration et détachement (administration centrale) (p. 11110).

**Reconstruction et logement.**

*Décret* n° 56-1109 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 78-1 et 81-2 du code de l'urbanisme et de l'habitation relatifs à l'exécution d'opérations d'aménagement (rectificatif) (p. 11110).

**Postes, télégraphes et téléphones.**

*Arrêtés* portant promotions et détachement (administration centrale) (p. 11110).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

*Décret* n° 56-1164 du 16 novembre 1956 attribuant des indemnités forfaitaires pour frais de déplacement aux médecins inspecteurs du service de santé scolaire et universitaire (p. 11110).

*Décret* n° 56-1165 du 16 novembre 1956 relatif à la rétribution des personnes collaborant aux travaux relatifs aux publications de l'académie des inscriptions et belles-lettres (p. 11111).

*Décret* du 16 novembre 1956 déclarant d'utilité publique l'acquisition de la propriété sise 63, route de Croissy, au Vésinet, en vue de la construction d'un lycée (p. 11111).

*Arrêtés* portant nominations (enseignement supérieur) (p. 11111).

**MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

*Décret* n° 56-1166 du 16 novembre 1956 relatif au régime de rémunération des personnels civils et militaires en service dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie (p. 11111).

*Arrêté* du 17 novembre 1956 portant modification des statuts de la société d'Etat dite Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer (p. 11113).

*Arrêtés* portant nomination, réintégration et mise en position de mission:

Administrateurs (p. 11115).
Administration générale (p. 11115).
Service de santé (p. 11115).

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES**

**Travail et sécurité sociale.**

*Arrêté* modifiant l'arrêté du 2 janvier 1952 portant statut des médecins et des chirurgiens dentistes conseils de la sécurité sociale (p. 11115).

**Santé publique et population.**

*Arrêté* portant nomination d'un membre du comité technique des spécialités (p. 11115).

*Arrêtés* portant promotion, nominations, attribution de fonctions, affectations et mise en disponibilité:

Administration centrale (p. 11115).
Hôpitaux psychiatriques (p. 11115).
Inspection de la population et de l'aide sociale (p. 11115).
Inspection de la santé (p. 11115).
Régisseurs d'avances (p. 11115).

**MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

*Arrêté* portant promotions (administration centrale) (p. 11115).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Convocations de commissions. — Réunion de commission (p. 11116).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Convocation de la conférence des présidents. — Convocations et annulation de convocation de commission. — Avis de concours pour l'emploi d'architecte adjoint du Conseil de la République (p. 11116).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Réunion de commission du lundi 19 novembre 1956. — Convocations de commissions (p. 11117).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Présidence du conseil.**

*Avis* relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 11119).

**Ministère des affaires économiques et financières.**

*Avis* relatif au tirage de la quarante et unième tranche de la loterie nationale 1956 (p. 11119).

*Statistique* mensuelle des vins (octobre 1956) (p. 11120).

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

*Tarifs* de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 11124).

**Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports**

*Avis* d'examen professionnel (administration académique) (p. 11125).

**Ministère des affaires sociales.**

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

*Avis* de concours (établissements nationaux de bienfaisance) (p. 11125).

*Avis* de concours sur épreuves pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de la Flèche (Sarthe) (p. 11125).

*Avis* de vacance de postes de directeur économe d'hôpitaux et hospices publics (p. 11125).

**Annonces** (p. 11126).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**N° 118 A. N.**

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du lundi 19 novembre 1956. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 4805).

## CONSEIL ECONOMIQUE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

**N° 21**

**Avis et rapports.** — Séances des 7 et 8 novembre 1956. — Politique française de l'art et de l'industrie cinématographiques. — Rapport par M. René Richard (p. 839).

## DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**Assemblée nationale.** — Feuilles 6 à 9. — *Projets et propositions de loi, exposés des motifs et rapports* — Annexes n°s 303 (*suite*) à 521 (session ordinaire de 1955-1956).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Concours prévu à l'école nationale d'administration pour le recrutement d'une sténodactylographe.

Le président du conseil des ministres et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'arrêté du 23 juillet 1956, modifié par l'arrêté du 20 septembre 1956, autorisant l'école nationale d'administration à recruter une sténodactylographe,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté du 23 juillet 1956 modifié sont abrogés.

Art. 2. — La date du concours prévu à l'article 1er de l'arrêté susvisé ainsi que la date de dépôt des candidatures seront fixées ultérieurement.

Art. 3. — Le directeur de l'école nationale d'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 novembre 1956.

Pour le président du conseil des ministres et par délégation:
*Le secrétaire général du Gouvernement,*
ANDRÉ SÉGALAT.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

### Administration centrale.

Par arrêté du 12 novembre 1956, Mme Besson (Simone), adjoint administratif, 10e échelon, à la présidence du conseil (secrétariat général du Gouvernement), est détachée auprès du ministère des affaires étrangères en qualité d'adjoint administratif, 10e échelon, pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er octobre 1956.

## INFORMATION

### Citation à l'ordre de la Nation.

Le président du conseil des ministres, sur la proposition du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, cite à l'ordre de la Nation:

M. Yves Leleu, dit Jean Roy, grand reporter dynamique et plein d'allant, apprécié de tous pour son talent, sa bravoure et sa noblesse. Brillant combattant de la guerre 1939-1945, officier de parachutistes, plusieurs fois cité à l'ordre de l'armée, décoré à vingt-trois ans de la Légion d'honneur, de la Croix de guerre, de la médaille de la Résistance et de la « Silver Star », est tombé le 10 novembre 1956 dans l'exercice de son métier de journaliste qu'il aimait passionnément près d'El Kantara (Egypte).

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:
*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information,*
GÉRARD JAQUET.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

### Décret du 16 novembre 1956 portant nomination de deux administrateurs civils au secrétariat d'Etat aux forces armées (marine).

Par décret en date du 16 novembre 1956, MM. Dauguet (Jacques) et Dalmas (René) sont nommés, avec le titre d'administrateur adjoint, administrateurs civils de 2e classe, 1er échelon, à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (marine), pour compter du 1er août 1956, et titularisés dans leur emploi pour compter de cette date.

### Fonds de concours.

Par arrêté ministériel en date du 10 novembre 1956, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, sur 1956, un crédit de payement d'un montant de 765.974.006 F, applicable aux chapitres ci-après de la section air du budget de la défense nationale et des forces armées:

Chap. 51-71. — Constructions aéronautiques. — Etudes et prototypes .......... 164.507.094 F.

Chap. 53-72 — Matériel de série de l'armée de l'air.. 601.466.912

Total .......... 765.974.006 F.

Par arrêté en date du 12 novembre 1956, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des crédits de payement d'un montant total de 174.297.489 F, applicables aux chapitres ci-après du budget annexe du service des poudres pour 1956:

Chap. 375. — Etudes et recherches.......... 59.128.390 F.

Chap. 9700. — Travaux d'équipement intéressant la défense nationale.......... 115.169.099

174.297.489 F.

Il sera pourvu aux dépenses correspondantes au moyen des recettes d'égal montant constatées:

Au chapitre 91. — Fonds de concours pour dépenses d'études militaires .......... 59.128.390 F.

Au chapitre 2001. — Fonds de concours pour travaux d'équipement intéressant la défense nationale...... 115.169.099

174.297.489 F.

Par arrêté en date du 12 novembre 1956, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des autorisations de programme et des crédits de payement d'un montant total de 897.521.104 F applicables aux chapitres ci-après du budget de la défense nationale et des forces armées pour 1956:

| CHAPITRES | LIBELLÉ | AUTORISATIONS de programme accordées. | CRÉDITS de payement ouverts. |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | Francs. |
| | **Défense nationale.** | | |
| | SECTION COMMUNE | | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | | |
| | 3e *partie. — Fabrications.* | | |
| 53-51 | Gendarmerie. — Matériel.......... | 20.000.100 | 20.000.100 |
| 53-61 | Service de santé. — Matériel.... | 42.949.034 | 42.949.034 |
| | Total pour la section commune. | 62.949.134 | 62.949.134 |
| | SECTION GUERRE | | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | | |
| | 3e *partie. — Fabrications.* | | |
| 53-41 | Habillement. — Campement. — Couchage et ameublement. — Programmes | 103.000.000 | 103.000.000 |
| 53-91 | Fabrications de matériels divers. | 507.000.000 | 507.000.000 |
| | Total pour la section Guerre. | 610.000.000 | 610.000.000 |
| | SECTION MARINE | | |
| | TITRE V. — EQUIPEMENT | | |
| | 3e *partie. — Fabrications.* | | |
| 53-71 | Constructions neuves de la flotte. | 200.000.000 | 200.000.000 |
| 53-73 | Equipement militaire et défense côtière .......... | 24.571.970 | 24.571.970 |
| | Total pour la section Marine. | 224.571.970 | 224.571.970 |
| | Total pour la défense nationale et les forces armées. | 897.521.104 | 897.521.104 |

**Transfert d'autorisation de programme et de crédits de payement.**

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 11 de la loi n° 54-364 du 2 avril 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954;

Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956;

Vu la loi n° 56-760 du 2 août 1956 portant pour les dépenses militaires de 1956: 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sur les autorisations de programme accordées et les crédits de payement ouverts au ministre de la défense nationale et des forces armées, pour l'exercice 1956, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 1.130 millions de francs et un crédit de payement de 865 millions de francs sont définitivement annulés au chapitre 53-71: « Fabrications d'armement » de la section « guerre » du budget de la défense nationale et des forces armées.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées, en addition aux autorisations de programme accordées et aux crédits de payement ouverts par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 1.130 millions de francs et un crédit de payement de 865 millions de francs applicables au chapitre 53-72. « Matériel de série de l'armée de l'air » de la section « air » du budget de la défense nationale et des forces armées.

Art. 3. — Le directeur des services financiers et des programmes au ministère de la défense nationale et des forces armées et le directeur du budget au ministère des affaires économiques et financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1956.

Pour le ministre de la défense nationale
et des forces armées et par délégation:
*Le directeur des services financiers et des programmes,*
CAMILLE LABE.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
*Le directeur du budget,*
ROGER GOETZE.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 11 de la loi n° 54-364 du 2 avril 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954;

Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956;

Vu la loi n° 56-760 du 2 août 1956 portant, pour les dépenses militaires de 1956: 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sur les autorisations de programme et les crédits de payement accordés au ministre de la défense nationale et des forces armées, au titre de 1956, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, par la loi n° 56-760 du 2 août 1956 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme s'élevant à 672.170.000 F et un crédit de payement d'un montant de 100 millions de francs sont définitivement annulés sur le chapitre 53-71: « Fabrications d'armement », de la section Guerre du budget de la défense nationale et des forces armées.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées, en addition aux autorisations de programme et aux crédits de payement ouverts, au titre de 1956, par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955, par la loi n° 56-760 du 2 août 1956 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme s'élevant à 672.170.000 F et un crédit de payement d'un montant de 100 millions de francs, applicables au chapitre 53-72: « Matériel de série de l'armée de l'air », de la section Air du budget de la défense nationale et des forces armées.

Art. 3. — Le directeur des services financiers et des programmes au ministère de la défense nationale et des forces armées et le directeur du budget au ministère des affaires économiques et financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1956.

Pour le ministre de la défense nationale et des forces armées
et par délégation:
*Le directeur des services financiers et des programmes,*
CAMILLE LABÉ.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
*Le directeur du budget,*
ROGER GOETZE.

**Délégation de signature.**

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine),

Vu le décret n° 47-223 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature;

Vu le décret du 28 juillet 1948, modifié par le décret du 11 mai 1954, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 1er février 1956 portant nomination des membres du Gouvernement, ensemble ses modifications;

Vu le décret n° 56-171 du 7 février 1956 fixant les attributions du ministre de la défense nationale et des forces armées et des secrétaires d'Etat aux forces armées (terre, marine, air);

Vu le décret du 18 février 1956, modifié, fixant les délégations de signature du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine);

Vu l'arrêté du 20 septembre 1956 portant nomination du chef de l'état-major particulier,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente de signature est donnée à M. le contre-amiral Douguet, chef de l'état-major particulier, pour signer, concurremment avec M. Jean Escande, préfet, directeur de cabinet, tous arrêtés, actes et décisions relatifs aux affaires d'ordre purement militaire, à l'exclusion des décrets.

Il a notamment délégation pour signer les ordres d'envoi en mission, à l'exclusion de ceux qui concernent les officiers généraux, les directeurs et chefs de services centraux, les membres du cabinet et de l'état-major particulier, dont le secrétaire d'Etat se réserve la signature. En cas d'empêchement, cette dernière délégation est dévolue à M. le capitaine de vaisseau Yoyotte-Husson, de l'état-major particulier.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

PAUL ANXIONNAZ.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret portant nomination de juges de paix et d'un suppléant rétribué de juge de paix et conférant l'honorariat.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 novembre 1956: page 10833, 1re colonne, avant-dernière ligne, au lieu de: « M. Bougois, ancien juge de paix de Clichy », lire: « M. Bourgois, ancien juge de paix de Clichy ».

**Greffiers.**

Par arrêté du 14 novembre 1956, M. Labarthe (Joseph), greffier de 1re classe, 2e échelon, au tribunal de première instance de Bayonne, est maintenu en position de disponibilité, sans traitement, pour une période de six mois, à compter du 16 novembre 1956.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret n° 56-1161 du 16 novembre 1956 rendant applicable à l'Algérie la loi n° 56-557 du 7 juin 1956 relative aux délais de recours contentieux.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre résidant en Algérie, du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, spécialement son article 4;

Vu la loi n° 56-557 du 7 juin 1956 relative aux délais de recours contentieux en matière administrative;

Le conseil des ministres entendu;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La loi n° 56-557 du 7 juin 1956 relative aux délais de recours contentieux en matière administrative est rendue applicable à l'Algérie.

Art. 2. — Le ministre résidant en Algérie, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 16 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice,*
FRANÇOIS MITTERRAND.

*Le ministre de l'intérieur,*
GILBERT-JULES.

*Le ministre résidant en Algérie,*
ROBERT LACOSTE.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, chargé des affaires algériennes,*
MARCEL CHAMPEIX.

**Limitation de la circulation automobile des véhicules à immatriculation civile autres que les véhicules utilitaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 novembre 1956: page 10670, 1re colonne, au lieu de: « Vu la loi n° 46-354 du 27 avril 1946 », lire: « Vu la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 ».

**Modification de certaines dispositions de l'arrêté du 7 novembre 1956 relatif à la circulation automobile des véhicules à immatriculation civile autres que les véhicules utilitaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 novembre 1956: page 10945, 1re colonne, au lieu de: « Vu la loi n° 46-354 du 27 avril 1946 », lire: « Vu la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 ».

**Personnel du cadre des préfectures.**

Par arrêté en date du 23 mai 1956, les candidats ci-après désignés, définitivement admis au concours d'attachés de préfecture du 13 mars 1956, ont été nommés attachés de préfecture stagiaires:

Bachellerie (Yvonne).
Boj (Laurent).
Bonnelle (François).
Defarge-Lacroix (Paul).
Dracaccy (Jacky).
Guillaume (Françoise).
Laviole (Yveline).
Maestre (Yvon).
Michel (Maryse).
Peres (Simon).
Polio (Jean-Pierre).
Renaud (Marcel).
Sabbah (Jean).
Santoni (Pierre).
Sicard (Serge).

# MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

**Décret n° 56-1162 du 19 novembre 1956 relatif à la distillation prévisionnelle d'une partie des vins de la récolte 1955.**

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, modifié par l'article 6 du décret n° 54-956 du 14 septembre 1954;

Vu le décret n° 55-671 du 20 mai 1955 modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le décret n° 56-38 du 14 janvier 1956 relatif au blocage et à la distillation obligatoire de la récolte 1955;

Sur proposition du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du ministre des affaires économiques et financières,

Décrète:

Art. 1er. — Les viticulteurs soumis aux prestations d'alcool de vin en exécution des articles 2 et 3 du décret n° 56-38 du 14 janvier 1956 sont tenus de livrer à la régie commerciale des alcools une quantité d'alcool de vin correspondant à 50 p. 100 de leur prestation de la campagne 1955-1956.

Art. 2. — Les quantités d'alcool déterminées dans les conditions fixées à l'article 1er devront être remises avant le 15 janvier 1957 à la régie commerciale des alcools. Les quantités livrées après le 15 janvier subiront une minoration de prix dans les conditions qui seront déterminées par l'arrêté fixant les prix des alcools de prestation pour la campagne 1956-1957.

Art. 3. — Peuvent seuls être reçus les alcools titrant au moins 70 degrés centésimaux à la température de 15 degrés centigrades et répondant aux conditions du cahier des charges de la régie commerciale des alcools.

Les agents des contributions indirectes ou des contributions diverses ont la faculté de prélever gratuitement des échantillons dès que les alcools sont mis à la disposition de la régie commerciale des alcools.

Les viticulteurs sont dispensés de la production et de la livraison de l'alcool si la quantité à fournir est inférieure à 50 litres d'alcool pur.

Art. 4. — Le fournisseur est tenu d'assurer la livraison des alcools, le coût du transport jusqu'à la gare desservant son domicile restant à sa charge.

Le prix d'achat des alcools s'entend pour les alcools rendus sur wagon, gare expéditrice, dans les wagons-réservoirs de la régie commerciale des alcools ou, au gré de celle-ci, dans les fûts en fer du fournisseur prêtés gratuitement pour quarante jours, les frais de transport par chemin de fer, à plein et à vide, étant à la charge dudit service.

Le prix des alcools sera obligatoirement versé au nom de l'établissement livreur.

Les fournisseurs peuvent être tenus d'assurer la conservation des alcools jusqu'à l'époque fixée par la régie commerciale des alcools.

Dans ce cas, il est attribué pour freinte, location, bacs, assurances et frais divers, une indemnité par mois et par hectolitre d'alcool stocké dont le taux est fixé par décision du directeur de la régie commerciale des alcools.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,*
ANDRÉ DULIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
JEAN MASSON.

**Prix d'achat pour la campagne 1956-1957 des alcools d'origine vinicole.**

Le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu l'article 371 du code général des impôts;
Vu le décret n° 53-703 du 9 août 1953;
Vu l'arrêté du 11 janvier 1956 fixant le prix d'achat de l'alcool de betteraves pour la campagne 1955-1956;
Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953;
Vu le décret n° 54-956 du 14 septembre 1954;
Vu le décret n° 56-1162 du 19 novembre 1956,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les prix d'achat des alcools produits au cours de la campagne 1956-1957, dans la limite des contingents établis par l'article 1er du décret n° 53-703 du 9 août 1953 et provenant de la distillation des vins et marcs de raisin de la récolte 1956, sont fixés ainsi qu'il suit par hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15° centigrades:

| | Alcools de vin. | Alcools de marcs. |
|---|---|---|
| Rectifié extra-neutre | 19.021 F | 11.272 F. |
| Type Midi titrant au minimum 94 degrés. | 18.685 | 10.936 |
| Flegmes titrant au minimum 90 degrés. | 18.571 | 10.822 |
| Flegmes titrant au minimum 70 degrés. | 17.871 | 10.122 |
| Autres flegmes titrant au minimum 50 degrés | 17.621 | 9.872 |

Art. 2. — Les prix d'achat des alcools provenant des prestations d'alcool de vin livrés et affectés dans les conditions prévues au décret n° 56-1162 du 19 novembre 1956 et les prix d'achat des alcools de prestations viniques de la campagne 1956-1957 sont fixés ainsi qu'il suit par hectolitre d'alcool pur mesuré à la température de 15° centigrades:

| | Alcools de vins de prestation. | Alcools viniques de prestation. |
|---|---|---|
| Rectifié extra-neutre | 13.314 F | 7.890 F. |
| Type Midi titrant au minimum 94 degrés | 12.978 | 7.554 |
| Flegmes titrant au minimum 90 degrés | 12.914 | 7.490 |
| Flegmes titrant au minimum 70 degrés | 12.214 | 6.790 |
| Autres flegmes titrant au minimum 50 degrés | 11.964 | 6.540 |

Toutefois, le prix d'achat des alcools de vin de prestation susvisés sera abaissé uniformément, pour chacune des qualités considérées:

a) De 1.000 F par hectolitre d'alcool pur pour les alcools livrés et affectés du 16 janvier 1957 au 15 février 1957 inclus;

b) De 2.000 F par hectolitre d'alcool pur pour les alcools livrés et affectés postérieurement au 15 février 1957.

Art. 3. — Pour les alcools rectifiés extra-neutres répondant aux conditions de recettes fixées pour cette catégorie d'alcool, les prix fixés aux articles 1er et 2 s'appliquent à la totalité de l'alcool livré à l'Etat, sous réserve que la proportion d'alcool mauvais goût n'excède pas 18 p. 100 de la quantité d'alcool bon goût reconnu conforme au cahier des charges du service des alcools. L'alcool mauvais goût produit en excédent de cette proportion est payé au prix des flegmes titrant au minimum 90°.

Art. 4. — Le prix des alcools d'origine vinicole sera obligatoirement payé au compte de l'établissement livreur.

Art. 5. — Le service des alcools fixera les conditions de recettes et réglera les conditions de payement, d'emmagasinage et d'enlèvement des alcools et généralement toutes les questions soulevées par l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,*
ANDRÉ DULIN.

## TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

**Décret n° 56-1163 du 16 novembre 1956 portant attribution d'une indemnité de risques professionnels à certaines catégories de personnel technique du secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) en fonction dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières, du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 45-2401 du 18 octobre 1945 relatif au fonctionnement de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 48-970 du 7 juin 1948 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des personnels chargés de l'exploitation des aérodromes, de la circulation aérienne et des télécommunications aériennes;

Vu le décret n° 55-1435 du 4 novembre 1955 portant attribution d'une indemnité de risques professionnels à certaines catégories de personnel technique du secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale);

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions du décret du 4 novembre 1955 susvisé sont applicables au personnel technique du secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) en fonction dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Art. 2. — Le payement aux personnels visés à l'article 1er ci-dessus des indemnités fixées par l'article 3 du décret du 4 novembre 1955 est effectué pour leur contre-valeur en monnaie locale, sans indexation.

Art. 3. — Le ministre des affaires économiques et financières, le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet du 1er janvier 1956 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme,*
AUGUSTE PINTON.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,*
PIERRE MÉTAYER.

**Décret du 19 novembre 1956 portant nomination d'un directeur honoraire à l'administration centrale du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme,

Vu l'article 30 de la Constitution de la République française;

Vu le décret du 23 janvier 1954 portant nomination de M. Guillerand (François) aux fonctions de directeur de l'administration générale au secrétariat général à l'aviation civile et commerciale;

Vu l'arrêté en date du 5 octobre 1955 nommant M. Guillerand contrôleur financier du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires et départements d'outre mer (F. I. D. E. S. et F. I. D. O. M.);

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Guillerand (François), administrateur civil de classe exceptionnelle, ancien directeur à l'administration centrale du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, est nommé directeur honoraire à ladite administration centrale.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
GUY MOLLET.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme,*
AUGUSTE PINTON.

**Transfert d'autorisations de programme et de crédits de payement du budget des travaux publics, des transports et du tourisme (II: Aviation civile et commerciale) au budget de la défense nationale et des forces armées (section Air).**

Le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 11 de la loi n° 54-364 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954;

Vu la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1956 portant report de crédits budgétaires de l'exercice 1955 à l'exercice 1956;

Vu la loi n° 56-780 du 4 août 1956 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956;

Vu l'arrêté du 20 août 1956 portant répartition des crédits annulés sur l'exercice 1956,

Arrête:

Art. 1er. — Sur les autorisations de programme accordées pour l'exercice 1956 au secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, au titre du budget de l'aviation civile et commerciale, par la loi n° 56-780 du 4 août 1956 et par des textes spéciaux, est et demeure annulée une autorisation de programme de 7.880 millions de francs applicable au chapitre 53-24: « Participation de l'aviation civile et commerciale aux dépenses d'études et de prototypes ».

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées, au titre de la section Air, en addition aux autorisations de programme ouvertes par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 7.880 millions de francs, applicable au chapitre 51-71: « Constructions aéronautiques. — Etudes et prototypes ».

Art. 3. — Sur les crédits de payement ouverts pour l'exercice 1956 au secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme, au titre du budget de l'aviation civile et commerciale, par la loi n° 56-780 du 4 août 1956 et par des textes spéciaux, sont et demeurent annulés des crédits de payement s'élevant à la somme de 753.500.000 F, applicables au chapitre 53-24: « Participation de l'aviation civile et commerciale aux dépenses d'études et de prototypes ».

Art. 4. — Il est ouvert, sur l'exercice 1956, au ministre de la défense nationale et des forces armées, au titre de la section Air, en addition aux crédits de payement ouverts par la loi n° 55-1044 du 6 août 1955 et par des textes spéciaux, des crédits de payement s'élevant à la somme de 753.500.000 F, applicables au chapitre 51-71: « Constructions aéronautiques. — Etudes et prototypes ».

Art. 5. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées rendra compte de l'emploi des autorisations de programme et des crédits de payement ainsi transférés dans les mêmes conditions que ceux de son propre budget.

Art. 6. — Le directeur des services financiers et des programmes au ministère de la défense nationale et des forces armées, le directeur du budget du ministère des affaires économiques et financières et le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 octobre 1956.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
*Le directeur du budget,*
Par empêchement du directeur du budget:
*Le sous-directeur,*
MARTINET.

**Office régional des transports parisiens.**

Par arrêté du 27 octobre 1956, M. Guillaumot, chargé de mission au secrétariat d'Etat aux affaires économiques, est nommé membre de l'assemblée générale de l'Office régional des transports parisiens, en remplacement de M. Masrevery, appelé à d'autres fonctions.

**Aviation civile et commerciale.**

Par arrêté du 2 novembre 1956, M. Treussart (Henri), ingénieur adjoint des travaux météorologiques, en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, à la disposition de l'Organisation météorologique mondiale, est réintégré dans son emploi à compter du 16 novembre 1956.

Par arrêté en date du 3 novembre 1956, les contrôleurs de la navigation aérienne stagiaires dont les noms suivent, en fonctions au secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale), sont nommés à l'emploi de contrôleur de la navigation aérienne, 1er échelon, et titularisés dans le grade correspondant, à compter des dates ci-après:

1er octobre 1956.

MM. Lemoniez (Jean), Legay (Jean), El Haik (Joseph), Beaufume (Jacques).

14 octobre 1956.

MM. Jolly (Jean-Claude), Marre (Roger), Halliez (Bernard).

17 octobre 1956.

MM. Bouge (Georges), Aphecetche (Dominique), Desormière (Daniel), Arbault (Rémy), Genin (Bernard), Cavaro (Jean), de Vos (Jacques), Hamy (Marc), Gavignet (Serge), Darie (Robert), Zaumith (Francis), Pomarède (Jacques), Revillot (Jacques), Zeman (Raymond), Vuillemot (Bernard).

Sont autorisés, à titre exceptionnel, à renouveler leur stage, à compter du 17 octobre 1956: MM. Pinon (Jacques), Lefranc (Jean-Marie).

M. Petriment (Guy), contrôleur stagiaire, est licencié à compter du 17 octobre 1956.

La durée des bonifications et majorations pour services militaires actifs et de guerre, utilisables pour l'avancement ultérieur des contrôleurs dont les noms figurent ci-après, est fixée comme suit:

M. Lemoniez (Jean): bonifications, 1 an.

M. Legay (Jean): bonifications, 4 ans; majorations, 6 mois 16 jours.

M. El Haik (Joseph): bonifications, 1 an.

M. Beaufume (Jacques): bonifications, 3 ans; majorations, 1 an 3 mois 11 jours.

M. Cavaro (Jean): bonifications, 1 an 9 mois.

M. Hamy (Marc): bonifications, 1 an.

M. Vuillemot (Bernard): bonifications, 1 an 6 mois 21 jours.

La durée des bonifications pour services militaires utilisables pour l'avancement de M. Marre (Roger) sera fixée ultérieurement.

Par arrêté en date du 5 novembre 1956, les dispositions de l'arrêté du 10 juillet 1956 portant attribution de majoration d'ancienneté et reclassement dans le corps des ingénieurs des travaux météorologiques, ainsi que les dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1956 portant avancement dans le corps des ingénieurs des travaux météorologiques, sont annulées en ce qui concerne M. Mazeaud (André).

Une majoration d'ancienneté de 1 an 10 mois 3 jours est attribuée, au titre de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, à M. Mazeaud (André), ingénieur des travaux météorologiques.

M. Mazeaud (André) est reclassé:

Ingénieur des travaux météorologiques de 3e classe à dater du 21 juillet 1952, compte tenu de 6 mois 27 jours de majoration (majoration restant à utiliser: 1 an 3 mois 6 jours);

Ingénieur des travaux météorologiques de 2e classe à dater du 15 octobre 1953, compte tenu de 1 an 3 mois 6 jours de majoration (majoration épuisée);

Ingénieur des travaux météorologiques de 1re classe à dater du 15 avril 1956.

Par arrêté en date du 5 novembre 1956, les contrôleurs des télécommunications aériennes stagiaires dont les noms suivent, en fonctions au secrétariat d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale), sont nommés à l'emploi de contrôleur des télécommunications aériennes, 1er échelon, et titularisés dans le grade correspondant à compter du 17 octobre 1956:

MM. Erena (Jean-Marie), Jaudier (Jacques), Aladenyse (Robert), Winzer (Michel), Morin (Michel), Balvet (Olivier), Bertolino (Charles), Paci (André), Eydoux (Michel), Avellan (Robert), Durier (Alain).

La durée des bonifications pour services militaires utilisables pour l'avancement de M. Morin (Michel) est fixée à 18 mois.

**Régisseurs de recettes.**

Par arrêté du 8 novembre 1956, M. Laporte (Georges), agent principal de la navigation aérienne, est nommé régisseur de recettes pour l'aérodrome de Léognan (Bordeaux-Saucats) (Gironde).

Par arrêté du 8 novembre 1956, M. Miraucourt (Marcel), ingénieur principal de la navigation aérienne, est nommé régisseur de recettes pour l'aérodrome civil de Reims-Champagne (Marne).

## INDUSTRIE ET COMMERCE

**Décret n° 56-1039 fixant les conditions d'application du décret n° 55-586 du 20 mai 1955 portant réforme du régime des substances minérales dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 octobre 1956:

Page 9912, article 16, dernier alinéa, 3e ligne, au lieu de: « dans les formes prévues par l'article précédent », mettre: « dans les formes prévues à l'article 14 »; article 19, A, 1er alinéa, 5e ligne, au lieu de: « à moins d'en être lui-même bénéficiaire », lire: « à moins d'en être elle-même bénéficiaire »; article 30, dernier alinéa, 2e ligne, au lieu de: « suivant la publication d'un arrêt classant », lire: « suivant la publication d'un arrêté classant ».

Page 9949, article 96, 1er alinéa, 3e ligne, au lieu de: « pénétrant dans cette zone », lire: « pénètrent dans cette zone ».

Page 9951, article 112, dernier alinéa, 2e ligne, au lieu de: « des plans de travaux de surface », lire: « des plans des travaux ou de surface »: article 117, 2e alinéa, dernière ligne, au lieu de: « à la charge de l'exploitant ou de l'exploiteur », lire: « à la charge de l'exploitant ou de l'explorateur »; article 119, 1re ligne, au lieu de: « S'il y a possibilité, en cas d'accident mortel », lire: « S'il y a impossibilité, en cas d'accident mortel ».

### Répartition du gas oil.

Le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce,

Vu le décret n° 49-158 du 25 janvier 1949 portant fixation des conditions de répartition des matières premières et produits industriels pour la période durant laquelle les tâches de répartition sont encore indispensables,

Arrête:

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Est soumis à la répartition jusqu'à sa consommation finale le produit ci-après:

Dénomination douanière: gas oil.

Numéro du tarif douanier: 27-10 B (a et b).

TITRE II

BLOCAGE GÉNÉRAL

Art. 2. — Le gas oil fait l'objet d'un blocage à partir du 22 novembre 1956, à zéro heure.

En conséquence, l'approvisionnement, la livraison, l'utilisation et, d'une manière générale, tous transferts juridiques et matériels de ce produit ne pourront avoir lieu que dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 3. — Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, il sera procédé au recensement des stocks du produit bloqué.

A cet effet, tous les producteurs, importateurs, négociants, grossistes ou détaillants sont tenus de remettre avant le 22 novembre 1956, à vingt heures, à la gendarmerie ou au commissariat de police du lieu de l'établissement, une déclaration modèle Carb. 1 (annexe 1) indiquant les quantités de gas oil en stock à la date du 22 novembre 1956 à zéro heure. En outre, les détaillants doivent préciser le fournisseur, la date et le montant de la dernière livraison qui leur a été faite.

La déclaration ci-dessus sera datée et signée par son auteur. Le chef de district pétrolier désigné dans chaque département par le ministre chargé des carburants ou tout autre agent habilité à cet effet recueillera les déclarations aux gendarmeries et commissariats de police et en vérifiera la sincérité.

TITRE III

MODALITÉS DE DISTRIBUTION

Section 1. — *Dotation de base.*

Art. 4. — A partir du 22 novembre 1956 à zéro heure, tout consommateur de gas oil est autorisé à recevoir mensuellement et sans possibilité de report d'un mois sur l'autre, une quantité de gas oil qui ne pourra excéder 80 p. 100 de la quantité de ce produit qui lui a été livrée au cours du mois de septembre 1956.

Pour l'exécution de cette mesure, tout fournisseur est tenu de satisfaire, mensuellement, sans formalité, les demandes de livraison de gas oil présentées par ses clients (détaillants ou consommateurs) dans la limite de 80 p. 100 des quantités qu'il leur a fournies au cours du mois de septembre 1956.

Pour la période comprise entre le 22 novembre 1956 et le 31 décembre 1956, la dotation sera égale à 105 p. 100 des quantités fournies au cours du mois de septembre 1956.

Art. 5. — Toutes les ventes effectuées par les détaillants en application de l'article 4 ci-dessus devront être inscrites sur un registre spécial dans l'ordre chronologique des livraisons. Pour chaque livraison, le détaillant devra noter la date, la quantité fournie ainsi que les nom et adresse du preneur, lequel devra apposer sa signature sur le registre en regard desdites indications.

Pour toute livraison de gas oil à un véhicule utilitaire, le détaillant devra noter en outre le numéro minéralogique du véhicule utilitaire approvisionné et le nom de son propriétaire (ou raison sociale).

Les détaillants tiendront ce registre à la disposition du chef de district pétrolier et des agents chargés du contrôle de la répartition des produits pétroliers.

Lors de la première livraison à un client donné, le détaillant devra noter également la quantité livrée à ce client au cours du mois de référence prévu à l'article 4.

Art. 6. — Il est interdit à tout fournisseur d'effectuer des livraisons de gas oil excédant les limites définies à l'article 4.

De même, interdiction est faite aux utilisateurs et revendeurs de prendre ou de demander livraison de quantités de gas oil dépassant lesdites limites.

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les livraisons supplémentaires effectuées au titre des allocations spéciales ou prioritaires visées ci-dessous.

Section 2. — *Allocations spéciales.*

Art. 7. — Indépendamment de la dotation de base prévue à l'article 4, des allocations spéciales de gas oil pourront être accordées à certains consommateurs. Ces allocations spéciales seront délivrées par les autorités désignées à cet effet par le ministre chargé des carburants. Elles seront matérialisées par des bons nominatifs numérotés et extraits d'un carnet à souche modèle Carb. 5 (annexe II) que les bénéficiaires pourront faire honorer chez les fournisseurs de leur choix. La durée de validité et la forme de ces bons seront fixées par décisions particulières.

Section 3. — *Allocations prioritaires.*

Art. 8. — En vue de l'exécution des transports utilitaires d'intérêt général, une réserve de l'ordre de 15 p. 100 de la consommation mensuelle moyenne métropolitaine de l'année écoulée devra être maintenue en permanence dans les principaux centres de stockages suivant une répartition qui sera fixée par le directeur des carburants au secrétariat d'Etat à l'industrie et au commerce, de façon à localiser cette réserve au plus près des besoins éventuels dans toute la mesure du possible.

Les chefs de districts pétroliers prendront les mesures nécessaires au blocage de cette réserve dans les dépôts désignés.

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées de chaque département disposera sur cette réserve d'un crédit égal à 15 p. 100 de la moyenne mensuelle départementale des consommations de l'année écoulée. Ce crédit sera utilisé en accord avec le préfet.

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées pourra alors émettre mensuellement des bons prioritaires de gas oil numérotés et extraits d'un carnet à souche modèle Carb. 3 (annexe III). Il tiendra le chef de district pétrolier informé de l'émission de ces bons et, dans toute la mesure du possible, des prévisions à ce sujet.

Les bénéficiaires desdits bons les présenteront à leurs fournisseurs habituels qui devront en effectuer la livraison par priorité ou intervenir sans délai auprès du chef de district pour faire domicilier le bon sur un autre fournisseur ou sur le centre de stockage le plus rapproché.

Section 4. — *Dispositions applicables aux dépôts livranciers et aux détaillants.*

Art. 9. — Les sorties de gas oil des dépôts livranciers ne peuvent être effectuées que dans les conditions et limites prévues par l'article 4 ci-dessus ou contre remise de bons délivrés en application des articles 7 et 8.

Art. 10. — En sus de leur droit normal d'approvisionnement sans formalité résultant de l'article 4, les détaillants pourront obtenir des livraisons supplémentaires de gas oil pour les quantités qu'ils ont eux-mêmes livrées contre bons nominatifs d'allocations spéciales.

A l'appui de leurs commandes supplémentaires, les détaillants devront remettre à leur fournisseur une déclaration suivant le modèle Carb 4 (annexe IV) précisant le détail et le volume global des bons d'allocations spéciales joints pour réapprovisionnement.

Le détaillant conservera une copie de la déclaration ci-dessus.

Art. 11. — Sur le journal des livraisons des dépôts, en regard de chacune des sorties de gos oil, mention devra être portée:

Des quantités livrées en application de l'article 4 ci-dessus;

Des quantités livrées contre remise de bons prioritaires et d'allocations spéciales.

Les bons prioritaires et bons d'allocations spéciales, ainsi que les déclarations adressées par les détaillants à l'appui de leurs commandes supplémentaires devront être classés par ordre chronologique des livraisons et conservés pendant quatre mois par les dépôts en justification des sorties excédant les limites autorisées par l'article 4.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 12. — Indépendamment des dispositions prévues au titre III, pour l'approvisionnement des consommateurs et des revendeurs, le ministre chargé des carburants ou ses délégués pourront prononcer tous transferts de produits soumis à répartition dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 13. — Toute infraction aux prescriptions du présent arrêté exposera son auteur aux sanctions prévues par la législation en vigueur.

Art. 14. — Sont et demeurent abrogées toutes les décisions antérieures de réglementation générale relatives à la répartition du gas oil.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 novembre 1956.

Pour le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

PAUL GROS.

## ANNEXE I

MOD. CARB. 1.

(Arrêté du 19 novembre 1956, art. 3.)

*Département de:* ..............................

*Ville de:* ..............................

**Inventaire des stocks de gas oil détenus le 22 novembre 1956, à 0 heure, par:**

Nom ou raison sociale: ..............................
(En caractères d'imprimerie.)

Adresse complète: rue .............................., n° ..........;
(Pour Paris indiquer l'arrondissement.)

| PRODUIT | STOCK en hectolitres. | DERNIÈRE LIVRAISON REÇUE | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Fournisseur | Date. | Quantités en hectolitres. |
| Gas oil... | | | | |

Vérifié (1) ..............................

Le .............................. (Signature.)

Certifié sincère et véritable:

A .............................., le .............................. (Signature.)

(1) Nom et fonction de l'agent chargé de la vérification.

Nom du signataire de la déclaration: ..............................

*Modèle de déclaration à établir par les négociants, grossistes ou détaillants.*

## ANNEXE II

MOD. CARB. 5.

| | |
|---|---|
| Service. N° .......... | Service. N° .......... |
| **Allocation spéciale.** | **Allocation spéciale.** |
| De (1) .............................. litres | Bon pour (1) .............................. litres |
| de (2) | de (2) |
| délivrée à M. .............................. | à livrer à M. .............................. |
| .............................. | .............................. |
| Date: .............................. | Date: .............................. |
| (Signature.) | (Signature.) |
| (Cachet du service.) | (Cachet du service.) |

(1) Quantité en lettres. — (2) Produit.

## ANNEXE III

MOD. CARB. 3.

N° ..............................

**Allocation prioritaire.**

| | |
|---|---|
| *Département de* .............................. | *Département de* .............................. |
| Bon pour (1) .............................. litres de gas oil à livrer par priorité absolue à (2) .............................. | Bon pour (1) .............................. litres de gas oil à livrer par priorité absolue à (2) .............................. |
| .............................. | .............................. |
| par le dépôt (3) de .............................. | par le dépôt (3) de .............................. |
| .............................. | Domicilié par le chef de district pétrolier. |
| Délivré à .............., le .............. | Délivré à .............., le .............. |
| Par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées: (Signature et cachet.) | Par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées: (Signature et cachet.) |

(1) Quantité en lettres.
(2) Nom et adresse du bénéficiaire.
(3) Nom et adresse du dépôt devant effectuer la livraison au cas où le chef de district a décidé la domiciliation du bon.

## ANNEXE IV

MOD. CARB. 4.

A adresser à:

*Fournisseur:* ..............................

*Dépôt:* ..............................

**Déclaration en vue de réapprovisionnement supplémentaire de gas oil.**

(Commande n° ..............................)

Etablie par:

Nom ou raison sociale: ..............................
(En caractères d'imprimerie.)

Adresse complète: rue .............................., n° ..........
(Pour Paris indiquer l'arrondissement.)

| | NOMBRE de bons. | QUANTITES globales. |
|---|---|---|
| Bons d'allocations spéciales (joints) dont détail ci-dessous .............................. | .......... | .......... |
| Total des livraisons contre bons.......... | .......... | .......... |

*Détail des bons joints.*

| NOMS DES BÉNÉFICIAIRES | MONTANT des bons. | NOMS DES BÉNÉFICIAIRES | MONTANT des bons. |
|---|---|---|---|
| | | | |

Certifié sincère et véritable:

A .............................., le ..............................
(Signature.)

Nom du signataire de la déclaration: ..............................

## AGRICULTURE

**Durée de validité, pour l'année 1956, des tickets de carburants détaxés essence et pétrole.**

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Vu la loi n° 51-588 du 23 mai 1951, et notamment son article 6 instituant un dégrèvement de la taxe intérieure de consommation en faveur de certains carburants utilisés pour les travaux agricoles;

Vu la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, et notamment ses articles 3, 7 et 10;

Vu le décret n° 51-1259 du 5 novembre 1951 fixant les conditions d'application de l'article 6 de la loi du 23 mai 1951, et en particulier son article 3 relatif aux bons d'attribution des carburants à prix réduits;

Vu le décret n° 53-720 du 10 août 1953 modifiant le taux des dégrèvements fixés à l'article 6 de la loi du 23 mai 1951;

Vu la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 relative aux comptes spéciaux du Trésor et modifiant le taux de la détaxe sur le gas oil (art. 47);

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955 modifiant le taux de la détaxe sur l'essence;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1955 fixant la date de dépôt et les modalités à observer pour établir les déclarations afférentes à l'année 1956;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1956 fixant le modèle des tickets de carburants détaxés et la durée de validité pour l'année 1956;

Vu l'arrêté du 13 juillet 1956 annulant les bons d'attribution de gas oil à prix réduit pour travaux agricoles,

Arrête:

Art. 1er. — Le délai limite de validité prévu par l'article 3 de l'arrêté du 12 janvier 1956 pour les tickets d'essence et de pétrole correspondant à l'année 1956 est reporté du 30 novembre 1956 au 15 décembre 1956.

Art. 2. — Le directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 1956.

Pour le secrétaire d'Etat à l'agriculture et par délégation:
*Le conseiller technique,*
HENRI FERRU.

**Administration centrale.**

Par arrêté du 16 novembre 1956, M. Chiarisoli (Jules), administrateur civil de 2e classe, 6e échelon, à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'agriculture, est maintenu dans la position de service détaché, pour une durée de sept mois, à compter du 1er janvier 1956, auprès du service de l'inspection des courses et du pari mutuel, pour y occuper un emploi d'inspecteur des courses.

Il est mis fin à compter du 1er août 1956 au détachement de l'intéressé, qui est réintégré à cette date à l'administration centrale.

M. Chiarisoli, administrateur civil de 2e classe, 6e échelon, est détaché, en la même qualité, pour une durée de cinq ans, à compter du 1er octobre 1956, auprès du service de l'inspection des courses et du pari mutuel.

## RECONSTRUCTION ET LOGEMENT

**Décret n° 56-1109 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 78-1 et 81-2 du code de l'urbanisme et de l'habitation relatifs à l'exécution d'opérations d'aménagement.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 novembre 1956: page 10635, 2e colonne, 2e alinéa, 3e ligne, après le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, ajouter: « du secrétaire d'Etat à l'intérieur »; 5e alinéa, 1re ligne, au lieu de: « Vu le décret du 28 novembre 1926 », lire: « Vu le décret du 28 décembre 1926 ».

## POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

**Administration centrale.**

Par arrêté du 16 novembre 1956:

Ont été nommés administrateurs de classe exceptionnelle des postes, télégraphes et téléphones et titularisés dans le grade correspondant les administrateurs de 1re classe désignés ci-après:

A compter du 26 octobre 1956: M. Gillot.

A compter du 6 novembre 1956: M. Greusard.

Ont été nommés administrateurs de 1re classe des postes, télégraphes et téléphones et titularisés dans le grade correspondant les administrateurs de 2e classe désignés ci-après:

A compter du 16 septembre 1956: M. Gueylard.

A compter du 26 octobre 1956: M. Theron.

A compter du 6 novembre 1956: M. Tessonneau.

Par arrêté du 16 novembre 1956, M. Cazenave (P.), ingénieur de 3e classe des télécommunications à la direction des bâtiments et des transports, est mis à la disposition de la Compagnie nationale du Rhône, en qualité d'adjoint à l'ingénieur en chef des services électriques, pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er août 1956.

# MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Décret n° 56-1164 du 16 novembre 1956 attribuant des indemnités forfaitaires pour frais de déplacement aux médecins inspecteurs du service de santé scolaire et universitaire.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 53-511 du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Dans la limite des crédits ouverts à cet effet, il peut être alloué aux médecins inspecteurs régionaux du service de santé scolaire et universitaire dont le service comporte des déplacements à l'intérieur de la résidence une indemnité forfaitaire annuelle destinée à couvrir ces frais de déplacement et exclusive de toute autre indemnité ou de tout remboursement de frais.

Art. 2. — Le montant de ladite indemnité est fixé dans la limite des taux maxima annuels ci-dessous:

| VILLE DE PARIS | VILLES de Marseille et de Lyon. | VILLES DE PLUS de 200.000 habitants. | VILLES DE 70.000 à 200.000 habitants. |
|---|---|---|---|
| 28.800 F. | 26.400 F. | 21.600 F. | 18.000 F. |

Art. 3. — Pour la détermination des taux maxima de ces indemnités, les villes de résidence seront classées sur la base de la population totale de la commune telle qu'elle est fixée par le dernier recensement.

Art. 4. — Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet du 1er janvier 1956.

Fait à Paris, le 16 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,*
PIERRE MÉTAYER.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN FILIPPI.

**Décret n° 56-1165 du 16 novembre 1956 relatif à la rétribution des personnes collaborant aux travaux relatifs aux publications de l'académie des inscriptions et belles-lettres.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Dans la limite des crédits ouverts à cet effet, il est alloué aux personnels collaborant aux publications de l'académie des inscriptions et belles-lettres une indemnité annuelle dont le taux est fixé conformément au tableau ci-dessous:

| NATURE DES PUBLICATIONS | NOMBRE de collaborateurs. | INDEMNITE annuelle accordée aux personnes collaborant aux travaux. |
|---|---|---|
| Corpus inscriptionum semiticarum.. | 3 | 30.000 |
| Corpus Vasorun antiquorum........ | 1 | 40.000 |
| Glossarium infimae latinitatis de Du Cange......................... | 1 | 36.000 |
| Recueil des historiens des Croisades. | 1 | 30.000 |
| Obituaires ......................... | 1 | 30.000 |
| Chartes et diplômes................ | 2 | 30.000 |
| Pouillés ........................... | 1 | 30.000 |
| Journal des savants................ | 1 | 25.000 |

Art. 2. — Les travaux de copie, dactylographie et comptabilité effectués par le secrétaire non fonctionnaire seront rémunérés, à l'exclusion de toute autre rétribution, par le moyen de vacations au taux horaire de 250 F, sans que le montant desdites vacations puisse excéder mensuellement la somme de 35.000 F.

Art. 3. — Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1er janvier 1954 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,*
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,*
PIERRE MÉTAYER.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN FILIPPI.

**Décret du 16 novembre 1956 déclarant d'utilité publique l'acquisition de la propriété sise 63, route de Croissy, au Vésinet, en vue de la construction d'un lycée.**

Par décret en date du 16 novembre 1956, est déclarée d'utilité publique, en vue de la construction d'un lycée, l'acquisition par l'Etat d'une propriété de 11.811 mètres carrés, sise au Vésinet, 63, route de Croissy, allée du Lac-Inférieur et allée des Œillets.

L'acquisition aura lieu soit à l'amiable, soit par expropriation.

L'expropriation à effectuer devra être accomplie dans un délai de deux ans à compter de la date du présent décret. Passé ce délai, l'expropriation devra faire l'objet d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

### Enseignement supérieur.

Par arrêtés en date du 8 novembre 1956:

Mlle Goas, chef de travaux stagiaire à la faculté des sciences de l'université de Rennes, est nommée, à compter du 1er octobre 1956, chef de travaux de physiologie végétale à la faculté des sciences de l'université de Toulouse (emploi créé) et titularisée dans le grade correspondant.

M. Marchand, inscrit sur la liste des candidats aux fonctions de maître de conférences, est nommé, à compter du 1er octobre 1956, maître de conférences de mathématiques à la faculté des sciences de l'université de Bordeaux, dans le cadre de l'institut des hautes études de Dakar, et titularisé dans le grade correspondant (remplacement de M. Raffin).

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret n° 56-1166 du 16 novembre 1956 relatif au régime de rémunération des personnels civils et militaires en service dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et tous les textes modificatifs;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant les dispositions des décrets nos 49-528 et 49-529 du 15 avril 1949 relatifs à l'application du reclassement de la fonction publique aux territoires de la zone du franc C. F. P. et dans l'Inde française;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu le décret n° 51-509 du 5 mai 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi susvisée du 30 juin 1950;

Vu le décret n° 51-510 du 5 mai 1951 relatif à l'application du règlement d'administration publique n° 51-509 du 5 mai 1951;

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi du 30 juin 1950, les régimes de rémunération des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-951 du 21 juillet 1951 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 13 du décret n° 51-511 du 5 mai 1951, ensemble le décret n° 51-1233 du 31 octobre 1951 modifiant et complétant le précédent;

Vu le décret n° 51-952 du 21 juillet 1951 portant extension du complément provisoire de solde à certaines catégories de personnel relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 modifiant les régimes de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenue au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant dudit ministère;

Vu le décret n° 51-1186 du 11 octobre 1951 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 12 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951, ensemble le décret n° 52-382 du 4 avril 1952 modifiant et complétant le précédent;

Vu le décret n° 51-1187 du 11 octobre 1951 portant extension du complément provisoire de solde aux personnels militaires en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-1230 du 31 octobre 1951 portant extension de la majoration des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnel relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 52-384 du 4 avril 1952 portant extension de la majoration des soldes aux personnels militaires en service dans les territoires de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 54-968 du 13 septembre 1954 portant extension des dispositions du décret n° 54-540 du 26 mai 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnels relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 54-1126 du 3 novembre 1954 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires de la France d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-540 du 26 mai 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 55-507 du 10 mai 1955 portant institution, à compter du 1er janvier 1955, d'un complément temporaire de rémunération en faveur de certaines catégories de personnel relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-508 du 10 mai 1955 portant extension des dispositions du décret n° 54-1085 du 8 novembre 1954 relatif à l'octroi, à titre provisoire, d'une prime hiérarchique à certaines catégories de personnel relevant de l'autorité du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-510 du 10 mai 1955 portant extension des dispositions du décret n° 54-1082 du 8 novembre 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnel relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-713 du 20 mai 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-1082 du 8 novembre 1954 majorant, à compter du 1er janvier 1955, les traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 55-714 du 20 mai 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-1084 du 8 novembre 1954 instituant, à compter du 1er janvier 1955, un complément temporaire de rémunération en faveur des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 55-715 du 20 mai 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-1085 du 8 novembre 1954 relatif à l'institution, à titre provisoire, d'une prime hiérarchique;

Vu le décret n° 55-918 du 5 juillet 1955 portant extension des dispositions du décret n° 55-495 du 10 mai 1955 portant majoration, à compter du 1er janvier 1955 et du 1er octobre 1955, des émoluments soumis à retenues des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-919 du 5 juillet 1955 modifiant le décret n° 55-507 du 10 mai 1955 portant institution, à compter du 1er janvier 1955, d'un complément temporaire de rémunération en faveur de certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-1425 du 29 octobre 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 55-495 du 10 mai 1955 portant majoration, à compter du 1er janvier et du 1er octobre 1955, des émoluments soumis à retenues des personnels civils et militaires de l'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Pour compter du 1er mars 1951, le tableau figurant à l'article 2 du décret n° 50-296 du 10 mars 1950 est modifié comme suit:

| TERRITOIRES | PARITÉS MONÉTAIRES APPLICABLES au 21 septembre 1949. | INDEX de correction. |
|---|---|---|
| Etablissements français de l'Océanie. | 1 F C.F.P. = 5,5 F métropolitains. | 2,123 |

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Sont étendus:

*a*) Aux personnels civils appartenant aux cadres énumérés dans les tableaux I et II annexés au décret n° 51-510 du 5 mai 1951 et aux magistrats en service dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie, les textes ci-après:

1° Décret n° 51-952 du 21 juillet 1951 portant extension du complément provisoire de solde à certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

2° Décret n° 51-1230 du 31 octobre 1951 portant extension de la majoration des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

3° Décret n° 54-968 du 13 septembre 1954 portant extension des dispositions du décret n° 54-540 du 26 mai 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnels relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

4° Décret n° 55-507 du 10 mai 1955 portant institution, à compter du 1er janvier 1955, d'un complément temporaire de rémunération en faveur de certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

5° Décret n° 55-508 du 10 mai 1955 portant extension des dispositions du décret n° 54-1085 du 8 novembre 1954 relatif à l'octroi, à titre provisoire, d'une prime hiérarchique à certaines catégories de personnels relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

6° Décret n° 55-510 du 10 mai 1955 portant extension des dispositions du décret n° 54-1082 du 8 novembre 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

7° Décret n° 55-918 du 5 juillet 1955 portant extension des dispositions du décret n° 55-495 du 10 mai 1955 portant majoration, à compter du 1er janvier 1955 et du 1er octobre 1955, des émoluments soumis à retenues des personnels civils et militaires de l'Etat à certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

8° Décret n° 55-919 du 5 juillet 1955 modifiant le décret n° 55-507 du 10 mai 1955 portant institution, à compter du 1er janvier 1955, d'un complément temporaire de rémunération en faveur de certaines catégories de personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer.

*b*) Aux personnels militaires en service dans les mêmes territoires, les textes ci-après:

1° Décret n° 51-1187 du 11 octobre 1951 portant extension du complément provisoire de solde aux personnels militaires en service dans les territoires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

2° Décret n° 52-381 du 4 avril 1952 portant extension de la majoration des soldes aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

3° Décret n° 54-1126 du 3 novembre 1954 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-540 du 26 mai 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat;

4° Décret n° 55-713 du 20 mai 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-1082 du 8 novembre 1954 majorant, à compter du 1er janvier 1955, les traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

5° Décret n° 55-714 du 20 mai 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-1084 du 8 novembre 1954 instituant, à compter du 1er janvier 1955, un complément temporaire de rémunération en faveur des personnels civils et militaires de l'Etat;

6° Décret n° 55-715 du 20 mai 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-1085 du 8 novembre 1954 relatif à l'institution, à titre provisoire, d'une prime hiérarchique;

7° Décret n° 55-1425 du 29 octobre 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 55-495 du 10 mai 1955 portant majoration, à compter du 1er janvier et du 1er octobre 1955, des émoluments soumis à retenues des personnels civils et militaires de l'Etat.

Art. 3. — Dans le cas où la rémunération globale résultant de l'application des dispositions des articles 1er et 2 du présent décret, qui reçoivent effet aux mêmes dates que les décrets ainsi étendus, serait inférieure à leur rémunération globale, telle qu'elle résultait de la réglementation précédemment en vigueur, y compris les indemnités non payées à terme mensuel, une indemnité compensatrice à due concurrence sera versée aux personnels civils et militaires intéressés.

Art. 4. — Sont étendus, pour compter de la date de publication du présent décret:

1° Aux personnels civils visés à l'article 2 du présent décret:

*a*) Le décret n° 51-951 du 21 juillet 1951 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 13 du décret n° 51-511 du 5 mai 1951;

*b*) Le décret n° 51-1233 du 31 octobre 1951 modifiant et complétant le décret précédent.

2° Aux personnels militaires visés à l'article 2 du présent décret:

*a*) Le décret n° 51-1186 du 11 octobre 1951 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 12 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951;

*b*) Le décret n° 52-382 du 4 avril 1952 modifiant et complétant le précédent.

Art. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le ministre de la défense nationale et des forces armées, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), chargé des affaires algériennes, et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 16 novembre 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), chargé des affaires algériennes,*
MAX LEJEUNE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,*
PIERRE MÉTAYER.

---

**Modification des statuts de la société d'Etat dite Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer.**

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires dépendant du ministère de la France d'outre-mer et spécialement en son article 2;

Vu le décret du 24 octobre 1946 déterminant les conditions dans lesquelles la caisse centrale de la France d'outre-mer effectue les opérations autorisées par la loi du 30 avril 1946;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1956 portant création d'une société d'Etat dite Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer,

Arrête:

Art. 1er. — Les statuts de la société d'Etat dite Société de la radiodiffusion de la France d'outre-mer, tels qu'ils sont annexés à l'arrêté du 18 janvier 1956, sont remplacés par ceux qui figurent en annexe au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 17 novembre 1956.

GASTON DEFFERRE.

---

SOCIÉTÉ DE RADIODIFFUSION DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

## STATUTS

La société d'Etat dite Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer, créée par arrêté du 18 janvier 1956, modifié par l'arrêté du 17 novembre 1956, est régie par les statuts ci-après:

### Article 1er. — *Objet.*

La Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer a pour objet de réaliser l'amélioration et le développement de la radiodiffusion outre-mer. En coopération avec la radiodiffusion-télévision française, elle est chargée notamment:

De mettre en place l'équipement du réseau de radiodiffusion de la France d'outre-mer dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

De prêter son concours à l'exploitation des services communs dudit réseau;

D'apporter éventuellement son concours aux autorités locales pour assurer le fonctionnement et la gestion de ce réseau selon des modalités qui seront définies en accord avec le chef de territoire ou de groupe de territoires;

D'organiser des stages pour la formation du personnel spécialisé.

Pour la réalisation de son objet social, la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer est habilitée à procéder, dans le cadre de la loi du 30 avril 1946, tant dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer que sur le territoire métropolitain, à toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières compatibles avec cet objet.

Elle exercera son activité en liaison étroite avec les autorités locales des territoires et groupes de territoires.

### Article 2. — *Siège social.*

Le siège social de la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer est fixé à Paris, en un lieu qui sera désigné par le conseil d'administration. Il pourra être transféré en tout autre lieu de l'Union française par décision du conseil d'administration approuvée par le ministre de la France d'outre-mer.

### Article 3. — *Capital.*

Le capital social est fixé initialement à 5 millions de francs. Cette somme sera souscrite par la caisse centrale de la France d'outre-mer sur les fonds mis à sa disposition par le F. I. D. E. S.

### Article 4. — *Conseil d'administration.*

La Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer est gérée par un conseil d'administration ainsi composé:

Un président, qui est le directeur général de la radiodiffusion-télévision française;

Le chef du service de radiodiffusion au ministère de la France d'outre-mer, qui assure les fonctions de directeur général;

Quatre membres désignés par le ministre de la France d'outre-mer;

Quatre membres désignés par le ministre chargé de l'information;

Un membre désigné par la caisse centrale de la France d'outre-mer;

Huit membres désignés par les Grands Conseils des groupes de territoires ou par les assemblées des territoires non groupés;

Huit personnalités désignées conjointement par le ministre de la France d'outre-mer et le ministre chargé de l'information;

Deux délégués représentant le personnel de la Sorafom;

Deux délégués représentant le personnel de la radiodiffusion-télévision française;

Un membre désigné par le ministre des affaires économiques et financières.

Les administrateurs sont nommés par le ministre de la France d'outre-mer et le ministre chargé de l'information pour deux ans. Leur mandat est renouvelable.

Les membres du conseil d'administration doivent être citoyens de l'Union française et jouir de leurs droits civils et politiques.

### Article 5. — *Cessation de fonctions des administrateurs.*

Les membres du conseil qui, en cours de fonctions, cessent de représenter la personne morale ou l'organisme sur la présentation desquels ils ont été désignés doivent être remplacés. En cas de remplacement d'un administrateur en cours de mandat, le remplaçant n'est nommé que pour le temps restant à courir jusqu'à l'expiration normale de ce mandat.

Les fonctions d'un administrateur peuvent encore prendre fin, au cours du mandat, soit par suite de décès ou de démission, soit sur demande de remplacement émanant de la personne morale ou de l'organisme qui l'avait proposé, soit en cas de dissolution ou de remplacement général du conseil d'administration.

Le ministre de la France d'outre-mer peut, par arrêté ministériel motivé et avec l'agrément du ministre chargé de l'information, prononcer la dissolution du conseil d'administration si ce conseil, malgré une mise en demeure, outrepasse sa compétence ou exerce ses attributions dans un sens contraire à l'intérêt général.

Article 6. — *Fonctionnement du conseil d'administration.*

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président ou à la demande de la moitié de ses membres aussi souvent que l'exige l'intérêt de la société.

Le conseil peut nommer un secrétaire, soit parmi ses membres, soit en dehors d'eux.

Tout administrateur peut déléguer ses pouvoirs à un autre administrateur à effet de voter en son lieu et place. Toutefois, le mandataire ne peut disposer de plus de deux voix y compris la sienne.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si les deux tiers au moins de ses membres assistent à la séance ou s'y font représenter.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 7. — *Direction de la société.*

La direction générale de la société est assurée par le directeur général, auquel est adjoint un secrétaire général choisi par le conseil d'administration et dont la nomination ne devient définitive qu'après agrément du ministre de la France d'outre-mer et du ministre chargé de l'information.

Le directeur général assure la direction générale et technique de la société.

Le secrétaire général assiste le directeur général et est spécialement chargé de la gestion financière et administrative de la société.

Lorsqu'il est choisi hors du conseil d'administration, il peut prendre part aux séances du conseil avec voix consultative.

Il est rendu compte au ministre de la France d'outre-mer de l'emploi des crédits budgétaires mis par lui à la disposition de la société pour la réalisation des objectifs pour lesquels ces crédits ont été prévus.

Article 8. — *Pouvoirs du conseil d'administration.*

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, accomplir ou autoriser tous les actes relatifs à son objet et représenter la société vis-à-vis des pouvoirs publics, des tiers et de toutes administrations de l'Union française et à l'étranger.

Il a notamment les pouvoirs suivants, qui sont simplement énonciatifs et non limitatifs:

Il nomme et révoque tous les agents de la société;

Il passe tous actes, contrats, traités ou marchés; il conclut tous achats, ventes et locations d'immeubles, contracte tous emprunts avec ou sans hypothèque ou nantissements, autorise tous compromis, acquiescements, désistements et toutes mainlevées d'inscription de saisie, d'opposition avant ou après payement; il intente et suit toutes actions judiciaires ou poursuites devant toute juridiction tant en demande qu'en défense; il détermine l'emploi des fonds disponibles, le placement des réserves; il procède à toutes acquisitions, aliénations et transferts de valeurs.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs au président qui peut à son tour les déléguer au directeur général et au secrétaire général, dans la limite de sa compétence ci-dessus définie et à l'exception des objets ci-après:

1° Rémunération du président, du vice-président et du directeur;
2° Règles générales applicables au personnel;
3° Programmes généraux d'activités;
4° Programmes généraux d'investissements;
5° Etat annuel de prévisions de recettes et dépenses;
6° Présentation du bilan annuel, compte de profits et pertes; fixation et affectation des bénéfices; constitution des réserves;
7° Acquisition, construction et aliénation d'immeubles au-dessus d'un certain montant fixé par lui-même;
8° Octroi d'hypothèques ou d'autres garanties;
9° Prêts de toute nature consentis par la société au-dessus d'un certain montant fixé par lui-même;
10° Création de services nouveaux ou d'activités supplémentaires;
11° Création de filiales et prises de participation.

Sous réserve des dispositions, d'une part, de la loi du 30 avril 1946 et des actes pris pour son application, d'autre part, des actes portant institution d'assemblées locales dans les territoires, les décisions portant sur les objets 1 à 4 ci-dessus ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le ministre de la France d'outre-mer.

Pour les objets ci-après:

1° Emprunts à long et moyen terme, émission de bons et obligations;
2° Augmentation ou réduction du capital;
3° Modification des statuts;
4° Demande de liquidation judiciaire,

le conseil d'administration peut faire toutes propositions, mais la décision ne peut être prise que par le ministre de la France d'outre-mer, et sur avis conforme du ministre chargé de l'information.

Article 9. — *Incompatibilité.*

Les clauses d'exclusion et les incompatibilités établies par les lois et décrets en vigueur, en ce qui concerne l'exercice des fonctions de président, d'administrateur, de directeur et de commissaire aux comptes, dans les sociétés par actions, sont applicables aux personnes qui remplissent les fonctions correspondantes dans la société de radiodiffusion de la France d'outre-mer.

Article 10. — *Conventions avec les administrateurs.*

Toute convention entre la société et son directeur ou l'un de ses administrateurs, conclus, soit directement, soit indirectement, est nulle si elle n'a été préalablement autorisée par le conseil d'administration puis approuvée par le ministre de la France d'outre-mer.

Il en est de même des conventions passées entre la société de radiodiffusion de la France d'outre-mer et une entreprise dont le directeur de la société de radiodiffusion de la France d'outre-mer ou l'un de ses administrateurs est propriétaire, associé en nom ou en participation, gérant, administrateur, directeur général ou directeur.

A peine d'exclusion de ses fonctions et sous réserve d'autres sanctions, s'il y a lieu, l'intéressé est tenu, avant la conclusion de l'opération, de déclarer au conseil qu'il se trouve dans une des situations visées ci-dessus.

Article 11. — *Opérations comptables.*

Les opérations comptables de la société de radiodiffusion de la France d'outre-mer sont effectuées selon les règles en usage dans les établissements industriels et commerciaux et décrites selon les normes du plan comptable général agréé par arrêté du ministre des finances en date du 18 septembre 1947.

L'exercice social commence le 1er janvier, il se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice partira de la date de création de la société.

A la clôture de cet exercice, le président, assisté du directeur, établit un inventaire et dresse un bilan ainsi qu'un compte de profits et pertes, qui sont approuvés par le conseil. Ce dernier fixe ensuite le montant des bénéfices nets en déduisant des produits nets:

*a*) Tous frais généraux et charges sociales comprenant notamment l'intérêt et l'amortissement de tous emprunts, toutes rémunérations de la direction et du personnel et tous frais d'administration et de contrôle;

*b*) Toutes sommes destinées aux divers amortissements et provisions pour amortissements éventuels ou pour risques commerciaux que le conseil jugerait à propos de faire sur les biens et valeurs de la société.

Les bénéfices nets, après déduction de la réserve légale, éventuellement des autres réserves et, le cas échéant, des sommes destinées au remboursement des subventions, recevront l'affectation qui sera décidée par le ministre de la France d'outre-mer sur proposition du conseil d'administration.

Article 12. — *Commissaires aux comptes.*

Auprès de la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer sont placés deux commissaires aux comptes nommés par arrêté du ministre des finances et choisis parmi les membres de l'ordre national des experts comptables.

Ces commissaires exécutent leur mission dans les conditions fixées pour les sociétés anonymes par la loi du 24 juillet 1867 et les textes subséquents. Ils adressent leur rapport sur les comptes au président de la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer. Dans un délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice, le président adresse au ministre de la France d'outre-mer un rapport sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice. A ce rapport sont annexés le bilan, les comptes de profits et pertes, le compte d'exploitation et les rapport des commissaires aux comptes.

Article 13. — *Commissaires du Gouvernement.*

Les activités de la société seront suivies par un commissaire du Gouvernement, désigné par arrêté du ministre de la France d'outre-mer; il exerce ses fonctions conformément au décret n° 51-1459 du 20 décembre 1951.

Article 14. — *Dissolution de la société.*

En cas de dissolution de la société, il est d'abord procédé au règlement du passif conformément au droit des sociétés commerciales.

L'actif net, mobilier et immobilier, reçoit l'affectation qui est fixé par le ministre de la France d'outre-mer après avis du comité directeur du F. I. D. E. S.

Article 15. — *Publicité.*

La Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer est astreinte aux mêmes formalités de publication et de publicité que les sociétés par actions.

Article 16. — *Dénomination.*

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer, sa dénomination devra être immédiatement suivie des mots « société d'Etat créée en application de la loi du 30 avril 1946 ».

Article 17. — *Impôts.*

La Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer est soumise aux mêmes impôts que les entreprises privées.

Article 18. — *Modification des statuts.*

Les présents statuts ne pourront être modifiés que dans les formes où ils ont été approuvés.

**Administrateurs.**

Par arrêté du 9 novembre 1956, M. Bourcart (Robert), administrateur en chef, 2e échelon, de la France d'outre-mer, en service au cabinet du haut commissaire de la République en Afrique occidentale française, est placé dans la position de mission dans la métropole du 4 au 29 juillet 1956, afin d'accompagner les délégués de l'Afrique occidentale française aux fêtes du 14 juillet 1956.

Par arrêté du 9 novembre 1956, M. Duval (Gilbert), administrateur en chef, 1er échelon, de la France d'outre-mer, chef du service du plan au gouvernement général de l'Afrique occidentale française, est placé dans la position de mission dans la métropole, du 23 juillet au 23 août 1956, afin d'étudier, en liaison avec les services du département, diverses questions concernant le 4e train F. I. D. E. S. et la préparation du troisième plan.

**Administration générale.**

Par arrêté du 7 novembre 1956, M. Denier (Jean), rédacteur de 2e classe d'administration générale d'outre-mer, en disponibilité, est réintégré, sur sa demande, dans son cadre, à compter de la veille de son embarquement à destination d'un territoire d'outre-mer.

**Service de santé.**

Par arrêté du 26 octobre 1956, Mme Djenidi (Anne-Marie), née Debaud, est nommée sage-femme stagiaire du cadre des infirmières et sages-femmes de la France d'outre-mer, pour compter de la veille de son embarquement à destination de l'Afrique occidentale française.

## MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

### TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

**Statut des médecins et des chirurgiens dentistes conseils de la sécurité sociale.**

Le secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale;

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés sociaux des professions non agricoles;

Vu le décret du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 1er octobre 1945 et notamment son article 20;

Vu l'arrêté du 2 janvier 1952 fixant statut des médecins conseils et chirurgiens dentistes conseils de la sécurité sociale;

La section du contrôle médical du comité technique d'action sanitaire et sociale entendue,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 13 de l'arrêté du 2 janvier 1952 portant statut des médecins conseils et des chirurgiens dentistes conseils de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art. 13.* — Les conditions de rémunération et d'avancement des médecins conseils et des chirurgiens dentistes conseils de la sécurité sociale sont fixées par les articles 11, 12, 13, 14 et 15 de l'avenant à la convention collective nationale du personnel des organismes de sécurité sociale concernant les médecins conseils et les chirurgiens dentistes conseils de la sécurité sociale et annexé au présent arrêté. »

Art. 2. — Le conseiller d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1956.

JEAN MINJOZ.

### SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

**Comité technique des spécialités.**

Par arrêté du 13 novembre 1956, l'arrêté du 26 juillet 1956 est modifié comme suit:

« M. Volckringer, chef du service central de la pharmacie, est nommé membre du comité technique des spécialités, en remplacement de M. Vaille ».

**Administration centrale.**

Par arrêté en date du 26 octobre 1956, M. Coirier (René), agent supérieur de 1re classe à l'administration centrale, est promu au 2e échelon de son grade, à compter du 19 octobre 1956.

**Hôpitaux psychiatriques.**

Par arrêté en date du 8 novembre 1956, M le docteur Monnerie chargé, à titre provisoire, des fonctions de médecin directeur de l'hôpital psychiatrique de Chezal-Benoit (Cher), en remplacement de M. le docteur Baron, en position de disponibilité, est nommé à titre définitif médecin directeur de l'établissement précité.

Par arrêté en date du 8 novembre 1956, M. le docteur Morin (Jean), reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 7 juin 1956, est nommé médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique autonome de Cadillac-sur-Garonne (Gironde), en remplacement de M. le docteur Perrot, appelé à d'autres fonctions.

**Inspection de la population et de l'aide sociale.**

Par arrêté en date du 13 novembre 1956, Mlle Talani (Marie-Jacqueline), inspecteur de la population et de l'aide sociale de l'Eure, est mise, sur sa demande, en disponibilité pour convenances personnelles, à compter du 1er novembre 1956, pour une durée d'un an.

**Inspection de la santé.**

Par arrêté du 13 novembre 1956, M. le docteur Dufour (Gabriel), médecin inspecteur divisionnaire, directeur départemental de la santé du Nord, est affecté, en la même qualité, dans le département des Bouches-du-Rhône.

Par arrêté du 13 novembre 1956, M. le docteur Julle, médecin inspecteur principal, directeur départemental de la santé de la Guadeloupe, est affecté, en la même qualité, dans le département des Pyrénées-Orientales.

**Régisseurs d'avances.**

Par arrêté en date du 13 novembre 1956, Mme Sainty (Madeleine), secrétaire administratif de l'école nationale de la santé publique, est chargée des fonctions de régisseur d'avances auprès de l'Institut national d'hygiène pour l'école nationale de la santé publique, en remplacement de M. Noé, appelé à d'autres fonctions.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

**Administration centrale.**

Par arrêté en date du 2 novembre 1956, les agents supérieurs de l'administration centrale dont les noms suivent ont reçu des avancements d'échelon dans les conditions indiquées ci-après:

Mlle Hurel (Marguerite), agent supérieur de 1re classe, 1er échelon, a été élevée au 2e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1956.

Mme Seigneurie (Christiane), agent supérieur de 2e classe, 2e échelon, a été élevée au 3e échelon de son grade à compter du 1er août 1956.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

### Commission de la production industrielle et de l'énergie.

*Séance du lundi 19 novembre 1956.*

*Présents.* — MM. Deixonne, Gautier-Chaumet, Manceau (Bernard) (Maine-et-Loire), Maurice-Bokanowski, Piette.

*Excusé.* — M. Charlot.

### Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement.

*Séance du lundi 19 novembre 1956.*

*Présents.* — MM. Couinaud, Defrance, Denvers, Desouches, Eudier, Garet (Pierre), Halbout, Juliard (Georges), Lamarque-Cando, Lenormand (André) (Calvados), Le Strat, Nisse, Schaff, Thiriet.

*Suppléants.* — MM. Monnier (de M. Bretin), Couturaud (de M. Léger), Tamarelle (de M. Paulin), Gautier (de M. Fajon), Lamps (de M. Marrane), Tricart (de M. Dupont [Louis]), Sauer (de M. Jourd'hui).

### Convocations de commissions.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 21 novembre 1956, à dix heures (local de la commission n° 262):

I. — Avis de Mme Lempereur sur le projet de loi de finances pour 1957.

II. — Questions diverses.

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le mercredi 21 novembre 1956, à dix heures (local de la commission n° 220):

Avis de M. Gaborit sur le budget de la marine marchande.

La commission des pensions se réunira le jeudi 22 novembre 1956, à onze heures (local de la commission n° 266):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 2819) de M. Thébault autorisant les pensionnés militaires pour tuberculose à passer le concours pour un emploi réservé au cours de la première période triennale de soins;

La proposition de résolution (n° 2981) de M. Arbogast relative à l'attribution de la carte du combattant aux Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande;

La proposition de loi (n° 3075) de M. Beauguitte portant création de la carte du mobilisé;

La proposition de loi (n° 3099) de M. Joseph Garat tendant à la prise en charge, pour la liquidation des retraites, des services accomplis dans l'administration des chemins de fer de l'Etat;

La proposition de loi (n° 3116) de M. Bartolini concernant les ouvriers des manufactures de tabacs et des arsenaux anciens combattants et victimes de guerre recrutés au titre des emplois réservés;

La proposition de loi (n° 3117) de M. Bartolini concernant les personnels des arsenaux anciens combattants pensionnés et victimes de guerre;

La proposition de loi (n° 3133) de M. Albert Schmitt tendant à compléter la loi du 9 septembre 1948 définissant le statut et les droits des déportés et internés politiques.

II. — Rapport de M. Angibault sur la proposition de loi (n° 919) de Mme Francine Lefebvre tendant à accorder la carte du combattant aux sapeurs-pompiers de Paris des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945.

III. — Rapport de Mme Gabriel-Péri sur la proposition de loi (n° 2252) de M. Virgile Barel tendant à majorer l'allocation annuelle prévue en faveur de certaines veuves non remariées.

IV. — Questions diverses.

La commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions se réunira le jeudi 22 novembre 1956, à dix heures (local de la commission n° 249):

Suite de la discussion du rapport de M. Paul Coste-Floret sur la revision de la Constitution (discussion des articles).

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le jeudi 22 novembre 1956, à neuf heures quarante-cinq (local de la commission n° 255):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 3095) de M. Dorgères d'Halluin (modification de l'indice des 213 articles);

La proposition de loi (n° 3102) de M. Delachenal (prescription et remboursement des allocations de vieillesse et des allocations familiales);

La proposition de loi (n° 3157) de Mme Rose Guérin (repos hebdomadaire et durée du travail des concierges d'immeubles).

II. — Rapport de M. Coutant sur la proposition de loi (n° 1268) de M. Guy La Chambre (privilège des salaires).

III. — Avis de M. Viatte sur le budget du travail et de la sécurité sociale.

IV. — Rapport de Mme Francine Lefebvre sur le projet et les propositions de loi (conciliation et médiation).

V. — Rapport de M. Coutant sur le projet de loi (n° 3149) (préavis de licenciement).

VI. — Rapport supplémentaire de M. Bouxom sur le projet de loi et les rapports repris (n°s 2905, 1431 et 1432) (congés d'éducation ouvrière).

VII. — Rapport de M. Bouxom sur la proposition de loi (n° 2652) de M. Hernu (accouchement sans douleur).

VIII. — Questions diverses.

Additif à l'ordre du jour de la réunion que tiendra la commission des territoires d'outre-mer le mercredi 21 novembre 1956, à dix heures (local de la commission n° 254):

V. — Deuxième rapport supplémentaire de M. Ninine sur la proposition de loi tendant à fixer les modalités de dégagement et d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine.

### Réunion de commission du mardi 20 novembre 1956.

Commission de la presse, à dix-sept heures. — Local n° 230.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Ordre du jour du mardi 20 novembre 1956.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Charles Durand demande à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques: 1° les raisons qui l'ont obligé à permettre en franchise de douane l'importation de quantités considérables de produits agricoles (de viandes en particulier); 2° si, en constatant que ces importations sont néfastes, non seulement à l'agriculture, mais encore à l'économie nationale tout entière, il ne se propose pas de les faire cesser, la soudure étant maintenant assurée; 3° s'il n'entend pas faire modifier les éléments entrant dans le calcul de l'indice des 213 articles, ces derniers étant à la base de nombreuses injustices. (N° 798.)

II. — M. Naveau expose à M. le ministre des affaires économiques et financières l'anomalie et la contradiction qui existent entre les dispositions du fonds d'assainissement du marché de la viande, d'une part, et les récentes décisions d'exonération de droits de douane d'importation de viande, d'autre part; tout en reconnaissant la nécessité de lutte contre la hausse du coût de la vie et contre l'inflation, lui signale le mécontentement légitime des milieux agricoles au sujet de la baisse des cours de la viande à la production sans répercussion sur les prix de détail, lui demande: 1° le rétablissement des droits de douane pour éviter la perte de ressources pour le Trésor; 2° l'intervention du fonds d'assainissement pour le maintien d'un prix plafond de la viande au même titre ce la défense du prix plancher prévu à l'origine; 3° l'établissement d'un barème mobile à la boucherie des prix de vente au détail. (N° 800.)

III. — M. Maurice Walker demande à M. le ministre des affaires économiques et financières: 1° quelles mesures il compte prendre pour assurer le marché intérieur français en houblon; 2° si, devant une récolte déficitaire d'environ 60.000 quintaux, il compte néanmoins maintenir la prime de 7.000 F à l'exportation; 3° quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'importation du houblon américain au cas où cette importation serait nécessaire pour assurer la consommation française. (N° 805.)

IV. — M. Joseph Raybaud demande à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture de bien vouloir lui préciser ses intentions quant à la publication des décrets d'application prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 103 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, dont voici les dispositions: « Art. 103. — I. — Le Gouvernement pourra, dans les conditions fixées par décret pris après avis du conseil d'Etat, prendre en charge tout ou partie de deux à cinq des premières annuités des prêts consentis en 1956, en application de l'article 23 de la loi du 21 mars 1948 et de l'article 675 du code rural aux horticulteurs et arboriculteurs sinistrés. II. — Le Gouvernement est autorisé à réévaluer par décret le taux des subventions et des primes et le montant des crédits prévus pour l'application des dispositions des lois du 4 avril 1882 sur la restauration des terrains en montagne, et du 7 avril 1932, modifiée par les textes subséquents sur la reconstitution des olivaies ». (N° 799.)

V. — M. Maurice Walker demande à M. le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population quand il a l'intention de faire appliquer les dispositions de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires et rendues applicables par le décret n° 51-971 du 31 juillet 1951, en ce qui concerne le personnel des

hôpitaux psychiatriques, notamment en ce qui concerne le statut particulier des catégories, le tableau d'avancement, les prises de services de nuit et les congés annuels. (N° 806.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. (N°s 53 et 83, session de 1956-1957. — M. Pellenc, rapporteur général de la commission des finances.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification des décrets n° 56-354 du 5 avril 1956, n° 56-376 du 12 avril 1956, n° 56-477 du 14 mai 1956 et n° 56-629 du 28 juin 1956 portant rétablissement total ou partiel des droits de douane d'importation et suspension provisoire des droits applicables aux animaux de l'espèce bovine et aux viandes de ces animaux dans la limite de contingents tarifaires. (N°s 727, session de 1955-1956, et 65, session de 1956-1957. — M. François Valentin, rapporteur de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation et déclaration d'utilité publique des travaux: 1° de construction d'un pont suspendu destiné à livrer passage, sur la Garonne, à une déviation de la route nationale n° 10 à ouvrir entre Bordeaux, sur la rive gauche du fleuve, et Lormont, sur la rive droite; 2° d'aménagement des voies d'accès au nouvel ouvrage; 3° d'aménagement d'une voie de raccordement des installations portuaires de Bassens à l'itinéraire principal. (N°s 694, session de 1955-1956, et 73, session de 1956-1957. — M. Beaujannot, rapporteur de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, modifié par la loi n° 55-21 du 5 janvier 1955 sur l'allocation de vieillesse agricole. (N°s 728, session de 1955-1956, et 95, session de 1956-1957. — M. Primet, rapporteur de la commission de l'agriculture.)

6. — Discussion de la proposition de loi de MM. Armengaud, Longchambon et Ernest Pezet tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et de travail des étrangers en France. (N°s 22, année 1955, et 74, session de 1956-1957. — M. Schwartz, rapporteur de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Hassan Gouled tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour apporter d'urgence l'aide financière et matérielle à la Côte française des Somalis que nécessite le blocage de son économie en fonction des événements d'Egypte. (N°s 60 et 87, session de 1956-1957. — M. Hassan Gouled, rapporteur de la commission de la France d'outre-mer.)

**Documents mis en distribution le mardi 20 novembre 1956.**

N° 713 (*rect.*). — Proposition de loi, adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, concernant le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel, ou artisanal.

N° 61. — Proposition de résolution de M. Hassan Gouled concernant les mesures propres à élever le niveau de l'enseignement en Côte française des Somalis.

N° 62. — Rapport de M. de Montalembert sur la proposition de loi de M. Alex Roubert sur le mode de présentation du budget de l'Etat.

N° 77. — Projet de loi présenté par M. Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la défense nationale et des forces armées, relatif aux cadres d'aspirants de réserve des services de santé des armées.

N° 78. — Projet de loi présenté par M. René Billères, ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteur.

N° 79. — Projet de loi présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, complétant le décret relatif à la famille et à la natalité françaises.

N° 81. — Proposition de loi de Mme Thome-Patenôtre tendant à modifier l'article 175 du code pénal.

N° 83 (1). — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits d'exercices clos et d'exercices périmés.

N° 87 (1). — Rapport de M. Hassan Gouled sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide financière à la Côte française des Somalis.

N° 88. — Rapport de M. Deutschmann sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant le placement des capitaux de la dotation des associations reconnues d'utilité publique.

N° 90. — Rapport supplémentaire de M. Menu sur sa proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 du livre IV du code du travail relatifs à la création des conseils de prud'hommes.

N° 95 (1). — Rapport de M. Primet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi sur l'allocation de vieillesse agricole.

N° 103. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 19 novembre 1956.

**Convocation de la conférence des présidents.**

La conférence, constituée conformément à l'article 32 du règlement (vice-présidents du Conseil de la République, présidents des commissions et présidents des groupes d'au moins onze membres), est convoquée par M. le président pour le jeudi 22 novembre 1956, à quinze heures, au local n° 213.

**Convocations de commissions.**

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission de la production industrielle, le jeudi 22 novembre 1956, à quinze heures (local n° 274):

V. — Nomination du rapporteur pour le projet de loi (n° 101, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'application aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion de la législation métropolitaine en matière de production, de transport et de distribution d'énergie électrique.

Deuxième rectificatif.

La réunion de la commission de la défense nationale, prévue pour le jeudi 22 novembre 1956, aura lieu à dix heures, au lieu de dix heures trente, même local:

— Audition de M. Anxionnaz, secrétaire d'Etat à la marine, sur l'état actuel des questions navales et le budget « Marine » pour 1957.

**Annulation de convocation de commission.**

La réunion de la commission de la marine et des pêches, prévue pour le mercredi 21 novembre 1956, à dix heures, est annulée.

**Avis de concours pour l'emploi d'architecte adjoint du Conseil de la République.**

Un concours pour l'emploi d'architecte adjoint du Conseil de la République aura lieu à partir du 1er décembre 1956.

Les candidats devront être Français, titulaires du diplôme d'architecte D. P. L. G. et âgés de moins de trente-cinq ans au 1er janvier 1957, toutes bonifications comprises.

Ils devront faire parvenir au service des bâtiments et jardins du Conseil de la République, 36, rue de Vaugirard, à Paris (6e), *avant le 24 novembre* 1956, un dossier comportant:

1° Une déclaration de candidature manuscrite;
2° Un extrait récent de leur acte de naissance;
3° Un extrait récent de leur casier judiciaire;
4° Un certificat de position militaire établissant qu'ils ont satisfait définitivement aux prescriptions des lois sur le recrutement en ce qui concerne le service actif en temps de paix;
5° Une note indiquant leur situation de famille;
6° Leurs diplômes universitaires (ou leurs copies certifiées conformes);
7° Leur feuille de valeurs délivrée par l'école nationale supérieure des beaux-arts;
8° Un mémoire sur leurs activités professionnelles antérieures accompagné de toutes attestations utiles

Le concours aura lieu sur titres et épreuves.

Des renseignements complémentaires sur les conditions du concours seront donnés aux candidats qui se présenteront à l'architecte en chef du Conseil de la République, 36, rue de Vaugirard, à Paris (6e), les mardis et samedis de chaque semaine, de dix heures trente à douze heures

# INFORMATIONS
## RELATIVES
# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

**Ordre du jour du mardi 20 novembre 1956.**

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant amnistie au Cameroun. (N°s 31 et 91, session 1956-1957. — M. Duval, rapporteur.)

2. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale fran-

çaise, le Cameroun, Madagascar et dépendances, les Comores, la Côte française des Somalis, la Nouvelle-Calédonie et dépendances, les Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon et les terres australes et antarctiques, l'article 173 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer. (N°s 38 et 87, session 1956-1957. — M. Guyard, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de Mme Lefaucheux, tendant à demander au Gouvernement d'étendre par décret aux territoires d'outre-mer et territoires associés le bénéfice de la loi du 30 décembre 1921. (N°s 329, session 1955-1956, et 64, session 1956-1957. — M. Ribéra, rapporteur.)

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 20 novembre 1956.**

N° 53. — Rapport par M. Burkhardt, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition (n° 157, année 1953) de M. Griaule, tendant à inviter le Gouvernement à définir la situation linguistique dans les territoires d'outre-mer, à poursuivre l'étude des langues locales susceptibles d'utilisation pédagogique et à encourager la publication d'ouvrages de conception et d'expression indigènes.

N° 67 (1). — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. n° 3063) relatif à la protection de la main-d'œuvre nationale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion (renvoyée à la commission des affaires sociales).

N° 68 (1). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 69 (1). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 27 novembre 1947 portant réorganisation de la justice de droit français en Afrique équatoriale française (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 70 (1). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 9 juin 1896 réorganisant le service de la justice à Madagascar (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 72 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1131 du 13 novembre 1956 relatif aux sociétés financières pour le développement des territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 73 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1138 du 13 novembre 1956, modifiant le décret n° 54-1021 du 14 octobre 1954 créant des caisses de stabilisation des prix dans les territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 74 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1132 du 13 novembre 1956 portant modification de l'article 32 de la loi du 31 décembre 1953 relatif au régime fiscal exceptionnel de longue durée (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 75 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1133 du 13 novembre 1956 relatif aux conventions de longue durée pouvant être passées avec certaines catégories d'entreprises outre-mer (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 76 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1139 du 13 novembre 1956 portant création d'un fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 77 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1142 du 13 novembre 1956 relatif au placement des fonds des caisses d'épargne des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 78 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1145 du 13 novembre 1956 relatif à la commission supérieure des caisses d'épargne en ce qui concerne les territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission des affaires financières).

N° 79 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1135 du 13 novembre 1956 relatif aux sociétés mutuelles de développement rural dans les territoires d'outre-mer (renvoyée à la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts).

N° 80 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1137 du 13 novembre 1956 relatif au crédit agricole outre-mer (renvoyée à la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts).

N° 81 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1140 du 13 novembre 1956 rendant applicable dans les territoires de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun, de la Côte française des Somalis, des Etablissements français de l'Océanie, des îles Saint-Pierre et Miquelon et dans la République autonome du Togo la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts).

N° 82 (2) — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1134 du 13 novembre 1956 autorisant et réglementant la création d'actions de préférence dans certaines sociétés d'outre-mer (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 83 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1136 du 13 novembre 1956 portant modification du décret n° 55-184 du 2 février 1955 fixant le statut de la coopération dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 84 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1141 du 13 novembre 1956 organisant le crédit au petit et moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 85 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1143 du 13 novembre 1956 modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés telle qu'elle a été rendue applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 86 (2). — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le décret n° 56-1144 du 13 novembre 1956 rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et dans la République autonome du Togo certaines dispositions de la législation métropolitaine relative aux sociétés à responsabilité limitée (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 87 (3). — Rapport, par M. Guyard, au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis (n° 38, session 1956-1957), transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun, Madagascar et dépendances, les Comores, la Côte française des Somalis, la Nouvelle-Calédonie et dépendances, les Etablissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon et les Terres australes et antarctiques françaises, l'article 173 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer

N° 91 (3). — Rapport, par M. Duval, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 31, session 1956-1957), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. n° 2774) portant amnistie au Cameroun.

N° 92 — Rapport, par M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 33, session 1956-1957), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. n° 2525) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues, députés, relative à l'exercice, par les citoyens français de statut civil particulier, de certaines options de législation et de la faculté d'option de statut que leur reconnaît l'article 82 de la Constitution.

NOTA. — (1) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le vendredi 16 novembre 1956.

(2) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le samedi 17 novembre 1956.

(3) Ces documents ont été à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le lundi 19 novembre 1956.

**Relations extérieures.**

*Séance du lundi 19 novembre 1956.*

*Présents:* MM. Bazé (William), Baudouin, Bidet (André), Daber, Dardelle, Guy, Habib-Deloncle, Héline, Jacobson, Jacquier, Lakhdari, Legentilhomme, Letourneau, Mouliec, Oudard, Riond (Georges), Roy, Schneider, Vignes. *Suppléants:* M. Guiter de M. Benon, M. Cazelles de M. Coquart, M. André Bidet de M. Gorse, M. Georget de M. Laurent-Eynac, M. Vignes de Mme Lefaucheux, Mlle Lafon de M. Odru, M. Héline de M. Omer Sarraut, M. Junillon de M. Schneider.

*Assistaient en outre à la séance:* M. de Gouyon, président de la commission de la défense, M. Guy Scalabre, chargé de mission au ministère des affaires étrangères.

**Convocations de commissions.**

La commission de politique générale se réunira le mercredi 21 novembre 1956, à dix-sept heures (local n° C. 21), palais de l'Union française:

I. — Désignation de deux membres de la mission d'information chargée de recueillir auprès des ministères intéressés, des organismes publics ou privés, des représentations professionnelles et syndicales ayant compétence dans les territoires et départements d'outre-mer, tous les renseignements permettant de dresser le bilan économique, social et culturel des investissements publics et privés quelle qu'en soit l'origine.

II. — Suite de l'examen du projet de rapport fait par M. Baudouin sur la demande d'avis (n° 9, session 1956-1957) concernant le projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes.

III. — Eventuellement, échange de vues sur les décrets pris en application de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer. — Désignation de rapporteurs provisoires.

La commission des relations extérieures se réunira le mercredi 21 novembre 1956, à quinze heures (local n° C. 16), palais de l'Union française:

Suite de l'examen du rapport de M. Héline sur la demande d'avis (n° 23, session 1956-1957) concernant le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession des Etablissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, signé à la Nouvelle-Delhi, le 28 mai 1956.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

**Présidence du conseil.**

**Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).**

**La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 12 novembre au 17 novembre 1956:**

**I. — Notes et études documentaires.**

N° 2229. — L'Arabie orientale. — II. Les principautés du Golfe Persique ........ 75 F.

N° 2230. — L'évolution politique de l'Indonésie depuis 1949 .... 75 F.

N° 2232. — Les événements de l'automne 1956 en Pologne. — I. Discours de M. Gomulka sur la démocratisation (20 octobre 1956) ........ 50 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 F; un an, 7.500 F.

**II. — Chronologie internationale.**

N° 17 du 1er au 15 septembre 1956 ........ 70 F.

Abonnement à la « Chronologie internationale »: un an, 1.400 F.

**III. — Chroniques étrangères.**

N° 145. — *Allemagne:* La Sarre, la canalisation de la Moselle. — Le Gouvernement fédéral et la réunification. — La Bundeswher ........ 50 F.

N° 176. — *Espagne:* L'unité politique et la réforme constitutionnelle. — L'Espagne et l'affaire de Suez. — L'Espagne, le Maroc et l'Algérie ........ 50 F.

Abonnement à chacune des six « Chroniques étrangères »: six mois, 275 F; un an, 500 F.

**IV. — Articles et documents.**

(Bulletin d'informations et de presse internationale.)

N° 0131. — 1. *Problèmes d'actualité.* — Les événements du Moyen-Orient.

2. *Textes du jour.* — Le conflit israélo-égyptien et l'intervention franco-britannique à Suez devant les Nations Unies: 1) Déclaration commune franco-britannique (3 novembre 1956); 2) Message du secrétaire général des Nations Unies au Gouvernement français (4 novembre 1956); 3) Lettre adressée au secrétaire général des Nations Unies par le représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations Unies (5 novembre 1956); 4) Premier rapport du secrétaire général concernant le plan pour une force internationale d'urgence (4 novembre 1956); 5) Deuxième et dernier rapport du secrétaire général concernant le plan pour une force internationale d'urgence (6 novembre 1956). — Communiqué franco-allemand (6 novembre 1956).

3. *Faits et opinions.* — Les partis communistes occidentaux et les événements de Hongrie. — La « démocratisation » en Pologne ........ 48 F.

N° 0132. — 1. *Problèmes d'actualité.* — Les événements du Moyen-Orient.

2. *Textes du jour.* — Résolutions des Nations Unies sur la situation au Moyen-Orient (30 octobre-7 novembre 1956). — Message de N. Boulganine à Sir Anthony Eden (5 novembre 1956). — Réponse de Sir Anthony Eden au maréchal Boulganine (6 novembre 1956). — Déclaration de l'Agence Tass (10 novembre 1956). — Message de M. Ben Gourion au maréchal Boulganine (7 novembre 1956). — Message de M. Ben Gourion au Président Eisenhower (7 novembre 1956).

3. *Faits et opinions.* — Orient-Occident: Le Soudan entre l'Egypte et la Grande-Bretagne. — Le pétrole du Proche et du Moyen-Orient. — Aspects de la scène politique birmane ........ 48 F.

N° 0133. — 1. *Problèmes d'actualité.* — Les événements du Moyen-Orient.

2. *Textes du jour.* — Message du maréchal Boulganine à M. Guy Mollet (15 novembre 1956). — Réponse du maréchal Boulganine à Sir Anthony Eden (15 novembre 1956). — Réponse du maréchal Boulganine à M. Ben Gourion (15 novembre 1956).

3. *Faits et opinions.* — Le communisme en Extrême-Orient: Après le VIIIe congrès du parti communiste chinois. — La puissance aérienne communiste en Asie ........ 48 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.750 F; un an, 5.000 F.

**V. — Problèmes économiques.**

(Sélection hebdomadaire de presse française et étrangère.)

N° 463 du 13 novembre 1956 publie notamment:

La politique économique en France, perspectives pour 1957.
Aspects financiers de l'investissement en U. R. S. S. et en Europe orientale.

Le numéro ........ 40 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

**VI. — Bulletin hebdomadaire de statistique.**

(Rédigé par l'institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 446 du 17 novembre 1956 publie, en variétés statistiques:

1. Indices monétaires.
2. Ressources en céréales panifiables.
3. Estimation de la production mondiale des matières premières.

Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.

**Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).**

**Le montant des commandes, majoré de 5 p. 100 pour frais d'expédition (avec minimum de 15 F), et celui des abonnements doivent être adressés au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).**

**Ministère des affaires économiques et financières.**

**Avis relatif au tirage de la quarante et unième tranche de la loterie nationale 1956.**

Le tirage de la quarante et unième tranche de la loterie nationale 1956 aura lieu le mercredi 21 novembre 1956, à vingt heures trente, en présence du public.

MINISTÈRE DES AFFAIRES

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS. — CONTRIBUTIONS

# RELEVÉ PAR

# STATISTIQUE MEN

CAMPAGNE 1956-1957 —

| NUMÉROS d'ordre. | DÉPARTEMENTS | QUANTITÉS DE VINS SORTIES DES CHAIS DES RÉCOLTANTS (a) — Vins à A. O. C. et vins d'Alsace. Octobre. | Antérieurs. | Total. | Vins de consommation courante. Octobre. | Antérieurs. | Total. | Total. Octobre. | Antérieurs. | Total. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Ain | 5 | 39 | 44 | 714 | 4.040 | 4.754 | 719 | 4.079 | 4.798 |
| 2 | Aisne | 107 | 89 | 196 | 10 | 6 | 16 | 117 | 95 | 212 |
| 3 | Allier | » | » | » | 2.644 | 3.365 | 6.009 | 2.644 | 3.365 | 6.009 |
| 4 | Alpes (Basses-) | » | » | » | 634 | 1.798 | 2.432 | 634 | 1.798 | 2.432 |
| 5 | Alpes (Hautes-) | » | » | » | 1.538 | 1.709 | 3.247 | 1.538 | 1.709 | 3.247 |
| 6 | Alpes-Maritimes | 4 | 9 | 13 | 166 | 69 | 235 | 170 | 78 | 248 |
| 7 | Ardèche | 696 | 350 | 1.046 | 31.646 | 62.243 | 93.889 | 32.342 | 62.593 | 94.935 |
| 8 | Ardennes | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 9 | Ariège | » | » | » | 1.058 | 448 | 1.506 | 1.058 | 448 | 1.506 |
| 10 | Aube | 6.122 | 130 | 6.252 | 40 | 86 | 126 | 6.162 | 216 | 6.378 |
| 11 | Aude | 10.254 | 8.566 | 18.820 | 565.153 | 619.546 | 1.184.699 | 575.407 | 628.112 | 1.203.519 |
| 12 | Aveyron | » | » | » | 951 | 1.480 | 2.431 | 951 | 1.480 | 2.431 |
| 13 | Bouches-du-Rhône | 275 | 266 | 541 | 92.898 | 124.225 | 217.123 | 93.173 | 124.491 | 217.664 |
| 14 | Calvados | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 15 | Cantal | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 16 | Charente | » | » | » | 1.438 | 2.034 | 3.472 | 1.438 | 2.034 | 3.412 |
| 17 | Charente-Maritime | » | » | » | 29.282 | 27.459 | 56.741 | 29.282 | 27.459 | 56.741 |
| 18 | Cher | 699 | 630 | 13.201 | 580 | 1.503 | 2.083 | 1.279 | 2.133 | 3.472 |
| 19 | Corrèze | » | » | » | 11 | 77 | 88 | 11 | 77 | 88 |
| 21 | Côte-d'Or | 5.874 | 5.673 | 11.547 | 5.587 | 5.463 | 11.050 | 11.461 | 11.136 | 22.597 |
| 22 | Côtes-du-Nord | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 23 | Creuse | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 24 | Dordogne | 24.681 | 21.780 | 46.461 | 7.765 | 10.149 | 17.914 | 32.446 | 31.929 | 64.375 |
| 25 | Doubs | » | » | » | » | 3 | 3 | » | 3 | 3 |
| 26 | Drôme | 16.135 | 6.791 | 22.926 | 24.956 | 9.016 | 33.972 | 41.091 | 15.807 | 56.898 |
| 27 | Eure | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 28 | Eure-et-Loir | » | » | » | » | 3 | 3 | » | 3 | 3 |
| 29 | Finistère | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 30 | Gard | 7.131 | 6.069 | 13.200 | 517.618 | 446.383 | 964.001 | 524.749 | 452.452 | 977.201 |
| 31 | Garonne (Haute-) | » | » | » | 26.028 | 27.759 | 53.787 | 26.028 | 27.759 | 53.787 |
| 32 | Gers | » | » | » | 83.279 | 79.110 | 162.389 | 83.279 | 79.110 | 162.389 |
| 33 | Gironde | 130.332 | 193.707 | 324.039 | 56.695 | 79.168 | 135.863 | 187.027 | 272.875 | 459.902 |
| 34 | Hérault | 1.630 | 822 | 2.452 | 1.196.795 | 956.348 | 2.153.143 | 1.198.425 | 957.170 | 2.155.595 |
| 35 | Ille-et-Vilaine | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 36 | Indre | 24 | 50 | 74 | 6.877 | 5.260 | 12.137 | 6.901 | 5.310 | 12.211 |
| 37 | Indre-et-Loire | 10.173 | 7.470 | 17.643 | 18.476 | 20.740 | 39.216 | 28.649 | 28.210 | 56.859 |
| 38 | Isère | 1 | 1 | 2 | 2.457 | 1.793 | 4.250 | 2.458 | 1.794 | 4.252 |
| 39 | Jura | 840 | 935 | 1.775 | 418 | 1.506 | 1.924 | 1.258 | 2.441 | 3.699 |
| 40 | Landes | » | » | » | 11.526 | 25.252 | 36.778 | 11.526 | 25.252 | 36.778 |
| 41 | Loir-et-Cher | 2.135 | 1.838 | 3.973 | 44.666 | 35.566 | 80.232 | 46.801 | 37.404 | 84.205 |
| 42 | Loire | 1 | 8 | 9 | 1.953 | 4.218 | 6.171 | 1.954 | 4.226 | 6.180 |
| 43 | Loire (Haute-) | » | » | » | 3 | 6 | 9 | 3 | 6 | 9 |
| 44 | Loire-Inférieure | 4.930 | 10.851 | 15.781 | 12.569 | 21.555 | 34.124 | 17.499 | 32.406 | 49.905 |
| 45 | Loiret | » | » | » | 3.920 | 4.304 | 8.224 | 3.920 | 4.304 | 8.224 |
| 46 | Lot | » | » | » | 6.631 | 9.518 | 16.149 | 6.631 | 9.518 | 16.149 |
| 47 | Lot-et-Garonne | 512 | 3.095 | 3.607 | 14.799 | 25.527 | 40.326 | 15.311 | 28.622 | 43.933 |

ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

INDIRECTES. — 2e DIVISION. — 3e BUREAU

# DÉPARTEMENT

# SUELLE DES VINS

## MOIS D'OCTOBRE 1956

| QUANTITÉS DE VINS SOUMISES AU DROIT DE CIRCULATION | | | | | | | | | Stock commercial. | Numéros d'ordre. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vins à A. O. C. | | | Vins de consommation courante | | | Total. | | | | |
| Octobre. | Antérieurs. | Total. | Octobre. | Antérieurs. | Total. | Octobre. | Antérieurs. | Total. | | |
| 925 | 1.050 | 1.975 | 27.153 | 32.148 | 59.301 | 28.078 | 33.198 | 61.276 | 77.464 | 1 |
| 1.767 | 1.745 | 3.512 | 36.389 | 34.577 | 70.966 | 38.156 | 36.322 | 74.478 | 57.237 | 2 |
| 569 | 755 | 1.324 | 42.886 | 51.453 | 94.339 | 43.455 | 52.208 | 95.663 | 47.270 | 3 |
| 23 | 31 | 54 | 4.650 | 7.186 | 11.836 | 4.673 | 7.217 | 11.890 | 4.097 | 4 |
| 44 | 86 | 130 | 8.914 | 10.813 | 19.727 | 8.958 | 10.899 | 19.857 | 9.182 | 5 |
| 880 | 765 | 1.645 | 46.365 | 47.965 | 94.330 | 47.245 | 48.730 | 95.975 | 48.016 | 6 |
| 430 | 392 | 822 | 13.355 | 20.112 | 33.467 | 13.785 | 20.504 | 34.289 | 49.917 | 7 |
| 1.032 | 1.089 | 2.121 | 19.993 | 21.537 | 41.530 | 21.025 | 22.626 | 43.651 | 31.478 | 8 |
| 223 | 264 | 487 | 11.394 | 12.702 | 24.096 | 11.617 | 12.966 | 24.583 | 8.079 | 9 |
| 1.676 | 1.843 | 3.549 | 32.392 | 31.089 | 63.481 | 34.068 | 32.932 | 67.000 | 67.990 | 10 |
| 450 | 549 | 990 | 33.887 | 38.615 | 72.502 | 34.337 | 39.164 | 73.501 | 200.354 | 11 |
| 370 | 533 | 903 | 23.080 | 28.229 | 51.309 | 23.450 | 28.762 | 52.212 | 19.431 | 12 |
| 1.540 | 1.342 | 2.882 | 85.684 | 86.346 | 172.030 | 87.224 | 87.688 | 174.942 | 193.071 | 13 |
| 3.020 | 3.540 | 6.560 | 24.440 | 25.960 | 50.400 | 27.460 | 29.500 | 56.960 | 60.712 | 14 |
| 188 | 205 | 393 | 25.634 | 27.608 | 53.242 | 25.822 | 27.813 | 53.635 | 26.849 | 15 |
| 2.302 | 1.453 | 3.755 | 20.823 | 23.687 | 44.510 | 23.125 | 25.140 | 48.265 | 29.135 | 16 |
| 1.165 | 1.482 | 2.647 | 30.115 | 37.918 | 68.033 | 31.280 | 39.400 | 70.680 | 64.310 | 17 |
| 874 | 762 | 1.636 | 24.769 | 30.096 | 54.865 | 25.643 | 30.858 | 56.501 | 42.692 | 18 |
| 493 | 575 | 1.068 | 26.921 | 29.628 | 56.549 | 27.414 | 30.203 | 57.617 | 29.294 | 19 |
| 10.060 | 7.754 | 17.814 | 42.001 | 47.074 | 89.075 | 52.061 | 54.828 | 106.889 | 455.549 | 21 |
| 1.815 | 2.236 | 4.051 | 29.502 | 31.204 | 60.706 | 31.317 | 33.440 | 64.757 | 44.640 | 22 |
| 70 | 89 | 159 | 21.445 | 37.847 | 59.292 | 21.515 | 37.936 | 59.451 | 24.821 | 23 |
| 1.930 | 1.869 | 3.799 | 20.634 | 22.240 | 42.874 | 22.564 | 24.109 | 46.673 | 53.022 | 24 |
| 2.453 | 2.081 | 4.534 | 40.160 | 59.342 | 99.502 | 42.613 | 61.423 | 104.036 | 101.254 | 25 |
| 410 | 530 | 940 | 11.342 | 12.212 | 23.554 | 11.752 | 12.742 | 24.494 | 71.654 | 26 |
| 1.127 | 1.325 | 2.452 | 16.006 | 14.060 | 30.066 | 17.133 | 15.385 | 32.518 | 18.034 | 27 |
| 954 | 859 | 1.813 | 23.271 | 22.333 | 45.604 | 24.225 | 23.192 | 47.447 | 35.445 | 28 |
| 3.353 | 3.440 | 6.793 | 80.875 | 85.396 | 166.271 | 84.228 | 88.836 | 173.064 | 157.581 | 29 |
| 512 | 547 | 1.059 | 30.699 | 38.406 | 78.105 | 40.211 | 38.953 | 79.164 | 127.476 | 30 |
| 1.472 | 1.554 | 3.026 | 42.179 | 44.230 | 86.409 | 43.651 | 45.784 | 89.435 | 38.081 | 31 |
| 39 | 57 | 96 | 3.128 | 3.801 | 6.929 | 3.167 | 3.858 | 7.025 | 35.609 | 32 |
| 15.363 | 15.341 | 30.704 | 84.499 | 84.377 | 168.876 | 99.862 | 99.718 | 199.580 | 1.184.031 | 33 |
| 1.893 | 1.558 | 3.451 | 49.996 | 45.577 | 95.573 | 51.889 | 47.137 | 99.024 | 709.746 | 34 |
| 3.494 | 4.220 | 7.714 | 29.478 | 34.531 | 64.009 | 32.972 | 38.751 | 71.723 | 53.759 | 35 |
| 350 | 467 | 817 | 16.476 | 17.445 | 33.921 | 16.826 | 17.912 | 34.738 | 22.437 | 36 |
| 8.071 | 6.326 | 14.397 | 27.206 | 29.410 | 56.616 | 35.277 | 35.736 | 71.013 | 111.669 | 37 |
| 1.078 | 1.068 | 2.146 | 49.868 | 47.910 | 97.778 | 50.946 | 48.978 | 99.924 | 57.809 | 38 |
| 1.692 | 1.279 | 2.971 | 19.701 | 20.789 | 40.490 | 21.393 | 22.068 | 43.461 | 48.948 | 39 |
| 298 | 277 | 575 | 15.740 | 17.672 | 33.412 | 16.038 | 17.949 | 33.987 | 18.979 | 40 |
| 1.508 | 1.355 | 2.863 | 22.821 | 26.770 | 49.591 | 24.329 | 28.125 | 52.454 | 131.854 | 41 |
| 1.431 | 1.363 | 2.794 | 81.163 | 81.674 | 162.837 | 82.594 | 83.037 | 165.631 | 130.339 | 42 |
| 162 | 133 | 295 | 28.997 | 37.296 | 66.293 | 29.159 | 37.429 | 66.588 | 37.604 | 43 |
| 7.107 | 6.477 | 13.584 | 74.660 | 69.537 | 144.197 | 81.767 | 76.014 | 157.781 | 167.802 | 44 |
| 1.497 | 1.432 | 2.929 | 35.121 | 38.186 | 73.307 | 36.618 | 39.618 | 76.236 | 52.937 | 45 |
| 147 | 236 | 383 | 8.277 | 9.047 | 17.324 | 8.424 | 9.283 | 17.707 | 11.802 | 46 |
| 484 | 728 | 1.212 | 12.676 | 12.912 | 25.588 | 13.160 | 13.640 | 26.800 | 40.853 | 47 |

| NUMÉROS d'ordre | DÉPARTEMENTS | QUANTITES DE VINS SORTIES DES CHAIS DES RECOLTANTS (a) | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Vins à A. O. C. et vins d'Alsace | | | Vins de consommation courante | | | Total | | |
| | | Octobre. | Antérieurs | Total. | Octobre. | Antérieurs | Total. | Octobre. | Antérieurs | Total. |
| 48 | Lozère | » | » | » | 168 | 4 | 172 | 168 | 4 | 172 |
| 49 | Maine-et-Loire | 13.523 | 14.336 | 27.859 | 5.612 | 11.902 | 17.514 | 19.135 | 26.238 | 45.373 |
| 50 | Manche | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 51 | Marne | 82.908 | 5.620 | 88.528 | 4.223 | 660 | 4.883 | 87.131 | 6.280 | 93.411 |
| 52 | Marne (Haute-) | » | » | » | 4 | 19 | 23 | 4 | 19 | 23 |
| 53 | Mayenne | » | » | » | 7 | 3 | 10 | 7 | 3 | 10 |
| 54 | Meurthe-et-Moselle | » | » | » | 31 | 89 | 120 | 31 | 89 | 120 |
| 55 | Meuse | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 56 | Morbihan | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 57 | Moselle | » | » | » | 11 | 18 | 29 | 11 | 18 | 29 |
| 58 | Nièvre | 729 | 607 | 1.336 | 41 | 294 | 335 | 770 | 901 | 1.671 |
| 59 | Nord | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 60 | Oise | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 61 | Orne | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 62 | Pas-de-Calais | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 63 | Puy-de-Dôme | » | » | » | 1.288 | 1.788 | 3.076 | 1.288 | 1.788 | 3.076 |
| 64 | Pyrénées (Basses-) | 705 | 528 | 1.233 | 3.965 | 6.645 | 10.610 | 4.670 | 7.173 | 11.843 |
| 65 | Pyrénées (Hautes-) | » | » | » | 480 | 1.588 | 2.068 | 480 | 1.588 | 2.068 |
| 66 | Pyrénées-Orientales | 35.621 | 24.823 | 60.444 | 211.378 | 197.038 | 408.416 | 246.999 | 221.861 | 468.860 |
| 67 | Rhin (Bas-) | 5.6333 | 12.061 | 17.694 | 303 | 560 | 863 | 5.936 | 12.621 | 18.557 |
| 68 | Rhin (Haut-) | 21.284 | 20.436 | 41.720 | 83 | 153 | 236 | 21.367 | 20.589 | 41.956 |
| 69 | Rhône | 46.612 | 40.737 | 87.349 | 2.915 | 5.564 | 8.479 | 49.527 | 46.301 | 95.828 |
| 70 | Saône (Haute-) | » | » | » | 2 | 1 | 3 | 2 | 1 | 3 |
| 71 | Saône-et-Loire | 23.088 | 18.243 | 41.331 | 8.042 | 12.943 | 20.985 | 31.130 | 31.186 | 62.316 |
| 72 | Sarthe | 18 | 56 | 74 | 183 | 757 | 940 | 201 | 813 | 1.014 |
| 73 | Savoie | » | » | » | 1.240 | 1.589 | 2.829 | 1.240 | 1.589 | 2.829 |
| 74 | Savoie (Haute-) | » | » | » | 39 | 81 | 120 | 39 | 81 | 120 |
| 75 | Seine | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 76 | Seine-Maritime | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 77 | Seine-et-Marne | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 78 | Seine-et-Oise | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 79 | Sèvres (Deux-) | 147 | 251 | 398 | 746 | 2.961 | 3.707 | 893 | 3.212 | 4.105 |
| 80 | Somme | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 81 | Tarn | 11.908 | 11.706 | 23.614 | 28.476 | 29.122 | 57.598 | 40.384 | 40.828 | 81.212 |
| 82 | Tarn-et-Garonne | » | » | » | 8.586 | 17.589 | 26.175 | 8.586 | 17.589 | 26.175 |
| 83 | Var | 374 | 117 | 491 | 215.531 | 204.097 | 419.628 | 215.905 | 204.214 | 420.119 |
| 84 | Vaucluse | 38.709 | 26.345 | 65.054 | 72.547 | 84.300 | 156.847 | 111.256 | 110.645 | 221.901 |
| 85 | Vendée | » | » | » | 4.811 | 11.650 | 16.461 | 4.811 | 11.650 | 16.461 |
| 86 | Vienne | 31 | 278 | 309 | 9.412 | 12.507 | 21.919 | 9.443 | 12.785 | 22.228 |
| 87 | Vienne (Haute-) | » | » | » | 5 | 5 | 10 | 5 | 5 | 10 |
| 88 | Vosges | » | » | » | 2 | 3 | 5 | 2 | 3 | 5 |
| 89 | Yonne | 5.217 | 1.808 | 7.025 | 1.874 | 1.030 | 2.904 | 7.091 | 2.838 | 9.929 |
| | Totaux métropole | 509.068 | 447.121 | 956.189 | 3.353.786 | 3.223.695 | 6.577.481 | 3.862.854 | 3.670.816 | 7.533.670 |
| | Sarre | » | » | » | 5 | 29 | 34 | 5 | 29 | 34 |
| | Totaux métropole et Sarre. | (1)509.068 | 447.121 | (2)956.189 | 3.353.791 | 3.223.724 | 6.577.515 | 3.862.859 | 3.670.845 | 7.533.704 |
| | Alger | » | » | » | 373.169 | 287.091 | 660.260 | 373.169 | 287.091 | 660.260 |
| | Oran | » | » | » | 1.902.103 | 2.596.551 | 4.498.654 | 1.902.103 | 2.596.551 | 4.498.654 |
| | Constantine | » | » | » | 85.864 | 44.995 | 130.859 | 85.864 | 44.995 | 130.859 |
| | Totaux d'Algérie | » | » | » | 2.361.136 | 2.928.637 | 5.289.773 | 2.361.136 | 2.928.637 | 5.289.773 |
| | Résultat général | 509.068 | 447.121 | 956.189 | 5.714.927 | 6.152.361 | 11.867.288 | 6.223.995 | 6.599.482 | 12.823.477 |

(a) Cette rubrique comprend désormais les quantités distillées sous le régime des bouilleurs de cru.
(1) Y compris 26.917 hectolitres de vins d'Alsace. — (2) Y compris 59.414 hectolitres de vins d'Alsace.

**STATISTIQUE MENSUELLE DES CIDRES. — CAMPAGNE 1956-1957. — MOIS D'OCTOBRE 1956.**

| | | |
|---|---|---|
| Quantités imposées.. | Octobre | 153.141 hectolitres |
| | Antérieurs | 207.191 — |
| | Total | 360.332 hectolitres |
| Stock commercial | | 440.945 hectolitres |

| QUANTITES DE VINS SOUMISES AU DROIT DE CIRCULATION | | | | | | | | | STOCK commercial. | NUMÉROS d'ordre. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vins à A. O. C. | | | Vins de consommation courante. | | | Total. | | | | |
| Octobre. | Antérieurs. | Total. | Octobre. | Antérieurs. | Total. | Octobre. | Antérieurs. | Total. | | |
| 106 | 183 | 289 | 10.795 | 15.896 | 26.691 | 10.901 | 16.079 | 26.980 | 10.829 | 48 |
| 7.017 | 7.980 | 14.997 | 26.555 | 29.287 | 55.842 | 33.572 | 37.267 | 70.839 | 208.475 | 49 |
| 2.583 | 3.494 | 6.077 | 14.514 | 17.257 | 31.771 | 17.097 | 20.754 | 37.848 | 25.546 | 50 |
| 14.042 | 8.985 | 23.027 | 77.688 | 81.835 | 159.523 | 91.730 | 90.820 | 182.550 | 1.363.130 | 51 |
| 337 | 384 | 721 | 16.825 | 17.085 | 33.910 | 17.162 | 17.469 | 34.631 | 30.200 | 52 |
| 906 | 921 | 1.827 | 4.944 | 4.533 | 9.477 | 5.850 | 5.454 | 11.304 | 10.911 | 53 |
| 2.595 | 2.657 | 5.252 | 87.719 | 87.865 | 175.384 | 90.314 | 90.322 | 180.636 | 163.419 | 54 |
| 1.032 | 1.005 | 2.037 | 23.890 | 26.543 | 50.433 | 24.922 | 27.548 | 52.470 | 33.809 | 55 |
| 1.736 | 1.897 | 3.633 | 31.929 | 32.408 | 64.337 | 33.665 | 34.305 | 67.970 | 43.172 | 56 |
| 1.291 | 1.176 | 2.467 | 33.314 | 32.415 | 65.729 | 34.605 | 33.591 | 68.196 | 53.555 | 57 |
| 1.176 | 1.189 | 2.365 | 32.387 | 34.347 | 66.734 | 33.563 | 35.536 | 69.099 | 48.383 | 58 |
| 39.227 | 46.019 | 85.246 | 107.307 | 124.100 | 231.407 | 146.534 | 170.119 | 316.653 | 322.421 | 59 |
| 1.835 | 1.682 | 3.517 | 35.225 | 36.434 | 71.659 | 37.060 | 38.116 | 75.176 | 40.405 | 60 |
| 2.583 | 1.302 | 3.885 | 10.661 | 13.074 | 23.735 | 13.244 | 14.376 | 27.620 | 15.419 | 61 |
| 13.300 | 16.108 | 29.468 | 54.353 | 64.564 | 118.917 | 67.913 | 80.672 | 148.383 | 150.024 | 62 |
| 1.652 | 2.526 | 4.178 | 59.394 | 69.076 | 128.470 | 61.046 | 71.602 | 132.648 | 81.912 | 63 |
| 1.460 | 2.059 | 3.519 | 45.482 | 53.484 | 98.966 | 46.942 | 55.543 | 102.485 | 70.511 | 64 |
| 223 | 268 | 491 | 16.297 | 20.351 | 36.648 | 16.520 | 20.619 | 37.139 | 18.690 | 65 |
| 3.484 | 2.514 | 5.998 | 18.839 | 23.273 | 42.112 | 22.323 | 25.787 | 48.110 | 200.448 | 66 |
| 1.089 | 1.107 | 2.196 | 40.271 | 42.310 | 82.581 | 41.360 | 43.417 | 81.777 | 141.548 | 67 |
| 933 | 879 | 1.812 | 47.407 | 46.863 | 94.270 | 48.340 | 47.742 | 96.082 | 200.142 | 68 |
| 13.748 | 11.878 | 25.626 | 140.404 | 131.862 | 272.266 | 154.152 | 143.740 | 297.892 | 380.166 | 69 |
| 615 | 741 | 1.356 | 25.055 | 25.948 | 51.003 | 25.670 | 26.689 | 52.359 | 34.389 | 70 |
| 9.192 | 5.780 | 14.972 | 47.474 | 51.338 | 98.812 | 56.666 | 57.118 | 113.784 | 215.167 | 71 |
| 2.775 | 2.622 | 5.397 | 24.230 | 25.207 | 49.437 | 27.005 | 27.829 | 54.834 | 29.524 | 72 |
| 1.175 | 874 | 2.049 | 31.609 | 32.003 | 63.612 | 32.784 | 32.877 | 65.661 | 36.174 | 73 |
| 116 | 135 | 251 | 26.622 | 29.937 | 56.559 | 26.738 | 30.072 | 56.810 | 54.917 | 74 |
| 81.791 | 59.449 | 141.240 | 739.163 | 723.277 | 1.462.440 | 820.954 | 782.726 | 1.603.680 | 2.734.565 | 75 |
| 7.042 | 7.983 | 15.025 | 77.789 | 79.443 | 157.232 | 84.831 | 87.426 | 172.257 | 174.018 | 76 |
| 1.420 | 1.353 | 2.773 | 23.808 | 25.744 | 49.552 | 25.228 | 27.097 | 52.325 | 49.401 | 77 |
| 5.822 | 5.178 | 11.000 | 64.651 | 58.926 | 123.577 | 70.473 | 64.104 | 134.577 | 122.149 | 78 |
| 449 | 516 | 965 | 22.596 | 24.955 | 47.551 | 23.045 | 25.474 | 48.516 | 28.816 | 79 |
| 5.049 | 3.796 | 8.845 | 32.441 | 33.229 | 65.670 | 37.490 | 37.025 | 74.515 | 48.187 | 80 |
| 1.264 | 1.292 | 2.556 | 13.462 | 15.585 | 29.047 | 14.726 | 16.877 | 31.603 | 71.488 | 81 |
| 173 | 180 | 353 | 5.146 | 5.695 | 10.841 | 5.319 | 5.875 | 11.194 | 15.344 | 82 |
| 324 | 376 | 700 | 53.377 | 58.185 | 111.562 | 53.701 | 58.561 | 112.262 | 76.524 | 83 |
| 1.380 | 1.479 | 2.859 | 13.363 | 16.807 | 30.170 | 14.743 | 18.286 | 33.029 | 202.408 | 84 |
| 310 | 497 | 807 | 13.661 | 18.326 | 31.987 | 13.971 | 18.823 | 32.794 | 21.200 | 85 |
| 529 | 532 | 1.061 | 12.525 | 14.820 | 27.345 | 13.054 | 15.352 | 28.406 | 18.421 | 86 |
| 1.002 | 1.046 | 2.048 | 42.571 | 49.950 | 92.521 | 43.573 | 50.996 | 94.569 | 56.177 | 87 |
| 542 | 691 | 1.233 | 35.292 | 35.623 | 70.915 | 35.834 | 36.314 | 72.148 | 85.431 | 88 |
| 1.436 | 1.749 | 3.185 | 20.396 | 22.787 | 43.183 | 21.832 | 24.536 | 46.368 | 43.797 | 89 |
| 321.562 | 295.544 | 617.106 | 3.727.196 | 3.941.394 | 7.668.590 | 4.048.758 | 4.236.938 | 8.285.696 | 12.777.594 | |
| 916 | 961 | 1.877 | 6.492 | 7.024 | 13.546 | 7.408 | 7.985 | 15.393 | 28.604 | |
| 322.478 | 296.505 | 618.983 | 3.733.688 | 3.948.418 | 7.682.106 | 4.056.166 | 4.244.923 | 8.301.089 | 12.806.198 | |
| » | » | » | 68.489 | 60.155 | 128.644 | 68.489 | 60.155 | 128.644 | 797.914 | |
| » | » | » | 48.085 | 41.388 | 89.473 | 48.085 | 41.388 | 89.473 | 3.824.163 | |
| » | » | » | 40.285 | 36.122 | 76.407 | 40.285 | 36.122 | 76.407 | 110.156 | |
| » | » | » | 156.859 | 137.665 | 294.524 | 156.859 | 137.665 | 294.524 | 4.682.233 | |
| 322.478 | 296.505 | 618.983 | 3.890.547 | 4.086.083 | 7.976.630 | 4.213.025 | 4.382.588 | 8.595.613 | 17.488.431 | |

## RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES A LA STATISTIQUE MENSUELLE DES VINS DU MOIS D'OCTOBRE 1956

| PERIODE | METROPOLE | | | | ALGERIE | | | | TOTAL | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Emplois de vins ou de moûts. | | | Congélation. | Emplois de vins ou de moûts. | | | Congélation. | Emplois de vins ou de moûts. | | | Congélation. |
| | Jus de raisins. | Moûts concentrés. | Vinaigres. | Volume évaporé. | Jus de raisins. | Moûts concentrés. | Vinaigres. | Volume évaporé. | Jus de raisins. | Moûts concentrés. | Vinaigres. | Volume évaporé. |
| Du 1er septembre au 31 octobre ...... | 97.556 | 36.902 | 28.354 | 1.170 | » | 59.447 | 1.604 | 4.872 | 97.556 | 96.349 | 29.958 | 6.042 |

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

## TARIFS DE TRANSPORT
### SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

*1° Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.*

La Société nationale des chemins de fer français, d'accord avec les chemins de fer intéressés, a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à mettre en vigueur un premier supplément au tarif international pour le transport à petite vitesse, de sulfite de soude, de Steinfort à la Rochette.

Ce supplément est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le* 13 *novembre* 1956.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à la mise en vigueur d'un quatrième supplément au tarif général européen pour les expéditions de détail.

Ce supplément tient compte:

De la création d'un itinéraire d'acheminement via Wissembourg-frontière, pour les envois échangés entre la gare de Wissembourg (local) et les gares des zones allemandes;

De la modification de certains numéros de prix, consécutive à des erreurs matérielles.

(*Paris, le* 15 *novembre* 1956.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, à partir du 1er janvier 1957, dans le tarif n° 5, un nouveau chapitre 14, dont les dispositions sont reproduites ci-après:

TARIF N° 5

CHAPITRE 14. — Régions Sud-Est et Sud-Ouest.

§ 1er. — **Betteraves pour sucreries et distilleries** (0811).

Par wagons chargés à leur capacité complète (applicable jusqu'au 30 juin 1957), expédiées suivant un programme établi à l'avance en accord avec la Société nationale des chemins de fer français, des gares de: Auxy-Juranville, Beaune-la-Rolande, Bellegarde-Quiers et Saint-Maurice-sur-Fessard, à destination de Montereau.

Prix des barèmes résultant de l'application des dispositions du 1° de l'article 49 des conditions générales d'application des tarifs marchandises aux barèmes minimum et maximum prévus au chapitre 1er du présent tarif.

Lorsqu'un même destinataire aura pris et respecté l'engagement de recevoir par chemin de fer la totalité de son trafic de betteraves, sur les relations désignées ci-dessus, il sera accordé à ce destinataire par voie de détaxe, sur les taxes de transport payées par application des prix prévus ci-dessus, à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, pour les transports effectués dans les conditions fixées au présent paragraphe, une réduction dont le taux sera égal au taux moyen résultant, pour ces derniers transports, des réductions suivantes:

20 p. 100 pour la fraction de tonnage kilométrique comprise entre 700.000 et 1.100.000 tonnes-kilomètres;

25 p. 100 pour la fraction de tonnage kilométrique en excédent de 1.100.000 tonnes-kilomètres,

sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 10 p. 100.

(*Paris, le* 15 *novembre* 1956.)

*2° Projet de convention tarifaire.*

Conformément à l'article 14 du cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français a fait connaître son intention de proroger jusqu'au 31 décembre 1957 la convention tarifaire type « eaux minérales » qu'elle a conclue avec la société anonyme des eaux minérales du Pestrin.

(*Paris, le* 13 *novembre* 1956.)

*3° Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

A. — **Autorisations provisoires.**

14 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 29 octobre 1956 tendant à mettre en vigueur un supplément au tarif international C. E. C. A. n° 1301 pour le transport, en petite vitesse, de la houille et du coke de houille, de certaines gares des bassins d'Aix-la-Chapelle à destination de certaines gares françaises. (*Journal officiel* du 6 novembre 1956.)

Autorisation de mise en application de ces dispositions à dater du 15 novembre 1956, sous réserve de la décision définitive à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

13 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 8 novembre 1956 tendant à mettre en vigueur un additif au tarif international C. E. C. A. pour le transport, à petite vitesse, de la houille et du coke de houille de certaines gares des bassins d'Aix-la-Chapelle et de la Ruhr à destination de certaines gares françaises. (*Journal officiel* du 13 novembre 1956.)

Autorisation de mise en application provisoire des dispositions proposées à partir du 14 novembre 1956, sous réserve de la décision à intervenir après achèvement des formalités de l'instruction réglementaire.

B. — **Homologations.**

15 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 11 octobre 1956 tendant à mettre en vigueur une nouvelle édition du tarif international pour le transport des agrumes (citrons, mandarines, oranges, etc.) entre le Boulou-Perthus et la Grande-Bretagne. (*Journal officiel* du 16 octobre 1956.)

Homologation accordée à titre provisoire, après autorisation de mise en application à dater du 1er novembre 1956 donnée par décision du 27 octobre 1956. (*Journal officiel* du 6 novembre 1956.)

15 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 11 octobre 1956 tendant à mettre en vigueur une nouvelle édition du tarif international pour le transport des agrumes (citrons, mandarines, oranges, etc.) entre le Boulou-Perthus et le Luxembourg. (*Journal officiel* du 16 octobre 1956.)

Homologation accordée à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur à partir du 1er novembre 1956 donnée par décision du 27 octobre 1956. (*Journal officiel* du 6 novembre 1956.)

15 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 11 octobre 1956 tendant à la mise en vigueur d'une nouvelle édition du tarif international pour le transport des agrumes (citrons, mandarines, oranges, etc.) entre le Boulou-Perthus, d'une part, la Belgique et les Pays-Bas, d'autre part. (*Journal officiel* du 16 octobre 1956.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur à dater du 1er novembre 1956, donnée par décision du 27 octobre 1956. (*Journal officiel* du 6 novembre 1956.)

17 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 18 octobre 1956 tendant à la mise en vigueur d'un nouvel appendice au tarif international pour le transport des agrumes, par wagons complets, entre la France et l'Allemagne (République fédérale). (*Journal officiel* du 23 octobre 1956.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur à partir du 1er novembre 1956, donnée par décision du 30 octobre 1956. (*Journal officiel* du 6 novembre 1956.)

17 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 17 octobre 1956 tendant à la mise en vigueur d'une nouvelle édition du tarif international pour le transport par wagons complets des endives expédiées de Burst, Kortenberg, Haren-Tilleul, Louvain et Zaventem à destination de Paris-la-Chapelle via Feignies-frontière. (*Journal officiel* du 23 octobre 1956.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en vigueur à partir du 1er novembre 1956, donnée par décision du 29 octobre 1956. (*Journal officiel* du 6 novembre 1956.)

C. — **Décision portant rejet, en l'état, d'une proposition.**

17 *novembre* 1956. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 13 septembre 1956 tendant:

1° A créer au tarif n° 13 de nouvelles dispositions pour le transport, par wagon chargé de 20 tonnes, de minerai de plomb en provenance d'une mine desservie directement par une gare des régions Ouest, Sud-Est ou Sud-Ouest, expédié par cette mine de la gare la desservant à Dourges;

2° A supprimer au même tarif la mesure prise dans le cadre de l'article 14, 1°, b) prévoyant l'application du barème 167 pour les minerais de plomb expédiés par wagon de 20 tonnes de Carcassonne à Dourges. (*Journal officiel* du 18 septembre 1956.)

Rejet en l'état, après décision de veto du 10 octobre 1956. (*Journal officiel* du 16 octobre 1956.)

## Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

### Avis d'examen professionnel (administration académique).

En application de l'article 19 du décret n° 56-356 du 6 avril 1956, un examen professionnel est ouvert pour l'intégration en qualité de stagiaires dans le corps des fonctionnaires correspondants de l'administration académique des employés sténodactylographes en fonction dans les inspections et les centres publics d'orientation professionnelle à la date du 31 décembre 1952.

Les épreuves auront lieu le 15 janvier 1957.

Elles comprendront:

1° Dictée d'un texte administratif comportant des omissions et des impropriétés de termes. Les candidats devront rétablir le texte correct. Durée: 1 heure (au maximum); coefficient: 3;

2° Prise de deux lettres administratives en sténographie ou en sténotypie et présentation dactylographique. Durée: 20 minutes; coefficient: 2;

3° Copie dactylographique d'un texte administratif à la vitesse moyenne de 35 mots à la minute. Durée: 15 minutes; coefficient: 1.

Les intéressés doivent adresser leur demande d'inscription ainsi que les demandes de renseignements à l'inspection principale de l'enseignement technique de l'académie où ils exercent leurs fonctions.

Les inscriptions seront closes le 21 décembre 1956.

Seront dispensés de cet examen les employés sténodactylographes en fonction dans les inspections et les centres d'orientation professionnelle à la date du 31 décembre 1952 justifiant d'un des diplômes suivants:

Certificat d'aptitude de sténodactylographe;
Brevet professionnel de secrétaire;
Brevet professionnel de secrétaire de direction;
Brevet d'enseignement commercial, 2e degré (option secrétaire);
Brevet d'enseignement social (option secrétaires sociaux);
Brevet supérieur d'enseignement commercial.

Toutefois, les intéressés qui demanderont à bénéficier de cette dispense seront classés après les candidats admis à l'examen.

## Ministère des affaires sociales.

### SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

### Avis de concours.

(Etablissements nationaux de bienfaisance.)

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un surveillant général aura lieu à l'hospice national des Quinze-Vingts le 17 décembre 1956.

Les demandes d'inscription au concours devront parvenir sous pli recommandé au directeur de l'hospice national des Quinze-Vingts jusqu'au 5 décembre 1956 (dernier délai).

Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés à cette adresse, concernant notamment la nature des épreuves, le programme du concours et la liste des pièces à produire au dossier de candidature.

Un concours sur épreuves pour le recrutement de deux commis aura lieu à l'institution nationale des sourds-muets de Paris le 16 décembre 1956.

Les demandes d'inscription au concours devront parvenir sous pli recommandé au directeur de l'institution nationale des sourds-muets de Paris jusqu'au 1er décembre 1956 (dernier délai).

Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés à cette adresse, concernant notamment la nature des épreuves, le programme du concours et la liste des pièces à produire au dossier de candidature.

Un concours sur épreuves pour le recrutement de trois sténodactylographes aura lieu à l'institution nationale des jeunes aveugles de Paris le 14 décembre 1956.

Les demandes d'inscription au concours devront parvenir sous pli recommandé au directeur de l'institution nationale des jeunes aveugles de Paris, 56, boulevard des Invalides, jusqu'au 1er décembre 1956 (dernier délai).

Tous renseignements complémentaires peuvent être demandés à cette adresse, concernant notamment la nature des épreuves, le programme du concours et la liste des pièces à produire au dossier de candidature.

### Avis de concours sur épreuves pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de la Flèche (Sarthe).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un économe aura lieu les 28 et 29 janvier 1957 à l'hôpital-hospice de la Flèche (Sarthe).

Ce concours est ouvert aux candidats des deux sexes, de nationalité française, jouissant de leurs droits civils et politiques et titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, d'un diplôme de sortie des écoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent.

Sont dispensés de la production des diplômes ou certificats visés ci-dessus les chefs de bureau et rédacteurs des établissements hospitaliers publics comptant au moins sept ans de fonctions.

Les candidats devront être âgés de plus de vingt-cinq ans et de moins de trente ans à la date du concours, cette limite d'âge étant toutefois reculée d'une durée égale à celle des services antérieurs civils ou militaires ouvrant droit à la retraite, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939.

Les dossiers de candidatures devront parvenir, au plus tard, le 18 janvier 1957 à la préfecture de la Sarthe, 2e division, 3e bureau.

Toutes indications concernant la liste des pièces à fournir et le programme des épreuves seront adressés aux personnes qui en feront la demande à la préfecture de la Sarthe, 2e division, 3e bureau.

### Avis de vacance de postes de directeur économe d'hôpitaux et hospices publics.

Sont déclarés vacants les postes de directeur économe des hôpitaux et hospices publics ci-après désignés:

Hôpital-hospice de Largentière (Ardèche).
Hôpital-hospice de Baume-les-Dames (Doubs).
Hospice d'Harcourt (Eure).
Hôpital-hospice des Andelys (Eure).
Hôpital-hospice de Redon (Ille-et-Vilaine).
Hôpital-hospice de Pont-de-Beauvoisin (Isère).
Hôpital-hospice de Florac (Lozère).
Hôpital-hospice de Chalonnes-sur-Loire (Maine-et-Loire).
Hôpital-hospice de Pouancé (Maine-et-Loire).
Hospice de Vertus (Marne).
Hôpital-hospice de Château-Chinon (Nièvre).
Hôpital-hospice de Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre).
Hôpital-hospice de Jeumont (Nord).
Hôpital-hospice de Masevaux (Haut-Rhin).
Hôpital-hospice de Condrieu (Rhône).
Hôpital-hospice de Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire).
Hôpital-hospice de Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime).
Hôpital-hospice de Parthenay (Deux-Sèvres).
Hôpital-hospice du Dorat (Haute-Vienne).

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur économe et de sous-directeur des hôpitaux et hospices publics, établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois, à compter de la publication du présent avis, au directeur de la population et de l'aide sociale à la préfecture du département, siège de l'établissement.

Paris — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN PAUL MARTIN

# COTE DES CHANGES

### VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse. | Pays. | Devise. | Parité. | Cours limites pratiqués par la Banque de France. | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 19 nov. 1956. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 350 .. | Etats-Unis ..... | 1 $ U.S.A | 350 .(1) | ..... .. | ..... .. | 350 .. | ..... .. |
| 365 90 | Canada ......... | 1 $ Can. | ..... .. | ..... .. | ..... .. | 363 60 | ..... .. |
| 162 30 | Côte Fse Somalis | 100 F Djib. | 164 0727 | ..... .. | ..... .. | 162 65 | ..... .. |
| 2800 .. | Mexique ....... | 100 pes. | 2800 .. | ..... .. | ..... .. | ..... .. | ..... .. |
| 8395 .. | Allemagne occid. | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8396 .. | 8395 50 |
| 704 60 | Belgique ....... | 100 F b | 700 .. | 691 75 | 703 25 | 704 10 | 704 25 |
| 5085 50 | Danemark ..... | 100 c. d | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5083 50 | 5082 50 |
| 983 20 | Gde-Bretagne ... | 1 liv. st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 983 .. | 982 85 |
| 56 035 | Italie .......... | 100 lire | 56 008 | 55 59 | 56 43 | 56 065 | 56 035 |
| 4926 .. | Norvège ....... | 100 c. n. | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4927 50 | 4925 50 |
| 9268 .. | Pays-Bas ...... | 100 fl. | 9210 52 | 9141 60 | 9279 80 | 9268 .. | 9266 .. |
| 6816 .. | Suède .......... | 100 c. s. | 6763 625 | 6715 .. | 6816 50 | 6816 50 | 6815 50 |
| 8014 50 | Suisse ......... | 100 f. s. | 8003 98 | 7914 .. | 8064 | 8012 .. | 8011 50 |
| 1356 25 | Autriche ....... | 100 sch. | 1346 15 | 1336 05 | 1356 25 | 1356 25 | ..... .. |
| 1007 .. | Égypte ........ | 1 liv. ég. | 1005 04 | ..... .. | ..... .. | ..... .. | ..... .. |
| 1226 50 | Portugal ....... | 100 esc. | 1217 39 | 1208 25 | 1226 50 | 1226 50 | ..... .. |
| 4897 50 | Tchécoslovaquie. | 100 kcs. | 4861 11 | 4824 50 | 4897 50 | 4897 50 | ..... .. |
| 117 40 | Yougoslavie ... | 100 din. | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 117 40 | ..... .. |

Zone C. F. A. .................................................. 100 F C. F. A...... 200
Zone C. F. P. .................................................. 100 F C. F. P...... 550
Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam... 100 piastres........ 1000

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**
Compte chèque postal 1.014.00, Paris,
**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### COMPAGNIE GENERALE DE NAVIGATION

HAVRE - PARIS - LYON - MARSEILLE

Société anonyme au capital de 416.799.000 F

Siège social : a LYON, 12, quai Maréchal-Joffre

R. C. : Lyon n° 55-B 913.

*Obligations 5 0/0 (émissions 1929 et 1931).*

**Vingt-deuxième tirage.**

Usant de la faculté réservée lors de l'émission, il a été procédé aux rachats en Bourse, au-dessous du pair, de 35 obligations 5 0/0 1929 et 33 obligations 5 0/0 1931.

Pour compléter l'annuité d'amortissement prévue, 665 obligations 5 0/0, émission 1929, et 444 obligations 5 0/0, émission 1931, ont été amorties par voie de tirage au sort et devront être présentées au remboursement à partir du 1er novembre 1956 aux guichets des banques ci-dessous :

Crédit lyonnais ;
Crédit industriel et commercial ;
Union européenne industrielle et financière ;
Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel ;
Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine ;
Banque Cottet et Cie, à Lyon.

Ces obligations devront être présentées coupon 55-56 attaché.

Taux de remboursement : 1.000 F net par obligation.

*Le conseil d'administration.*

Les listes ci-après comprennent :

Les numéros des obligations sorties au vingt-deuxième tirage ;

Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées ;

Les numéros des obligations frappées d'opposition à la date du 1er novembre 1956.

I. — Emission 1929

Les nombres inscrits à la suite des numéros des obligations indiquent le millésime du tirage au sort.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 17 | (56) | 746 | (56) | 1.580 | (56) | 2.636 | (56) | 3.431 | (56) |
| 22 | (55) | 830 | (56) | 1.581 | (56) | 2.651 | (55) | 3.432 | (56) |
| 26 | (56) | 840 | (56) | 1.624 | (56) | 2.691 | (56) | 3.433 | (56) |
| 84 | (56) | 842 | (56) | 1.630 | (56) | 2.714 | (55) | 3.434 | (56) |
| 85 | (55) | 854 | (56) | 1.638 | (56) | 2.792 | (56) | 3.437 | (56) |
| 86 | (56) | 869 | (54) | 1.720 | (55) | 2.811 | (56) | 3.439 | (56) |
| 89 | (56) | 929 | (56) | 1.726 | (55) | 2.829 | (55) | 3.448 | (56) |
| 163 | (56) | 963 | (56) | 1.772 | (55) | 2.845 | (55) | 3.597 | (56) |
| 223 | (56) | 974 | (55) | 1.808 | (55) | 2.873 | (55) | 3.602 | (55) |
| 357 | (56) | 990 | (56) | 1.914 | (56) | 2.874 | (55) | 3.603 | (55) |
| 438 | (56) | 991 | (56) | 2.059 | (56) | 2.876 | (55) | 3.609 | (55) |
| 442 | (55) | 1.134 | (56) | 2.078 | (56) | 2.879 | (55) | 3.611 | (55) |
| 480 | (56) | 1.166 | (56) | 2.081 | (56) | 2.958 | (55) | 3.624 | (55) |
| 493 | (56) | 1.137 | (54) | 2.136 | (56) | 2.996 | (56) | 3.660 | (55) |
| 499 | (56) | 1.239 | (56) | 2.145 | (56) | 3.059 | (56) | 3.671 | (55) |
| 500 | (56) | 1.240 | (56) | 2.166 | (55) | 3.091 | (55) | 3.677 | (55) |
| 523 | (56) | 1.256 | (55) | 2.263 | (56) | 3.106 | (56) | 3.679 | (55) |
| 529 | (56) | 1.297 | (56) | 2.300 | (56) | 3.109 | (56) | 3.685 | (54) |
| 543 | (55) | 1.298 | (56) | 2.377 | (54) | 3.166 | (55) | 3.730 | (55) |
| 589 | (56) | 1.339 | (56) | 2.396 | (56) | 3.190 | (55) | 3.731 | (55) |
| 590 | (56) | 1.351 | (56) | 2.400 | (55) | 3.196 | (56) | 3.737 | (55) |
| 636 | (56) | 1.360 | (56) | 2.456 | (56) | 3.270 | (56) | 3.753 | (55) |
| 651 | (56) | 1.390 | (56) | 2.460 | (54) | 3.271 | (56) | 3.760 | (56) |
| 717 | (56) | 1.417 | (56) | 2.527 | (53) | 3.282 | (54) | 3.823 | (56) |
| 720 | (56) | 1.428 | (56) | 2.559 | (56) | 3.285 | (55) | 3.827 | (56) |
| 741 | (56) | 1.460 | (56) | 2.590 | (56) | 3.424 | (55) | 4.050 | (55) |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4.124 | (56) | 7.583 | (55) | 8.592 | (56) | 9.556 | (56) | 10.671 | (55) |
| 4.224 | (55) | 7.595 | (56) | 8.594 | (56) | 9.599 | (54) | 10.674 | (55) |
| 4.299 | (56) | 7.621 | (54) | 8.595 | (56) | 9.600 | (54) | 10.684 | (56) |
| 4.320 | (55) | 7.670 | (56) | 8.607 | (56) | 9.641 | (54) | 10.690 | (55) |
| 4.369 | (55) | 7.710 | (56) | 8.832 | (56) | 9.697 | (56) | 10.691 | (55) |
| 4.422 | (55) | 7.743 | (56) | 8.833 | (56) | 9.728 | (55) | 10.715 | (56) |
| 4.469 | (55) | 7.753 | (56) | 8.854 | (56) | 9.733 | (55) | 10.716 | (56) |
| 4.501 | (56) | 7.767 | (56) | 8.858 | (56) | 9.734 | (55) | 10.732 | (56) |
| 4.662 | (56) | 7.789 | (56) | 8.875 | (56) | 9.735 | (55) | 10.736 | (56) |
| 5.109 | (54) | 7.838 | (56) | 8.876 | (55) | 9.751 | (56) | 10.750 | (56) |
| 5.206 | (56) | 7.861 | (56) | 8.880 | (55) | 9.773 | (56) | 10.751 | (56) |
| 5.223 | (54) | 7.947 | (55) | 8.881 | (56) | 9.778 | (56) | 10.802 | (56) |
| 5.373 | (55) | 7.948 | (55) | 8.888 | (55) | 9.793 | (56) | 10.823 | (55) |
| 5.403 | (48) | 7.949 | (55) | 8.890 | (56) | 9.800 | (56) | 10.890 | (56) |
| 5.404 | (48) | 7.950 | (55) | 8.896 | (56) | 9.801 | (55) | 10.918 | (56) |
| 5.405 | (46) | 7.986 | (56) | 8.902 | (56) | 9.828 | (56) | 10.921 | (56) |
| 5.406 | (45) | 8.055 | (56) | 8.905 | (55) | 9.834 | (56) | 10.923 | (55) |
| 5.407 | (46) | 8.056 | (56) | 8.907 | (56) | 9.838 | (56) | 10.931 | (55) |
| 5.408 | (48) | 8.057 | (56) | 8.923 | (56) | 9.839 | (55) | 10.937 | (56) |
| 5.491 | (56) | 8.058 | (54) | 8.924 | (56) | 9.840 | (55) | 10.968 | (55) |
| 5.593 | (55) | 8.064 | (56) | 8.945 | (55) | 9.906 | (56) | 10.959 | (55) |
| 5.665 | (55) | 8.085 | (56) | 8.949 | (55) | 9.921 | (55) | 11.004 | (56) |
| 5.683 | (55) | 8.089 | (56) | 8.954 | (56) | 9.924 | (56) | 11.026 | (56) |
| 5.764 | (56) | 8.098 | (55) | 8.957 | (56) | 9.974 | (56) | 11.029 | (55) |
| 5.862 | (56) | 8.099 | (56) | 8.971 | (56) | 9.979 | (48) | 11.044 | (56) |
| 5.889 | (53) | 8.106 | (56) | 8.978 | (56) | 10.006 | (56) | 11.113 | (56) |
| 5.903 | (56) | 8.107 | (56) | 8.994 | (54) | 10.009 | (56) | 11.130 | (56) |
| 5.905 | (56) | 8.109 | (56) | 8.995 | (56) | 10.014 | (56) | 11.169 | (56) |
| 5.907 | (56) | 8.110 | (56) | 8.996 | (56) | 10.016 | (54) | 11.200 | (56) |
| 5.908 | (56) | 8.112 | (56) | 9.007 | (56) | 10.021 | (56) | 11.268 | (56) |
| 5.911 | (56) | 8.116 | (56) | 9.010 | (55) | 10.097 | (56) | 11.280 | (56) |
| 5.912 | (56) | 8.120 | (56) | 9.011 | (55) | 10.141 | (55) | 11.300 | (56) |
| 5.913 | (56) | 8.126 | (56) | 9.014 | (56) | 10.145 | (56) | 11.354 | (56) |
| 5.918 | (56) | 8.139 | (56) | 9.019 | (56) | 10.187 | (56) | 11.397 | (56) |
| 5.920 | (56) | 8.147 | (56) | 9.020 | (54) | 10.203 | (56) | 11.398 | (56) |
| 5.922 | (56) | 8.161 | (56) | 9.030 | (56) | 10.243 | (54) | 11.399 | (56) |
| 5.924 | (56) | 8.200 | (56) | 9.032 | (55) | 10.260 | (56) | 11.451 | (56) |
| 5.927 | (56) | 8.201 | (56) | 9.034 | (56) | 10.301 | (56) | 11.499 | (55) |
| 5.936 | (55) | 8.218 | (56) | 9.069 | (56) | 10.304 | (54) | 11.500 | (55) |
| 5.937 | (55) | 8.219 | (56) | 9.101 | (56) | 10.315 | (54) | 11.507 | (55) |
| 5.974 | (56) | 8.226 | (56) | 9.102 | (56) | 10.316 | (56) | 11.510 | (56) |
| 6.008 | (56) | 8.229 | (56) | 9.103 | (56) | 10.319 | (56) | 11.530 | (56) |
| 6.009 | (56) | 8.230 | (56) | 9.104 | (54) | 10.338 | (56) | 11.563 | (56) |
| 6.033 | (56) | 8.231 | (56) | 9.105 | (55) | 10.397 | (54) | 11.600 | (55) |
| 6.050 | (56) | 8.266 | (56) | 9.132 | (56) | 10.400 | (56) | 11.612 | (56) |
| 6.197 | (56) | 8.272 | (56) | 9.138 | (55) | 10.408 | (56) | 11.676 | (56) |
| 6.363 | (55) | 8.278 | (56) | 9.147 | (56) | 10.426 | (54) | 11.709 | (56) |
| 6.381 | (55) | 8.304 | (56) | 9.159 | (56) | 10.443 | (56) | 11.731 | (56) |
| 6.416 | (56) | 8.310 | (56) | 9.164 | (56) | 10.447 | (56) | 11.777 | (56) |
| 6.419 | (55) | 8.311 | (56) | 9.172 | (56) | 10.448 | (56) | 11.778 | (56) |
| 6.454 | (54) | 8.312 | (56) | 9.176 | (56) | 10.449 | (54) | 11.812 | (56) |
| 6.458 | (55) | 8.325 | (56) | 9.178 | (54) | 10.450 | (56) | 11.820 | (56) |
| 6.472 | (55) | 8.327 | (56) | 9.180 | (56) | 10.451 | (56) | 11.849 | (56) |
| 6.645 | (56) | 8.328 | (56) | 9.181 | (56) | 10.462 | (56) | 11.932 | (56) |
| 6.896 | (54) | 8.329 | (56) | 9.182 | (56) | 10.454 | (56) | 11.975 | (56) |
| 6.900 | (56) | 8.340 | (56) | 9.239 | (56) | 10.455 | (56) | 11.996 | (56) |
| 7.182 | (56) | 8.341 | (56) | 9.245 | (56) | 10.458 | (56) | 12.009 | (55) |
| 7.186 | (56) | 8.345 | (56) | 9.248 | (56) | 10.460 | (54) | 12.040 | (56) |
| 7.187 | (56) | 8.346 | (56) | 9.252 | (56) | 10.470 | (56) | 12.051 | (56) |
| 7.192 | (56) | 8.360 | (56) | 9.274 | (56) | 10.474 | (56) | 12.112 | (56) |
| 7.259 | (56) | 8.367 | (56) | 9.276 | (56) | 10.478 | (56) | 12.113 | (56) |
| 7.260 | (56) | 8.375 | (56) | 9.288 | (54) | 10.501 | (56) | 12.136 | (56) |
| 7.262 | (56) | 8.399 | (56) | 9.299 | (56) | 10.503 | (56) | 12.210 | (56) |
| 7.264 | (56) | 8.404 | (56) | 9.300 | (56) | 10.506 | (56) | 12.233 | (56) |
| 7.265 | (56) | 8.423 | (56) | 9.329 | (56) | 10.514 | (56) | 12.244 | (56) |
| 7.278 | (56) | 8.440 | (56) | 9.356 | (56) | 10.520 | (56) | 12.254 | (45) |
| 7.302 | (55) | 8.479 | (56) | 9.369 | (56) | 10.531 | (56) | 12.271 | (56) |
| 7.323 | (56) | 8.488 | (56) | 9.376 | (56) | 10.539 | (56) | 12.344 | (56) |
| 7.336 | (56) | 8.489 | (56) | 9.398 | (56) | 10.556 | (56) | 12.418 | (56) |
| 7.369 | (56) | 8.500 | (56) | 9.401 | (56) | 10.560 | (56) | 12.429 | (56) |
| 7.370 | (56) | 8.503 | (56) | 9.421 | (56) | 10.584 | (56) | 12.433 | (55) |
| 7.416 | (56) | 8.519 | (56) | 9.462 | (56) | 10.607 | (56) | 12.550 | (56) |
| 7.417 | (56) | 8.520 | (56) | 9.474 | (56) | 10.613 | (56) | 12.583 | (56) |
| 7.418 | (56) | 8.521 | (56) | 9.499 | (56) | 10.620 | (56) | 12.590 | (56) |
| 7.476 | (56) | 8.561 | (56) | 9.501 | (56) | 10.632 | (54) | 12.629 | (56) |
| 7.510 | (56) | 8.573 | (56) | 9.507 | (56) | 10.635 | (56) | 12.646 | (56) |
| 7.559 | (56) | 8.582 | (56) | 9.513 | (56) | 10.645 | (55) | 12.686 | (56) |
| 7.567 | (56) | 8.591 | (56) | 9.533 | (55) | 10.662 | (56) | 12.697 | (56) |

12.718 (56)
12.721 (56)
12.739 (56)
12.787 (56)
12.850 (56)
12.865 (56)
12.940 (56)
13.016 (56)
13.117 (55)
13.170 (56)
13.219 (55)
13.224 (56)
13.261 (56)
13.327 (55)
13.338 (56)
13.399 (56)
13.401 (56)
13.420 (56)
13.477 (56)
13.513 (55)
13.525 (56)
13.531 (55)
13.573 (56)
13.584 (55)
13.595 (55)
13.607 (56)
13.621 (56)
13.672 (56)
13.673 (56)
13.678 (55)
13.728 (56)
13.769 (56)
13.820 (56)
13.873 (56)
13.877 (55)
13.883 (56)
13.919 (56)
13.920 (55)
13.938 (56)
14.053 (55)
14.054 (55)
14.056 (56)
14.090 (56)
14.094 (56)
14.100 (56)
14.102 (56)
14.120 (56)
14.126 (55)
14.129 (56)
14.147 (56)
14.182 (54)
14.220 (56)
14.247 (55)
14.259 (56)
14.287 (53)
14.388 (56)
14.449 (56)
14.458 (56)
14.459 (55)
14.460 (56)
14.528 (56)
14.561 (56)
14.636 (56)
14.649 (56)
14.651 (56)
14.671 (56)
14.717 (56)
14.765 (56)
14.796 (56)
14.821 (56)
14.826 (56)
14.855 (56)
14.865 (56)
14.866 (56)
14.867 (56)
14.870 (56)
14.871 (56)
14.900 (56)
14.939 (56)
14.934 (56)
14.998 (44)
15.030 (56)
15.059 (56)
15.086 (56)
15.096 (56)
15.136 (56)
15.182 (56)
15.202 (56)
15.224 (56)
15.288 (56)
15.301 (56)
15.326 (54)
15.358 (56)
15.367 (56)
15.410 (56)
15.434 (56)
15.468 (56)
15.494 (53)
15.506 (56)
15.511 (56)
15.541 (54)
15.567 (56)
15.568 (56)
15.586 (55)
15.681 (56)
15.740 (56)
15.955 (56)
15.956 (56)
15.958 (56)
15.978 (56)
15.999 (56)
16.032 (56)
16.037 (56)
16.053 (56)
16.060 (55)
16.073 (55)
16.075 (56)
16.206 (56)
16.259 (56)
16.261 (56)
16.276 (56)
16.287 (56)
16.291 (56)
16.300 (56)
16.310 (48)
16.318 (56)
16.321 (55)
16.367 (56)
16.396 (56)
16.397 (56)
16.398 (56)
16.399 (56)
16.400 (56)
16.401 (56)
16.452 (56)
16.466 (56)
16.501 (56)
16.554 (56)
16.566 (56)
16.567 (56)
16.609 (56)
16.688 (56)
16.697 (56)
16.701 (54)
16.741 (56)
16.798 (56)
16.806 (56)
16.873 (56)
16.897 (56)
16.911 (56)
16.941 (55)
16.949 (56)
16.975 (54)
16.986 (56)
17.000 (55)
17.001 (55)
17.037 (56)
17.052 (56)
17.108 (56)
17.163 (56)
17.227 (56)
17.247 (56)
17.248 (55)
17.254 (56)
17.288 (56)
17.319 (56)
17.341 (56)
17.390 (55)
17.400 (56)
17.401 (54)
17.413 (56)
17.467 (56)
17.512 (56)
17.513 (56)
17.533 (56)
17.573 (56)
17.576 (56)
17.595 (56)
17.619 (56)
17.642 (56)
17.680 (56)
17.682 (54)
17.726 (56)
17.747 (56)
17.778 (56)
17.791 (56)
17.832 (56)
17.874 (56)
17.878 (54)
17.916 (56)
17.953 (56)
17.962 (56)
17.980 (56)
17.985 (54)
17.986 (54)
18.018 (54)
18.042 (54)
18.054 (56)
18.059 (56)
18.078 (55)
18.079 (55)
18.093 (56)
18.097 (56)
18.098 (56)
18.119 (54)
18.129 (55)
18.159 (56)
18.189 (55)
18.202 (55)
18.224 (56)
18.225 (56)
18.233 (55)
18.287 (55)
18.288 (55)
18.295 (55)
18.299 (55)
18.336 (56)
18.348 (56)
18.372 (56)
18.387 (56)
18.401 (56)
18.402 (56)
18.426 (56)
18.431 (55)
18.434 (55)
18.435 (55)
18.436 (56)
18.437 (55)
18.438 (56)
18.440 (55)
18.441 (55)
18.479 (56)
18.480 (55)
18.483 (56)
18.485 (56)
18.498 (56)
18.517 (56)
18.525 (55)
18.529 (55)
18.533 (55)
18.553 (56)
18.587 (55)
18.588 (55)
18.600 (55)
18.601 (55)
18.647 (56)
18.650 (55)
18.656 (55)
18.682 (55)
18.688 (55)
18.689 (55)
18.703 (55)
18.735 (55)
18.736 (55)
18.754 (56)
18.780 (56)
18.836 (56)
18.858 (56)
18.867 (56)
18.883 (56)
18.944 (55)
18.956 (55)
18.957 (55)
18.958 (56)
18.960 (56)
18.974 (56)
19.012 (55)
19.015 (56)
19.039 (54)
19.041 (55)
19.044 (56)
19.097 (56)
19.123 (56)
19.129 (56)
19.182 (56)
19.199 (56)
19.218 (55)
19.271 (56)
19.274 (56)
19.284 (56)
19.287 (55)
19.289 (56)
19.291 (54)
19.347 (56)
19.369 (56)
19.391 (53)
19.402 (55)
19.410 (56)
19.456 (56)
19.457 (56)
19.466 (56)
19.500 (56)
19.551 (55)
19.594 (56)
19.632 (56)
19.670 (56)
19.676 (55)
19.715 (55)
19.758 (56)
19.770 (55)
19.784 (56)
19.798 (56)
19.799 (56)
19.838 (56)
19.871 (55)
19.877 (56)
19.892 (56)
19.903 (55)
19.971 (56)
19.994 (56)
19.998 (53)
19.999 (55)
20.010 (56)
20.040 (56)
20.046 (56)
20.050 (55)
20.076 (56)
20.088 (55)
20.089 (56)
20.090 (55)
20.091 (55)
20.092 (55)
20.142 (56)
20.193 (54)
20.203 (56)
20.231 (54)
20.242 (56)
20.249 (55)
20.250 (55)
20.258 (56)
20.270 (56)
20.271 (56)
20.336 (55)
20.346 (54)
20.354 (56)
20.359 (54)
20.392 (55)
20.415 (56)
20.486 (55)
20.580 (55)
20.588 (56)
20.596 (56)
20.651 (56)
20.707 (55)
20.708 (53)
20.709 (55)
20.710 (55)
20.723 (55)
20.731 (56)
20.744 (55)
20.769 (54)
20.787 (55)
20.810 (56)
20.886 (54)
20.888 (56)
20.900 (54)
20.903 (56)
20.904 (56)
20.906 (56)
20.910 (56)
20.923 (56)
20.927 (56)
20.928 (56)
20.936 (56)
20.937 (56)
20.939 (56)
20.965 (56)
20.970 (56)
20.973 (56)
20.975 (56)
20.976 (56)
21.004 (56)
21.007 (56)
21.008 (56)
21.009 (56)
21.014 (56)
21.051 (56)
21.055 (56)
21.059 (56)
21.060 (56)
21.117 (55)
21.118 (55)
21.119 (56)
21.132 (56)
21.250 (56)
21.252 (56)
21.269 (56)
21.270 (56)
21.345 (56)
21.349 (56)
21.356 (56)
21.357 (56)
21.361 (56)
21.373 (56)
21.374 (56)
21.386 (56)
21.410 (55)
21.431 (56)
21.491 (56)
21.493 (55)
21.499 (56)

## II. — Emission 1931

Les nombres inscrits à la suite des numéros des obligations indiquent le millésime du tirage au sort.

21.540 (56)
21.573 (56)
21.618 (56)
21.649 (56)
21.650 (56)
21.672 (56)
21.696 (54)
21.736 (54)
21.749 (55)
21.753 (56)
21.786 (53)
21.790 (56)
21.847 (56)
21.888 (56)
21.905 (55)
21.914 (56)
21.959 (55)
21.962 (56)
22.024 (56)
22.066 (56)
22.099 (56)
22.111 (56)
22.124 (56)
22.140 (56)
22.165 (56)
22.191 (55)
22.192 (55)
22.256 (56)
22.257 (56)
22.311 (56)
22.363 (56)
22.365 (56)
22.397 (56)
22.503 (56)
22.545 (56)
22.546 (56)
22.615 (56)
22.620 (56)
22.644 (56)
22.682 (56)
22.713 (56)
22.736 (56)
22.800 (56)
22.839 (56)
22.867 (56)
22.886 (55)
22.896 (56)
22.939 (56)
22.966 (56)
23.006 (54)
23.010 (56)
23.044 (55)
23.056 (56)
23.067 (55)
23.122 (56)
23.142 (56)
23.162 (56)
23.198 (56)
23.222 (56)
23.255 (56)
23.271 (56)
23.334 (56)
23.353 (56)
23.423 (55)
23.443 (56)
23.468 (56)
23.503 (56)
23.554 (56)
23.586 (55)
23.602 (56)
23.665 (56)
23.675 (56)
23.676 (56)
23.679 (56)
23.682 (46)
23.794 (56)
23.816 (56)
23.888 (56)
23.898 (53)
23.955 (55)
23.957 (56)
23.970 (56)
24.012 (56)
24.033 (56)
24.105 (56)
24.107 (54)
24.126 (56)
24.127 (56)
24.160 (56)
24.229 (55)
24.232 (56)
24.260 (56)
24.292 (56)
24.316 (56)
24.380 (56)
24.385 (55)
24.396 (56)
24.398 (56)
24.408 (56)
24.414 (55)
24.418 (54)
24.525 (56)
24.573 (56)
24.592 (56)
24.634 (56)
24.680 (56)
24.716 (56)
24.749 (56)
24.815 (56)
24.839 (56)
24.893 (56)
24.927 (56)
24.996 (54)
25.035 (56)
25.040 (56)
25.069 (53)
25.077 (56)
25.096 (56)
25.101 (56)
25.132 (46)
25.157 (56)
25.209 (56)
25.233 (56)
25.276 (56)
25.308 (56)
25.334 (53)
25.335 (56)
25.369 (55)
25.379 (56)
25.454 (56)
25.483 (56)
25.544 (56)
25.574 (56)
25.609 (56)
25.666 (56)
25.676 (56)
25.742 (55)
25.744 (56)
25.780 (56)
25.795 (56)
25.816 (55)
25.830 (56)
25.831 (56)
25.832 (56)
25.833 (56)
25.899 (56)
25.900 (56)
25.962 (56)
25.963 (55)
25.970 (56)
25.984 (56)
25.988 (56)
25.989 (56)
26.026 (55)
26.051 (55)
26.053 (56)
26.059 (56)
26.090 (56)
26.093 (56)
26.141 (56)
26.174 (56)
26.195 (55)
26.201 (55)
26.209 (56)
26.232 (56)
26.241 (56)
26.242 (56)
26.244 (56)
26.274 (56)
26.299 (56)
26.300 (56)
26.308 (56)
26.324 (56)
26.331 (56)
26.359 (55)
26.366 (56)
26.426 (56)
26.438 (56)
26.457 (56)
26.492 (55)
26.531 (56)
26.534 (56)
26.612 (53)
26.620 (56)
26.623 (56)
26.628 (56)
26.635 (55)
26.667 (56)
26.759 (55)
26.774 (56)
26.880 (56)
26.926 (56)
26.927 (56)
26.952 (56)
26.957 (56)
26.977 (56)
26.978 (56)
26.979 (56)
27.009 (56)
27.016 (55)
27.025 (56)
27.068 (56)
27.181 (56)
27.195 (56)
27.197 (56)
27.205 (56)
27.206 (56)
27.322 (56)
27.327 (56)
27.330 (56)
27.331 (56)
27.333 (56)
27.336 (56)
27.404 (56)
27.433 (56)
27.497 (56)
27.498 (56)
27.513 (56)
27.530 (56)
27.546 (56)
27.556 (55)
27.569 (56)
27.570 (56)
27.571 (56)
27.643 (56)
27.656 (56)
27.668 (56)
27.705 (56)
27.738 (56)
27.741 (56)
27.744 (56)
27.783 (56)
27.806 (56)
27.832 (56)
27.839 (56)
27.884 (56)
27.892 (56)
27.920 (56)
27.979 (56)
28.029 (56)
28.113 (55)
28.119 (56)
28.190 (56)
28.240 (56)
28.242 (56)
28.291 (56)
28.294 (56)
28.308 (56)
28.361 (56)
28.391 (56)
28.406 (56)
28.418 (56)
28.450 (56)
28.464 (56)
28.472 (56)
28.480 (55)
28.509 (56)
28.518 (56)
28.546 (56)
28.600 (56)
28.622 (55)
28.626 (56)
28.633 (56)
28.670 (56)
28.677 (55)
28.681 (56)
28.696 (56)
28.709 (55)
28.765 (56)
28.766 (56)
28.767 (56)
28.850 (55)
28.879 (55)
28.981 (55)
28.990 (54)
29.008 (56)
29.009 (56)
29.010 (56)
29.011 (56)
29.013 (56)
29.113 (56)
29.117 (56)
29.122 (56)
29.125 (56)
29.128 (56)
29.210 (56)
29.216 (56)
29.227 (56)
29.243 (56)
29.291 (56)
29.307 (56)
29.375 (56)
29.514 (56)
29.550 (55)
29.554 (56)
29.586 (56)
29.587 (56)
29.588 (56)
29.593 (56)
29.622 (55)
29.645 (56)
29.700 (56)
29.722 (54)
29.726 (56)
29.747 (54)
29.764 (56)
29.769 (47)
29.774 (53)
29.804 (56)
29.828 (56)
29.877 (56)
29.900 (55)
29.902 (56)
29.964 (56)
29.976 (46)
29.995 (56)
30.029 (56)
30.033 (55)
30.041 (56)
30.090 (56)
30.129 (56)
30.130 (56)
30.136 (55)
30.137 (56)
30.138 (53)
30.194 (56)
30.206 (56)
30.230 (56)
30.260 (56)
30.278 (56)
30.303 (56)
30.317 (56)
30.337 (55)
30.359 (56)
30.419 (56)
30.461 (56)
30.476 (56)
30.499 (56)
30.554 (55)
30.571 (56)
30.572 (56)
30.573 (56)
30.577 (54)
30.587 (56)
30.588 (56)
30.589 (56)
30.670 (56)
30.671 (56)
30.672 (56)
30.698 (56)
30.786 (56)
30.787 (56)
30.788 (56)
30.831 (56)
30.832 (56)
30.845 (56)
30.860 (56)
30.864 (55)
30.865 (55)
30.874 (56)
30.885 (56)
30.887 (56)
30.888 (56)
30.889 (56)
30.890 (56)
30.891 (56)
30.939 (56)
30.991 (56)
31.018 (56)
31.021 (56)
31.034 (56)
31.036 (56)
31.039 (56)
31.056 (56)
31.063 (48)
31.074 (56)
31.093 (56)
31.105 (56)
31.107 (54)
31.108 (54)
31.109 (54)
31.110 (54)
31.141 (56)
31.170 (56)
31.174 (56)
31.175 (56)
31.177 (56)
31.185 (56)
31.191 (56)
31.230 (56)
31.236 (56)
31.249 (54)
31.256 (56)
31.271 (56)
31.289 (56)
31.296 (56)
31.303 (56)
31.312 (54)
31.330 (54)
31.333 (56)
31.336 (56)
31.344 (56)
31.370 (56)
31.378 (56)
31.422 (56)
31.429 (56)
31.444 (56)
31.470 (56)
31.474 (54)
31.476 (56)
31.496 (56)
31.502 (56)
31.503 (56)
31.513 (56)
31.526 (56)
31.560 (56)
31.575 (56)
31.579 (56)
31.580 (53)
31.581 (54)
31.593 (56)
31.610 (56)
31.613 (56)
31.728 (56)
31.734 (56)
31.783 (56)
31.785 (56)
31.786 (56)
31.787 (56)
31.822 (56)
31.825 (54)
31.829 (55)
31.857 (53)
31.860 (56)
31.861 (56)
31.865 (56)
31.907 (56)
31.929 (56)
31.930 (56)
31.938 (56)
31.961 (56)
31.966 (56)
31.968 (54)
31.984 (56)
31.994 (56)
31.997 (55)
31.998 (55)
32.006 (56)
32.014 (54)
32.032 (55)
32.069 (56)
32.256 Opp.
32.257 Opp.
32.259 Opp.
32.351 (55)
32.530 (54)
32.550 (55)
32.619 (56)
32.685 (54)
32.710 (55)
32.711 (55)
32.778 (56)
32.782 (56)
32.984 (55)
33.036 (56)
33.048 (54)
33.109 (56)
33.116 (54)
33.127 (55)
33.170 (54)
33.180 (48)
33.226 (56)
33.326 (55)
33.402 (55)
33.416 (56)
33.487 (56)
33.503 (55)
33.607 (55)
33.617 (55)
33.633 (56)
33.666 (56)
33.668 (55)
33.744 (56)
33.824 (53)
33.911 (56)
33.962 (56)
33.967 (54)
33.998 (55)
34.022 (54)
34.029 (55)
34.068 (56)
34.113 (56)
34.116 (56)
34.187 (53)
34.214 (55)
34.231 (56)
34.293 (55)
34.310 (56)
34.339 (56)
34.473 (56)
34.480 (54)
34.486 (55)
34.509 (45)
34.512 (48)
34.515 (46)
34.521 (47)
34.534 (56)
34.610 (55)
34.653 (56)
34.669 (56)
34.700 (55)
34.745 (56)
34.746 (56)
34.871 (55)
34.879 (56)
34.916 (56)
34.943 (56)
35.014 (55)
35.040 (54)
35.046 (56)
35.109 (56)
35.111 (55)
35.139 Opp.
35.179 (56)
35.184 (56)
35.201 (55)
35.216 (55)
35.230 (56)
35.258 (54)
35.259 (54)
35.311 (56)
35.349 (56)
35.392 (55)
35.400 (56)
35.431 (54)
35.497 (55)
35.499 (54)
35.501 (56)
35.555 (56)
35.571 (53)
35.602 (56)
35.621 (56)
35.728 (54)
35.819 (56)
35.824 (56)
35.840 (54)
35.865 (56)
35.990 (55)
36.001 (55)
36.008 (56)
36.029 (56)
36.141 (56)
36.187 (55)
36.225 (56)
36.354 (56)
36.362 (56)

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 36.378 | (56) | 36.659 | (56) | 36.824 | (56) | 37.004 | (56) | 37.188 | (56) |
| 36.392 | (56) | 36.685 | (56) | 36.836 | (55) | 37.019 | (55) | 37.245 | (56) |
| 36.430 | (56) | 36.691 | (56) | 36.857 | (56) | 37.039 | (56) | 37.305 | (55) |
| 36.466 | (56) | 36.751 | (56) | 36.865 | (56) | 37.059 | (53) | 37.329 | (56) |
| 36.518 | (56) | 36.752 | (56) | 36.873 | (56) | 37.070 | (56) | 37.431 | (56) |
| 36.531 | (56) | 36.769 | (56) | 36.886 | (56) | 37.107 | (54) | 37.461 | (46) |
| 36.562 | (56) | 36.799 | (54) | 36.918 | (55) | 37.114 | (56) | 37.462 | (46) |
| 36.607 | (56) | 36.814 | (56) | 36.987 | (56) | 37.125 | (54) | 37.478 | (54) |

**Numéro du coupon devant être attaché au titre.**

Remboursement 1944 (10e tirage), coupon 31, mai 1945.
Remboursement 1945 (11e tirage), coupon 33, mai 1946.
Remboursement 1946 (12e tirage), coupon 35, mai 1947.
Remboursement 1947 (13e tirage), coupon 37, mai 1948.
Remboursement 1948 (14e tirage), coupon 39, mai 1949.
Remboursement 1953 (19e tirage), coupon 49-50, mai 1954.
Remboursement 1954 (20e tirage), coupon 51-52, mai 1955.
Remboursement 1955 (21e tirage), coupon 53-54, mai 1956.
Remboursement 1956 (22e tirage), coupon 55-56, mai 1957.

## Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique

**(S. A. G. E. M.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.200.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 6, AVENUE D'IÉNA, PARIS (16e)
Registre du commerce : Seine n° 210241 B.

*Obligations de 5.000 F 4 1/4 0/0 1946.*

**Série des 139 obligations amorties au premier tirage au sort du 14 novembre 1956 formant, avec les obligations rachetées en Bourse par la société émettrice, la totalité de l'annuité à amortir au 1er décembre 1956.**

3.935 à 4.168

Ces obligations seront remboursables à 5.000 F.

Les amortissements antérieurs ont été couverts par rachats en Bourse.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du* 31 *décembre* 1946.)

## Société anonyme des Verreries Aupècle

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60.480.000 F
SIÈGE SOCIAL :
RUE DE LA VERRERIE, CHALON-SUR-SAONE (SAÔNE-ET-LOIRE)
Registre du commerce : Chalon-sur-Saône n° 2366.

*Obligations 4 1/2 0/0 1947 de 5.000 F.*

**Dixième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 95 obligations dont l'amortissement est prévu au 15 janvier 1957.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis antérieurement par tirage ont été présentés au remboursement.

## COMPAGNIE GENERALE DES PAPIERS

**(Féron et Lenfant réunis)**

42, RUE DES SEPT-ARPENTS, PANTIN (SEINE)
CAPITAL SOCIAL : 180.000.000 DE FRANCS
R. C. : Seine 56-B 4754.

**Liste des obligations 4,25 0/0 1945 sorties au tirage au sort du 6 novembre 1956.**

Conformément aux conditions de l'émission, l'amortissement 1956 a été assuré :

Par rachats en Bourse.............................. 56 obligations.
Par tirage au sort en date du 6 novembre 1956.... 50 obligations.

**Les obligations dont les numéros suivent, sorties au tirage au sort, sont remboursables à 2.000 F à partir du 15 novembre 1956.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 69 | 101 | 235 | 339 | 342 | 1.503 | 1.526 | 1.639 | 1.677 | 1.777 |
| 480 | 591 | 603 | 614 | 634 | 1.788 | 1.816 | 1.914 | 1.932 | 1.936 |
| 697 | 814 | 880 | 944 | 966 | 1.956 | 1.965 | 1.966 | 2.006 | 2.074 |
| 968 | 1.085 | 1.201 | 1.316 | 1.327 | 2.223 | 2.237 | 2.370 | 2.396 | 2.448 |
| 1.331 | 1.398 | 1.434 | 1.436 | 1.494 | 2.463 | 2.536 | 2.616 | 2.629 | 2.640 |

## Compagnie Industrielle et Financière des Ateliers et Chantiers de la Loire

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.400.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 4, RUE DE TÉHÉRAN, A PARIS (8e)
Registre du commerce : Seine n° 54-B 4911.

*Obligations 4 1/4 0/0 1947 de 5.000 F.*

**Dixième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 870 obligations dont l'amortissement est prévu au 15 janvier 1957.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis antérieurement par tirage ont été présentés au remboursement.

## ETABLISSEMENTS ECONOMIQUES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100.570.000 F
SIÈGE SOCIAL : 76, RUE DU DOCTEUR-LEMOINE, REIMS (MARNE)
Registre du commerce : Reims n° 54-B 49.

*Obligations 4 1/2 0/0 1947 de 5.000 F.*

**Dixième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 97 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er janvier 1957.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements antérieurs ont également été couverts par rachats en Bourse.

## TISSAGES DE SOIERIES REUNIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 600.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 24, RUE DE LA BANQUE, PARIS
Registre du commerce : Seine n° 333456 B.

*Obligations de 10.000 F 6 3/4 0/0 1949.*

**Liste des 61 obligations sorties au deuxième tirage au sort du 12 novembre 1956, forment la totalité de l'annuité à amortir au 15 décembre 1956.**

201 à 261

Ces obligations seront remboursables à 10.000 F.

## SOCIETE STEPHANOISE de CONSTRUCTIONS MECANIQUES

**Anciens établissements Clair frères.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 72.000.000 DE FRANCS
DIVISÉ EN 72.000 ACTIONS DE 1.000 F ENTIÈREMENT LIBÉRÉES
SIÈGE SOCIAL : 2, RUE ACHILLE, A SAINT-ETIENNE
R. C. : Saint-Etienne 3899.

*Emprunt de 3.000 bons 4 0/0 1945 de 2.000 F nominal amortissables en quinze ans à partir du 1er décembre 1945.*

**Liste des bons sortis au tirage du 2 novembre 1956 et remboursables à partir du 1er décembre 1956 à 2.000 F.**

1 à 232 inclus. — 340 à 900 inclus. — 2.958 à 3.000 inclus.

**Bons sortis aux tirages antérieurs.**

| NUMEROS | DATES de tirage. | DATES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 2.198 à 2.347 | sept. 1946 | 1er déc. 1946 | 2.000 F |
| 1.858 à 2.013 | sept. 1947 | 1er déc. 1947 | 2.000 |
| 283 à 339 | sept. 1948 | 1er déc. 1948 | 2.000 |

Payables au Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris, et dans toutes ses succursales et agences en France.

## Docks Franc-Comtois et Bourguignons

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 400 MILLIONS DE FRANCS
8, RUE DES DOCKS, BESANÇON
R. C. : Besançon 55-B 60.

### I. — *Obligations 5 0/0 1931 (1re tranche).*

**LISTE NUMERIQUE**

**Des 167 obligations amorties au tirage du 28 septembre 1956, remboursables à partir du 1er novembre 1956, à raison de 1.000 F net par obligation,** au Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, à Besançon, coupon du 1er mai 1957 attaché. Ces obligations cesseront de porter intérêt à dater du 1er novembre 1956. Ces obligations complètent avec celles rachetées en Bourse le nombre de titres à amortir au 1er novembre 1956;

**Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. |
|---|---|---|---|---|
| 96 (55) | 1.082 (54) | 2.202 (56) | 2.909 (56) | 3.444 (55) |
| 97 (55) | 1.083 (54) | 2.209 (56) | 2.913 (56) | 3.445 (55) |
| 98 (55) | 1.084 (54) | 2.210 (56) | 2.914 (56) | 3.502 (52) |
| 99 (55) | 1.101 (54) | 2.212 (56) | 2.915 (56) | 3.503 (52) |
| 100 (55) | 1.105 (56) | 2.213 (56) | 2.916 (56) | 3.504 (52) |
| 140 (56) | 1.106 (56) | 2.217 (56) | 2.924 (56) | 3.505 (52) |
| 141 (56) | 1.107 (56) | 2.219 (56) | 2.925 (56) | 3.581 (54) |
| 142 (56) | 1.108 (56) | 2.220 (56) | 2.931 (52) | 3.582 (54) |
| 143 (56) | 1.110 (56) | 2.224 (56) | 2.934 (52) | 3.674 (56) |
| 145 (56) | 1.111 (56) | 2.367 (56) | 2.935 (52) | 3.675 (56) |
| 150 (56) | 1.112 (56) | 2.368 (56) | 2.969 (51) | 3.676 (56) |
| 188 (56) | 1.113 (56) | 2.370 (56) | 2.970 (51) | 3.677 (56) |
| 190 (56) | 1.223 (51) | 2.371 (56) | 2.971 (51) | 3.680 (56) |
| 227 (54) | 1.224 (51) | 2.372 (56) | 2.972 (51) | 3.681 (56) |
| 228 (54) | 1.225 (50) | 2.373 (56) | 2.973 (51) | 3.682 (56) |
| 374 (53) | 1.226 (50) | 2.374 (56) | 2.974 (51) | 3.689 (56) |
| 380 (53) | 1.227 (51) | 2.375 (56) | 3.034 (51) | 3.754 (54) |
| 381 (53) | 1.228 (51) | 2.429 (55) | 3.048 (54) | 3.755 (54) |
| 383 (53) | 1.229 (50) | 2.430 (55) | 3.049 (54) | 3.762 (54) |
| 384 (53) | 1.230 (51) | 2.431 (55) | 3.050 (53) | 3.795 (55) |
| 385 (53) | 1.231 (51) | 2.705 (52) | 3.051 (53) | 3.796 (55) |
| 386 (53) | 1.232 (51) | 2.706 (52) | 3.070 (53) | 3.797 (55) |
| 389 (49) | 1.242 (51) | 2.707 (52) | 3.087 (55) | 3.798 (55) |
| 431 (54) | 1.243 (51) | 2.708 (52) | 3.088 (55) | 3.799 (55) |
| 432 (54) | 1.544 (55) | 2.709 (52) | 3.103 (55) | 3.806 (55) |
| 433 (55) | 1.545 (55) | 2.710 (52) | 3.104 (55) | 3.915 (56) |
| 439 (55) | 1.546 (55) | 2.711 (54) | 3.105 (55) | 3.916 (56) |
| 440 (56) | 1.547 (55) | 2.713 (54) | 3.109 (56) | 3.937 (56) |
| 441 (56) | 1.548 (55) | 2.714 (54) | 3.114 (56) | 3.938 (56) |
| 442 (56) | 1.549 (55) | 2.720 (54) | 3.115 (56) | 3.939 (56) |
| 444 (56) | 1.550 (55) | 2.721 (54) | 3.118 (56) | 3.940 (56) |
| 447 (56) | 1.551 (55) | 2.722 (55) | 3.119 (56) | 3.942 (56) |
| 448 (56) | 1.552 (55) | 2.723 (55) | 3.120 (56) | 3.943 (56) |
| 449 (56) | 1.614 (52) | 2.724 (55) | 3.121 (56) | 3.944 (56) |
| 452 (56) | 1.615 (52) | 2.725 (55) | 3.134 (56) | 3.945 (56) |
| 541 (56) | 1.624 (52) | 2.726 (55) | 3.141 (56) | 3.970 (55) |
| 545 (56) | 1.626 (54) | 2.727 (55) | 3.144 (56) | 3.971 (55) |
| 546 (56) | 1.824 (56) | 2.728 (55) | 3.211 (50) | 3.973 (55) |
| 547 (56) | 1.825 (56) | 2.729 (55) | 3.229 (54) | 3.984 (55) |
| 548 (56) | 1.826 (56) | 2.746 (56) | 3.257 (54) | 4.054 (52) |
| 549 (56) | 1.827 (56) | 2.748 (56) | 3.259 (56) | 4.072 (56) |
| 550 (56) | 1.828 (56) | 2.749 (56) | 3.260 (56) | 4.073 (56) |
| 551 (56) | 1.839 (55) | 2.762 (56) | 3.261 (56) | 4.074 (56) |
| 600 (54) | 1.841 (56) | 2.766 (56) | 3.263 (56) | 4.076 (56) |
| 601 (54) | 1.842 (56) | 2.767 (56) | 3.264 (56) | 4.077 (56) |
| 662 (55) | 1.857 (55) | 2.768 (56) | 3.265 (56) | 4.078 (56) |
| 664 (55) | 1.860 (55) | 2.770 (53) | 3.267 (56) | 4.081 (56) |
| 799 (54) | 1.861 (55) | 2.787 (51) | 3.268 (56) | 4.082 (56) |
| 813 (56) | 1.862 (55) | 2.824 (50) | 3.273 (45) | 4.097 (51) |
| 815 (56) | 1.863 (55) | 2.857 (54) | 3.274 (45) | 4.099 (51) |
| 816 (56) | 1.979 (56) | 2.858 (55) | 3.275 (45) | 4.301 (56) |
| 817 (56) | 1.998 (53) | 2.865 (55) | 3.281 (45) | 4.302 (56) |
| 819 (56) | 2.022 (56) | 2.866 (55) | 3.312 (55) | 4.303 (56) |
| 820 (56) | 2.023 (56) | 2.868 (55) | 3.319 (55) | 4.304 (56) |
| 821 (56) | 2.024 (56) | 2.869 (55) | 3.320 (46) | 4.305 (56) |
| 822 (56) | 2.025 (56) | 2.871 (55) | 3.417 (54) | 4.307 (56) |
| 824 (56) | 2.026 (56) | 2.872 (55) | 3.418 (54) | 4.308 (56) |
| 826 (56) | 2.027 (56) | 2.873 (55) | 3.419 (54) | 4.309 (56) |
| 867 (55) | 2.029 (56) | 2.875 (55) | 3.425 (54) | 4.328 (51) |
| 868 (55) | 2.176 (54) | 2.876 (55) | 3.426 (56) | 4.369 (55) |
| 879 (55) | 2.177 (54) | 2.879 (56) | 3.427 (56) | 4.370 (55) |
| 884 (52) | 2.178 (54) | 2.892 (51) | 3.428 (56) | 4.396 (52) |
| 897 (55) | 2.179 (54) | 2.893 (51) | 3.430 (56) | 4.564 (56) |
| 899 (55) | 2.180 (54) | 2.894 (49) | 3.431 (56) | 4.565 (56) |
| 911 (55) | 2.182 (55) | 2.895 (51) | 3.432 (56) | 4.567 (56) |
| 1.075 (54) | 2.183 (55) | 2.896 (50) | 3.434 (56) | 4.568 (56) |
| 1.076 (54) | 2.185 (55) | 2.897 (51) | 3.435 (56) | 4.586 (56) |
| 1.078 (54) | 2.187 (55) | 2.898 (51) | 3.439 (55) | 4.588 (56) |
| 1.079 (54) | 2.188 (55) | 2.899 (50) | 3.440 (55) | 4.589 (56) |
| 1.080 (54) | 2.190 (55) | 2.900 (51) | 3.441 (55) | 4.590 (56) |
| 1.081 (54) | 2.201 (56) | 2.901 (53) | 3.442 (55) | 4.651 (50) |
| 4.683 (49) | 4.733 (54) | 4.805 (55) | 4.865 (56) | 4.934 (55) |
| 4.777 (54) | 4.801 (55) | 4.809 (55) | 4.866 (56) | 4.935 (55) |
| 4.778 (54) | 4.802 (55) | 4.852 (56) | 4.867 (56) | 4.938 (55) |
| 4.781 (54) | 4.803 (55) | 4.855 (53) | 4.870 (56) | 4.939 (55) |
| 4.782 (54) | 4.804 (55) | 4.858 (56) | 4.900 (53) | 4.997 (55) |

### II. — *Obligations 5 0/0 1931 (2e tranche).*

**LISTE NUMERIQUE**

**Des 103 obligations amorties au tirage du 28 septembre 1956, remboursables à partir du 1er janvier 1957, à raison de 1.000 F net par obligation,** au Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, à Besançon, coupon du 1er juillet 1957 attaché. Ces obligations cesseront de porter intérêt à dater du 1er janvier 1957. Ces obligations complètent avec celles rachetées en Bourse le nombre de titres à amortir au 1er janvier 1957;

**Des obligations amorties aux précédents tirages et non encore remboursées.**

| NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. | NUMÉROS amortis et années des tirages. |
|---|---|---|---|---|
| 5.024 (55) | 6.054 (55) | 6.222 (56) | 6.911 (56) | 8.061 (55) |
| 5.025 (55) | 6.056 (55) | 6.224 (56) | 6.913 (56) | 8.062 (55) |
| 5.027 (55) | 6.057 (55) | 6.225 (56) | 6.915 (56) | 8.063 (55) |
| 5.028 (55) | 6.058 (55) | 6.226 (56) | 6.916 (56) | 8.064 (55) |
| 5.029 (55) | 6.059 (55) | 6.229 (56) | 6.918 (56) | 8.065 (55) |
| 5.030 (55) | 6.060 (55) | 6.232 (56) | 6.919 (56) | 8.069 (55) |
| 5.051 (56) | 6.061 (55) | 6.233 (53) | 6.920 (56) | 8.070 (55) |
| 5.053 (56) | 6.062 (50) | 6.234 (53) | 6.922 (56) | 8.071 (55) |
| 5.055 (56) | 6.063 (50) | 6.237 (53) | 6.925 (56) | 8.072 (55) |
| 5.058 (56) | 6.064 (55) | 6.239 (50) | 6.953 (50) | 8.073 (55) |
| 5.062 (56) | 6.066 (55) | 6.240 (53) | 6.954 (50) | 8.074 (55) |
| 5.064 (56) | 6.067 (55) | 6.241 (53) | 6.958 (53) | 8.075 (56) |
| 5.065 (56) | 6.070 (50) | 6.242 (53) | 6.963 (53) | 8.077 (56) |
| 5.066 (56) | 6.081 (51) | 6.243 (53) | 6.965 (53) | 8.078 (56) |
| 5.068 (56) | 6.082 (51) | 6.244 (53) | 6.966 (53) | 8.079 (56) |
| 5.069 (56) | 6.083 (51) | 6.247 (50) | 6.967 (53) | 8.130 (56) |
| 5.081 (53) | 6.084 (51) | 6.248 (53) | 6.969 (53) | 8.132 (56) |
| 5.083 (53) | 6.086 (51) | 6.249 (53) | 6.973 (53) | 8.134 (56) |
| 5.085 (53) | 6.087 (51) | 6.250 (56) | 6.975 (53) | 8.135 (56) |
| 5.161 (49) | 6.088 (51) | 6.251 (56) | 6.976 (53) | 8.138 (56) |
| 5.162 (49) | 6.089 (51) | 6.310 (50) | 6.977 (53) | 8.139 (56) |
| 5.163 (51) | 6.090 (51) | 6.320 (50) | 6.982 (55) | 8.364 (54) |
| 5.166 (51) | 6.091 (51) | 6.321 (50) | 6.984 (55) | 8.365 (54) |
| 5.167 (51) | 6.108 (50) | 6.330 (54) | 6.986 (55) | 8.378 (55) |
| 5.181 (54) | 6.119 (50) | 6.331 (54) | 6.987 (55) | 8.380 (55) |
| 5.182 (54) | 6.124 (50) | 6.332 (54) | 6.988 (55) | 8.381 (55) |
| 5.186 (54) | 6.170 (50) | 6.333 (54) | 6.989 (55) | 8.382 (55) |
| 5.191 (54) | 6.171 (54) | 6.334 (54) | 6.991 (55) | 8.384 (55) |
| 5.193 (54) | 6.174 (54) | 6.335 (54) | 6.992 (55) | 8.403 (56) |
| 5.197 (55) | 6.175 (54) | 6.336 (54) | 6.993 (55) | 8.404 (56) |
| 5.198 (55) | 6.176 (54) | 6.337 (54) | 6.995 (55) | 8.405 (56) |
| 5.203 (55) | 6.178 (54) | 6.338 (54) | 6.996 (55) | 8.407 (56) |
| 5.207 (55) | 6.179 (54) | 6.339 (54) | 7.607 (55) | 8.408 (56) |
| 5.208 (55) | 6.180 (54) | 6.340 (50) | 7.608 (55) | 8.409 (56) |
| 5.209 (55) | 6.181 (54) | 6.343 (54) | 7.609 (55) | 8.410 (56) |
| 5.210 (55) | 6.182 (54) | 6.344 (54) | 7.610 (55) | 8.412 (56) |
| 5.211 (56) | 6.183 (54) | 6.346 (54) | 7.611 (55) | 8.414 (56) |
| 5.212 (56) | 6.184 (55) | 6.348 (56) | 7.612 (55) | 8.417 (56) |
| 5.213 (56) | 6.185 (50) | 6.349 (56) | 7.614 (55) | 8.418 (56) |
| 5.214 (56) | 6.187 (50) | 6.350 (56) | 7.615 (55) | 8.419 (56) |
| 5.215 (56) | 6.188 (50) | 6.351 (56) | 7.616 (55) | 8.420 (56) |
| 5.216 (56) | 6.189 (55) | 6.352 (56) | 7.618 (55) | 8.579 (54) |
| 5.217 (56) | 6.190 (55) | 6.354 (56) | 7.619 (55) | 8.580 (54) |
| 5.221 (56) | 6.191 (55) | 6.355 (56) | 7.644 (56) | 8.581 (54) |
| 5.222 (56) | 6.192 (55) | 6.356 (56) | 7.645 (56) | 8.803 (54) |
| 5.223 (56) | 6.195 (55) | 6.357 (56) | 7.646 (56) | 8.804 (54) |
| 6.002 (51) | 6.196 (55) | 6.358 (56) | 7.669 (56) | 8.805 (54) |
| 6.003 (51) | 6.199 (55) | 6.360 (55) | 7.673 (56) | 8.806 (54) |
| 6.020 (50) | 6.201 (55) | 6.361 (55) | 7.675 (56) | 8.807 (56) |
| 6.024 (56) | 6.202 (55) | 6.362 (55) | 7.676 (56) | 8.808 (56) |
| 6.025 (56) | 6.203 (55) | 6.363 (55) | 7.677 (56) | 8.810 (56) |
| 6.026 (56) | 6.204 (51) | 6.364 (55) | 7.710 (56) | 8.811 (56) |
| 6.027 (50) | 6.206 (51) | 6.365 (55) | 7.711 (56) | 8.812 (56) |
| 6.028 (56) | 6.207 (51) | 6.366 (55) | 7.899 (54) | 8.813 (56) |
| 6.029 (56) | 6.208 (51) | 6.367 (55) | 7.900 (54) | 8.814 (56) |
| 6.030 (50) | 6.209 (50) | 6.381 (50) | 7.901 (54) | 8.815 (56) |
| 6.031 (56) | 6.210 (51) | 6.397 (50) | 7.903 (54) | 8.816 (56) |
| 6.032 (56) | 6.211 (51) | 6.399 (50) | 7.904 (54) | 8.817 (56) |
| 6.033 (56) | 6.212 (51) | 6.421 (50) | 7.925 (54) | 8.844 (55) |
| 6.034 (56) | 6.213 (51) | 6.428 (50) | 7.927 (54) | 8.845 (55) |
| 6.035 (56) | 6.214 (51) | 6.430 (50) | 7.928 (54) | 8.846 (55) |
| 6.050 (55) | 6.215 (51) | 6.438 (50) | 8.042 (54) | 8.847 (55) |
| 6.051 (55) | 6.216 (50) | 6.447 (50) | 8.047 (54) | 8.848 (55) |
| 6.052 (55) | 6.217 (56) | 6.498 (50) | 8.059 (55) | 8.906 (50) |
| 6.053 (55) | 6.218 (56) | 6.910 (56) | 8.060 (55) | |

## COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC ORIENTAL

SOCIÉTÉ ANONYME MAROCAINE AU CAPITAL DE 150 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : RUE DU CAPITAINE-MAURICE-PASCOUET, RABAT
280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

**Obligations 4 1/4 0/0 1930 de 1.000 F nominal.**

*Echéance du 1er décembre 1956.*

**Neuvième tirage effectué le 15 octobre 1956 pour amortissement de 715 obligations.**

La liste ci-dessous comprend :

*a)* En caractères gras, les séries sorties au neuvième tirage ;

*b)* Les séries sorties aux tirages antérieurs et non encore totalement remboursées ;

*c)* Les numéros frappés d'opposition à la date du neuvième tirage.

| NUMÉROS EXTRÊMES des séries. | ANNÉES de rembour-sement. | NUMÉROS EXTRÊMES des séries. | ANNÉES de rembour-sement. |
|---|---|---|---|
| 141 à 150 | 1953 | **13.261 à 13.270** | **1956** |
| **321 à 330** | **1956** | **13.391 à 13.400** | » |
| **411 à 420** | » | **13.431 à 13.440** | » |
| 851 à 860 | 1954 | **13.541 à 13.650** | » |
| **1.651 à 1.670** | **1956** | **13.681 à 13.690** | » |
| **2.351 à 2.370** | » | 14.031 à 14.040 | 1944 |
| **2.501 à 2.510** | » | **14.071 à 14.030** | **1956** |
| 2.521 à 2.530 | 1955 | **14.331 à 14.340** | » |
| 2.631 à 2.640 | 1954 | **15.241 à 15.250** | » |
| **2.711 à 2.720** | **1956** | **15.461 à 15.470** | » |
| 2.721 à 2.730 | 1955 | 15.631 à 15.640 | 1953 |
| 2.741 à 2.750 | » | **15.851 à 15.860** | **1956** |
| **2.881 à 2.890** | **1956** | **15.251 à 16.260** | » |
| **3.031 à 3.040** | » | 16.281 à 16.290 | 1954 |
| **3.381 à 3.390** | » | **16.421 à 16.430** | **1956** |
| **3.411 à 3.420** | » | **16.501 à 16.510** | » |
| **3.421 à 3.430** | » | **16.851 à 16.860** | » |
| 3.571 à 3.580 | 1954 | **17.061 à 17.070** | » |
| **3.711 à 3.720** | **1955** | 18.241 à 18.250 | 1954 |
| **4.021 à 4.030** | » | 18.381 à 18.390 | 1955 |
| **4.281 à 4.290** | » | **18.421 à 18.430** | **1956** |
| **4.781 à 4.790** | » | 19.111 à 19.120 | 1955 |
| 5.031 à 5.040 | 1944 | **19.121 à 19.130** | **1956** |
| **5.131 à 5.140** | **1956** | **19.141 à 19.150** | » |
| 5.270 | opp. | **19.171 à 19.180** | » |
| **5.271 à 5.290** | **1955** | **19.651 à 19.660** | » |
| 5.601 à 5.610 | 1955 | **19.731 à 19.740** | » |
| **5.871 à 5.880** | **1956** | **20.171 à 20.180** | » |
| **6.261 à 6.270** | » | **20.621 à 20.630** | » |
| **6.291 à 6.300** | » | 20.711 à 20.720 | 1955 |
| 6.341 à 6.350 | 1955 | **20.951 à 20.960** | **1956** |
| **6.631 à 6.640** | **1956** | **21.351 à 21.360** | » |
| 6.711 à 6.720 | 1955 | 21.381 à 21.390 | 1953 |
| **6.851 à 6.860** | **1956** | **21.391 à 21.400** | **1956** |
| **6.961 à 6.970** | » | **21.651 à 21.660** | » |
| **7.331 à 7.340** | » | **21.701 à 21.710** | » |
| **7.801 à 7.810** | » | **22.041 à 22.050** | » |
| 7.851 à 7.860 | 1955 | 22.101 à 22.110 | 1954 |
| 8.201 à 8.210 | 1953 | **22.321 à 22.330** | **1956** |
| **8.511 à 8.520** | **1956** | **22.521 à 22.530** | » |
| 8.761 à 8.770 | 1955 | **22.631 à 22.640** | » |
| **9.011 à 9.020** | **1956** | 22.701 à 22.710 | 1954 |
| **9.071 à 9.080** | » | **22.781 à 22.790** | **1956** |
| **9.181 à 9.190** | » | **22.911 à 22.920** | » |
| **9.501 à 9.510** | » | **23.301 à 23.310** | » |
| **9.581 à 9.590** | » | 23.381 à 23.390 | 1953 |
| **9.811 à 9.820** | » | **23.501 à 23.510** | **1956** |
| 9.921 à 9.930 | 1954 | 23.541 à 23.550 | 1955 |
| 9.951 à 9.960 | 1955 | **23.761 à 23.770** | **1956** |
| 10.371 à 10.380 | » | **23.801 à 23.810** | » |
| **10.381 à 10.390** | **1956** | 23.811 à 23.820 | 1955 |
| 10.461 à 10.470 | 1954 | **24.441 à 24.450** | **1956** |
| 10.521 à 10.530 | 1945 | **24.541 à 24.550** | » |
| **10.531 à 10.540** | **1956** | **25.191 à 25.200** | » |
| **10.552 à 10.560** | » | **25.291 à 25.300** | » |
| **10.711 à 10.720** | » | **25.431 à 25.440** | » |
| **11.031 à 11.040** | » | **25.551 à 25.560** | » |
| **11.161 à 11.170** | » | 25.691 à 25.700 | 1945 |
| 11.181 à 11.190 | 1954 | **26.241 à 26.250** | **1956** |
| 11.651 à 11.660 | 1955 | **26.361 à 26.370** | » |
| **11.741 à 11.750** | **1956** | **26.691 à 26.700** | » |
| 11.841 à 11.850 | 1955 | **26.811 à 26.820** | » |
| **11.881 à 11.890** | **1956** | 26.871 à 26.880 | 1955 |
| 12.121 à 12.130 | 1953 | **26.991 à 27.000** | **1956** |
| 12.191 à 12.200 | 1954 | **27.081 à 27.090** | » |
| 12.641 à 12.650 | » | 27.141 à 27.150 | 1954 |
| **12.691 à 12.700** | **1956** | **27.451 à 27.460** | **1956** |
| 12.911 à 12.920 | 1955 | 27.481 à 27.490 | 1954 |
| **12.981 à 12.990** | **1955** | **27.751 à 27.760** | **1956** |
| **13.101 à 13.110** | » | **28.011 à 28.020** | » |

| NUMÉROS EXTRÊMES des séries. | ANNÉES de rembour-sement. | NUMÉROS EXTRÊMES des séries. | ANNÉES de rembour-sement. |
|---|---|---|---|
| 23.081 à 23.090 | 1954 | **33.341 à 33.350** | **1956** |
| **28.181 à 28.190** | **1956** | **33.571 à 33.580** | » |
| **28.361 à 28.370** | » | **33.611 à 33.620** | » |
| 28.432 | opp. | **34.171 à 34.180** | » |
| **28.531 à 28.540** | **1956** | 34.391 à 34.400 | 1955 |
| **28.621 à 28.630** | » | **34.461 à 34.470** | **1955** |
| 23.791 à 23.800 | 1954 | 34.611 à 34.620 | 1955 |
| **28.371 à 28.880** | **1956** | **34.861 à 34.870** | **1956** |
| 29.111 à 29.120 | 1955 | **34.911 à 34.920** | » |
| 29.291 à 29.300 | 1954 | 34.951 à 34.930 | 1953 |
| **29.501 à 29.510** | **1956** | **35.721 à 35.730** | **1955** |
| **29.641 à 29.650** | » | 35.991 à 36.000 | 1954 |
| 29.711 à 29.720 | 1954 | **36.231 à 36.240** | **1956** |
| **29.991 à 30.000** | **1956** | **36.471 à 36.480** | » |
| 30.081 à 30.090 | 1955 | 36.699 à 36.700 | opp. |
| 30.131 à 30.140 | 1954 | **36.821 à 36.830** | **1955** |
| **30.421 à 30.430** | **1955** | **36.871 à 36.880** | **1956** |
| **30.461 à 30.470** | » | **36.921 à 36.930** | » |
| **30.681 à 30.690** | » | 37.091 à 37.100 | 1954 |
| **31.111 à 31.120** | » | **37.371 à 37.380** | **1956** |
| 31.121 à 31.130 | 1954 | **37.831 à 37.840** | » |
| 31.261 à 31.270 | 1955 | **37.901 à 37.910** | » |
| 31.491 à 31.500 | 1953 | 38.021 à 38.030 | 1954 |
| 31.681 à 31.690 | 1955 | **38.051 à 38.060** | **1956** |
| 31.741 à 31.750 | » | 38.231 à 38.240 | 1954 |
| 31.791 à 31.800 | » | **39.011 à 39.020** | **1956** |
| 32.151 à 32.160 | 1954 | **39.061 à 39.070** | » |
| 32.631 à 32.640 | 1955 | **39.521 à 39.530** | » |
| **33.161 à 33.170** | » | **39.751 à 39.760** | » |

**Numéro du coupon devant être attaché au titre.**

Remboursement 1944 (4e tirage), coupon n° 29, 1er juin 1945.
Remboursement 1945 (5e tirage), coupon n° 31, 1er juin 1946.
Remboursement 1953 (6e tirage), coupon n° 47, 1er juin 1954.
Remboursement 1954 (7e tirage), coupon n° 49, 1er juin 1955.
Remboursement 1955 (8e tirage), coupon n° 51, 1er juin 1956.
Remboursement 1956 (9e tirage), coupon n° 53, 1er juin 1957.

Les obligations désignées par le sort sont remboursables à raison de 997 F (4e et 5e tirages), 1.000 F (6e, 7e, 8e et 9e tirages), à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e), et dans tous les sièges, succursales ou agences :

Du Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2e) ;
Du Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, Paris (9e) ;
De la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, Paris (9e) ;
De la Société marseillaise de crédit, 4, rue Auber, Paris (9e) ;
De la Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris (9e) ;
De la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e) ;
Du Crédit algérien, 5, rue Louis-le-Grand, Paris (2e) ;
Du Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (9e) ;
De la Compagnie algérienne de crédit et de banque, 50, rue d'Anjou, Paris (8e) ;
Du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, 43, rue Cambon, Paris (1er) ;
De la Banque de l'Indochine, 96, boulevard Haussmann, Paris (8e).

## ORGA

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 120.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 90, RUE MARCEL-BOURDARIAS, ALFORTVILLE (SEINE)
Registre du commerce : Seine n° 280719 B.

*Obligations* 6 3/4 0/0 1949 *de* 10.000 *F.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 16 obligations sorties au deuxième tirage au sort du 7 novembre 1956 formant, avec les titres rachetés en Bourse, la totalité de l'annuité à amortir au 1er décembre 1956. Ces obligations seront remboursables à 10.000 F ;**

**2° De la série sortie au tirage précédent et dans laquelle figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE de remboursement | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 194 à 209 | 56 | 641 à 659 | 55 |

## COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

Société française d'intérêt général
au capital de 2.400.000.000 de francs
Siège social : 10 et 12, boulevard Jules-Favre, LYON
R. C. : Lyon 9932 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 16.244 obligations 4 3/4 0/0 1947-1952-1954-1955, dont l'amortissement est prévu pour le 1er décembre 1956.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

## ETABLISSEMENTS GOULET-TURPIN

Société anonyme au capital de 634.000.000 de francs
Siège social : à REIMS, 42, boulevard Louis-Roederer
R. C. : Reims 54-B 26.

**Emprunt 4 0/0 1943.**

***Amortissement* 1956.**

**LISTE NUMERIQUE**

1° **Des séries comprenant les 148 obligations (compte tenu des obligations déjà amorties) sorties au tirage du 13 novembre 1956 et remboursables au pair de 5.000 F à partir du 15 décembre 1956, coupon n° 24 attaché ;**

2° **Des obligations sorties aux tirages antérieurs non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de rembour-sement. | NUMÉROS | ANNÉES de rembour-sement. | NUMÉROS | ANNÉES de rembour-sement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 4.002 à 4.005 | 1955 | 5.001 à 5.010 | 1955 | 5.609 et 5.610 | 1954 |
| 4.071 à 4.080 | 1956 | 5.051 | 1955 | 5.641 à 5.650 | 1955 |
| 4.161 à 4.170 | 1956 | 5.055 à 5.057 | 1955 | 5.711 à 5.720 | 1955 |
| 4.221 | 1954 | 5.166 à 5.170 | 1955 | 5.781 et 5.782 | 1955 |
| 4.271 à 4.280 | 1956 | 5.189 et 5.190 | 1955 | 5.787 et 5.788 | 1955 |
| 4.371 à 4.380 | 1956 | 5.235 | 1956 | 5.811 à 5.820 | 1956 |
| 4.451 à 4.460 | 1956 | 5.240 | 1955 | 5.831 à 5.840 | 1956 |
| 4.531 à 4.540 | 1956 | 5.251 à 5.260 | 1956 | 5.841 à 5.850 | 1956 |
| 4.581 à 4.588 | 1956 | 5.326 à 5.328 | 1954 | 5.900 | 1955 |
| 4.602 à 4.603 | 1954 | 5.371 à 5.380 | 1956 | 6.037 et 6.038 | 1955 |
| 4.871 à 4.880 | 1956 | 5.561 à 5.570 | 1955 | 6.071 à 6.080 | 1956 |
| 4.891 à 4.900 | 1956 | 5.601 à 5.604 | 1954 | 6.090 | 1954 |
| 4.921 à 4.930 | 1956 | 5.607 | 1954 | 6.101 à 6.104 | 1954 |

Les 24 titres nouveaux amortis non encore délivrés nos 5.601 à 5.604, 5.607, 5.609 et 5.610, 5.787 et 5.788, 6.071 à 6.080, 6.090 et 6.101 à 6.104 correspondent aux titres anciens nos 1.438 et 1.439, 1.468, 1.515, 1.522, 1.539 et 1.540, 2.306 et 2.307, 175 et 176, 1.089 et 1.090, 1.341, 1.638, 1.791 et 1.792, 2.039, 2.043, 927 et 412 à 415 non encore échangés.

Pour compléter cet amortissement, la société a procédé au rachat en Bourse de 81 obligations.

**Emprunt 4 0/0 1945.**

***Amortissement* 1956.**

**LISTE NUMERIQUE**

1° **Des séries comprenant les 37 obligations (compte tenu des obligations déjà amorties) sorties au tirage du 13 novembre 1956 et remboursables au pair de 5.000 F à partir du 1er janvier 1957, coupon n° 22 attaché ;**

2° **Des obligations sorties au tirage antérieur non encore présentées au remboursement.**

| NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 2.232 à 2.236 | 1954 | 7.631 à 7.637 | 1956 |
| 5.361 à 5.370 | 1956 | 7.921 à 7.930 | 1956 |
| 7.491 à 7.500 | 1956 | | |

Les 10 titres nouveaux amortis non encore délivrés nos 7.921 à 7.930 correspondent aux titres anciens nos 1.157, 1.177 et 1.178, 1.185 à 1.187, 1.190, 1.212, 1.215 et 1.277 non encore échangés.

Pour compléter cet amortissement, la société a procédé au rachat en Bourse de 170 obligations.

Aucun titre de cet emprunt n'est frappé d'opposition.

**Emprunt 4 1/4 0/0 1946.**

*Amortissement* 1956.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de cet emprunt, la société a utilisé en rachats en Bourse la totalité de la dixième annuité d'amortissement venant à échéance le 15 décembre 1956.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Liste numérique des obligations sorties aux tirages antérieurs non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE de rembour-sement. | NUMÉROS | ANNÉE de rembour-sement. | NUMÉROS | ANNÉE de rembour-sement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 6.028 à 6.030 | 1953 | 6.176 | 1953 | 6.975 à 6.977 | 1954 |

# CONCESSIONS DIVERSES

**Préfecture de l'Isère.**

**AVIS**

**Demande de permis exclusif de recherches de mines de plomb, zinc, cuivre et métaux connexes**

Par pétition en date du 21 septembre 1956, rectifiée le 8 octobre 1956, adressée au préfet de l'Isère, M. Pelissier-Tanon (Jacques), administrateur directeur général de la Compagnie équatoriale des mines, société anonyme dont le siège social est à Paris (8e), 39, rue des Mathurins, sollicite au nom et pour le compte de cette société un permis exclusif de recherches de mines de plomb, zinc, cuivre et métaux connexes pour une durée de trois ans.

Le périmètre de ce permis serait délimité pour le contour polygonal A B C D E F G dont les sommets sont définis comme suit :

A. — Clocher de l'église de Laffrey.

B. — Débouché du ruisseau de Jouchy dans le grand lac de Laffrey (ce point se trouve être le plus au Sud de la concession de la Pereire et dénommé C dans la définition du périmètre de cette concession).

C. — Lieudit Borne Carnier, qui se trouve être l'intersection des limites des communes de Cholonge, Saint-Barthélemy et Laffrey (ce point se trouve être un des sommets de la concession du Sappey).

D. — Signal géodésique de la Grande-Serre, altitude 2.144 mètres.

E. — Clocher de Cholonge.

F. — Clocher de Pierre-Châtel.

G. — Clocher de Saint-Théoffrey.

Lesdites limites enfermant une superficie de 15,01 kilomètres carrés.

A la demande est annexée une carte à l'échelle de 1/20.000 précisant les limites du permis sollicité.

Une enquête sur cette demande sera ouverte du 28 novembre 1956 au 28 décembre 1956. Pendant sa durée, un exemplaire de la pétition et de ses annexes sera déposé à la préfecture où le public pourra en prendre connaissance en vue des observations et demandes en concurrence auxquelles la présente demande pourrait donner lieu.

Le préfet du département de l'Isère,

Vu les articles 7, 12 et 14 du décret n° 56-838 du 16 août 1956 portant code minier ;

Vu le décret n° 55-1684 du 27 décembre 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches de substances minérales autres que les combustibles minéraux solides, les sels de potassium et les hydrocarbures ;

Vu le rapport des ingénieurs des mines en date des 19 et 25 octobre 1956,

Arrête :

Le présent avis restera affiché à la préfecture pendant une durée d'un mois, du 28 novembre au 28 décembre 1956.

Il sera, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, inséré au *Journal officiel* de la République française.

Grenoble, le 7 novembre 1956.

*Le préfet,*
Signé : Francis Raoul.

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Jean-André-Olivier Couffon, dit de Trevros-Kermouster, né le 8 juin 1911 à Saint-Denis-d'Anjou (Mayenne), demeurant à Paris (7e), 109, rue du Bac, agissant tant en son nom qu'en celui de ses enfants mineurs: Edina-Geneviève-Edith-Andrée, née le 21 octobre 1936 à Angers; Jean-Daniel-Olivier-Alexandre, né le 17 mai 1938 à Angers; Marie-Alice-Marguerite, née le 28 novembre 1946 à Dinard, et Gilles-Miximilien-Marie, né le 6 septembre 1955 à Dinard, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de faire ajouter à son nom de Couffon celui de: de Trevros-Kermouster.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

24 octobre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Rethel. **Fédération départementale des associations locales des aides familiales rurales des Ardennes.** But: grouper les associations locales d'aides familiales rurales existantes. Siège social: chez Mme Pierre Masseau, Tagnon (Ardennes).

27 octobre 1956. Déclaration à la préfecture de police. **Association universelle des mères (A. U. M.).** But: défense de l'humanité et plus spécialement de l'enfance, contre les dangers qui la menacent au moral comme au physique, et en particulier le péril atomique. Siège social: 11, boulevard de Finlande, Colombes.

27 octobre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **La Gaule haussoise.** But: obtenir soit de l'Etat, soit du département, soit de la commune, d'associations syndicales ou de particuliers, l'affermage des lots de pêche sur le territoire de la région; concourir à la lutte contre le braconnage et la pollution des rivières; encourager la surveillance; assurer la destruction d'animaux nuisibles et le repeuplement des cours d'eau. Siège social: café de la Gare, Haussy (Nord).

29 octobre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Les Assoiffés d'amour de la classe 1953.** But: venir en aide aux camarades. Siège social: 141, rue Charles-Debarge, Harnes (Pas-de-Calais).

31 octobre 1956. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Amicale des anciens légionnaires d'Auriol et des communes environnantes.** But: regrouper et resserrer les liens de solidarité et de camaraderie qui doivent unir tous les anciens légionnaires; procurer aux anciens légionnaires le concours moral et éventuellement matériel dont ils peuvent avoir besoin; aider les anciens légionnaires pour l'obtention des titres de séjour; aider les anciens légionnaires dans la défense de leurs droits d'anciens combattants et victimes de guerre. Siège social: bar du Marché, Auriol.

2 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture des Andelys. **Comité d'aide aux soldats servant en Afrique du Nord.** But: aide morale et matérielle aux soldats appelés, maintenus ou rappelés servant en Afrique du Nord et à leurs familles. Siège social: mairie de Gaillon (Eure).

3 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. **Les Amis du château de Belvoir.** But: restauration du château de Belvoir et installation d'un centre d'art. Siège social: 40, rue des Halles, Montbéliard (Doubs).

3 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Club des supporters du Football-Club de Pont-de-Beauvoisin.** But: encourager et financer le club de football de Pont-de-Beauvoisin. Siège social: mairie de Pont-de-Beauvoisin (Isère).

5 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Lodève. **Association locale des aides familiales rurales de Montpeyroux.** But: aider les mères de famille malades ou surchargées et soutenir matériellement et moralement l'aide familiale. Siège social: chez M. Roger Vallat, président, Montpeyroux (Hérault).

6 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture d'Apt. **Comité d'entraide aux Cavaillonnais rappelés, maintenus ou appelés en Afrique française du Nord ou à leur famille.** But: venir en aide, sur le plan matériel et moral, aux rappelés, maintenus ou appelés en Afrique française du Nord ou à leur famille. Siège social: mairie de Cavaillon (Vaucluse).

8 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre. **Section locale des mutilés du travail, assurés sociaux, invalides civils et leurs ayants droit de Sarrancolin.** But: défendre les intérêts des mutilés et accidentés du travail et invalides civils. Siège social: mairie de Sarrancolin (Hautes-Pyrénées).

8 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Bellac. **Les Alouettes du collège de jeunes filles du Dorat.** But: encourager la pratique du sport. Siège social: collège de jeunes filles, place de la Libération, le Dorat (Haute-Vienne).

8 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Castelsarrasin. **Peuple et culture de Tarn-et-Garonne.** But: contribuer au développement de l'éducation et de la culture populaire. Siège social: école de Garganvillar (Tarn-et-Garonne).

9 novembre 1956. Déclaration à la préfecture du Nord. **Fédération de Lille de l'Union générale de l'enseignement supérieur technique.** But: faire prendre conscience aux étudiants du technique de leurs droits, de leurs devoirs et assurer pratiquement l'exercice de ces droits et l'accomplissement de ces devoirs. Siège social: 1, place Jacquart, Lille.

10 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Amicale des agents payeurs de la caisse d'allocations familiales de Saint-Etienne.** But: grouper et aider ses adhérents. Siège social: Maison des allocations familiales, 22, avenue Emile-Loubet, Saint-Etienne.

10 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de Lons-le-Saunier. **Cœurs Vaillants du Jura.** But: mettre à la disposition de tous les enfants du Jura, garçons et filles, le mouvement national Cœurs Vaillants-Ames Vaillantes. Siège social: 1, rue des Perrières, Lons-le-Saunier.

12 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Brive. **Cantine scolaire de Vigeois.** But: donner un repas chaud aux enfants des écoles. Siège social: école de garçons, Vigeois (Corrèze).

12 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Fédération départementale des combattants volontaires de la Résistance de la Haute-Garonne.** But: défense des intérêts moraux et matériels de ses adhérents. Siège social: café Tortoni, place du Capitole, Toulouse.

12 novembre 1956. Déclaration à la préfecture d'Arras. **Association d'éducation populaire chorale Saint-Germain de Fiefs.** But: formation musicale et chorale; organisation de kermesses; théâtre. Siège social: route de Nédonchel, Fiefs.

14 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Les Papillons blancs.** But: œuvre familiale de défense et de protection de l'enfance déficiente. Siège social: 5, rue Camille-Violant, Alençon.

14 novembre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Reims. **Comité d'entraide de la Centrale laitière.** But: entraide et secours au personnel. Siège social: 135, rue de Courlancy, Reims (Marne).

15 novembre 1956. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis à Nice, 115, boulevard de Cessole.** But: gérance dudit immeuble. Siège social: 115, boulevard de Cessole, Nice.

15 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de la Dordogne. **Fédération de la Dordogne du parti radical socialiste.** But: développer en Dordogne la doctrine du parti radical socialiste et organiser toutes manifestations utiles. Siège social: 4, place Général-Leclerc, Périgueux.

### MODIFICATIONS

18 octobre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. La **Société cynologique de Seine-et-Oise** transfère son siège social du 1, rue du Temple, Enghien, au 31, avenue de Verdun, Arpajon (Seine-et-Oise).

31 octobre 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Châtellerault. **Le Camera-Club châtelleraudais** transfère son siège social du 3, rue de l'Aqueduc, Châtellerault, au 22, boulevard Blossac, Châtellerault (Vienne).

9 novembre 1956. Déclaration à la préfecture de la Nièvre. **Le Vespa-Club Nivernais-Morvan** transfère son siège social de la place Guy-Coquille, Nevers, au 2, rue Jeanne-d'Arc, Nevers.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.